



Government  
of Canada

Gouvernement  
du Canada

# Collecte continue de données qualitatives sur les opinions des Canadiens – juin 2020

Rapport final

## **Rédigé pour le compte du Bureau du Conseil privé**

Fournisseur : The Strategic Counsel

Numéro de contrat : 35035-182346/001/CY

Valeur du contrat : 808 684,50 \$

Date d'octroi du contrat : 27 juin 2019

Date de livraison : 7 août 2020

Numéro d'enregistrement : POR-005-19

Pour de plus amples renseignements sur ce rapport, prière d'écrire [por-rop@pco-bcp.ca](mailto:por-rop@pco-bcp.ca)

This report is also available in English.

Canada 

# Collecte continue de données qualitatives sur les opinions des Canadiens

## Rapport final

### **Rédigé pour le compte du Bureau du Conseil privé**

Fournisseur : The Strategic Counsel

Juin 2020

Le présent rapport de recherche sur l'opinion publique présente les résultats d'une série de groupes de discussion menés par The Strategic Counsel pour le Bureau du Conseil privé. Le neuvième cycle de l'étude, qui s'est déroulé entre le 2 et le 29 juin 2020, comptait douze groupes de discussion composés d'adultes canadiens (âgés de 18 ans ou plus).

This publication is also available in English under the title: Final Report – Continuous Qualitative Data Collection of Canadians' Views – June 2020.

Cette publication peut être reproduite à des fins non commerciales. Toute autre utilisation exige l'autorisation écrite préalable du Bureau du Conseil privé. Pour obtenir de plus amples renseignements sur ce rapport, prière d'en faire la demande par courriel à <por-rop@pco-bcp.ca> ou par la poste à l'adresse suivante :

Bureau du Conseil privé  
Édifice Blackburn  
85, rue Sparks, bureau 228  
Ottawa, Ontario K1A 0A3

### **Numéro de catalogue :**

CP22-185/9-2020F-PDF

### **Numéro international normalisé du livre (ISBN) :**

978-0-660-35933-5

### **Publications connexes (numéro d'enregistrement : POR-005-19) :**

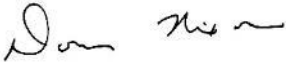
CP22-185/9-2020E-PDF (Rapport final, anglais)

978-0-660-35932-8

### Attestation de neutralité politique

À titre de cadre supérieure du cabinet The Strategic Counsel, j'atteste par la présente que les documents remis sont entièrement conformes aux exigences en matière de neutralité politique du gouvernement du Canada énoncées dans la Politique sur les communications et l'image de marque et dans la Directive sur la gestion des communications – Annexe C – Procédure obligatoire relative à la recherche sur l'opinion publique.

Plus précisément, les documents remis ne contiennent pas d'information sur les intentions de vote électoral, les préférences quant aux partis politiques, les positions des partis ou l'évaluation de la performance d'un parti politique ou de ses dirigeants.

Signature :  \_\_\_\_\_

Date : 7 août 2020

Donna Nixon, associée  
The Strategic Counsel

## Table des matières

<b>Résumé .....</b>	<b>6</b>
Introduction .....	6
Méthodologie.....	7
Principales constatations .....	9
La COVID-19 dans l'actualité et la réponse du gouvernement du Canada (tous les lieux) .....	9
Changements de comportement (tous les lieux, sauf le Québec rural) .....	9
Réouverture (aînés de grandes villes ontariennes, bénéficiaires de la PCU du Québec, parents de Vancouver, villes ontariennes de taille moyenne, nord des Prairies, Victoria et Nanaimo, nouveaux arrivants de la GRM) .....	10
Impacts économiques (parents de la RGT, bénéficiaires de la PCU de petites villes et de villes de taille moyenne de l'Alberta, aînés de Montréal, aînés de grandes villes ontariennes, bénéficiaires de la PCU de petites villes et de villes de taille moyenne du Québec, parents de Vancouver, villes ontariennes de taille moyenne, nord des Prairies, Victoria et Nanaimo, nouveaux arrivants de la GRM) .....	11
Évaluation de publicités sur la COVID-19 (grandes villes du Canada atlantique, Québec rural)...	16
Application de recherche de contacts (grandes villes du Canada atlantique, Québec rural).....	18
Racisme (aînés de grandes villes ontariennes, bénéficiaires de la PCU du Québec, parents de Vancouver, villes ontariennes de taille moyenne, nord des Prairies, Victoria et Nanaimo, nouveaux arrivants de la GRM) .....	19
Autres actualités et questions concernant le gouvernement du Canada (parents de la RGT, bénéficiaires de la PCU de l'Alberta, aînés de Montréal, grandes villes de l'Ontario, bénéficiaires de la PCU du Québec, parents de Vancouver, grandes villes du Canada atlantique, Québec rural) .....	20
Enjeux locaux (petites villes du nord des Prairies) .....	20
 <b>Résultats détaillés – Partie I : COVID-19 .....</b>	 <b>21</b>
Chronologie des annonces en juin .....	21
La COVID-19 dans l'actualité (tous les lieux) .....	23
Réponse du gouvernement du Canada (tous les lieux).....	24
Changements de comportement (tous les lieux, sauf le Québec rural).....	25
Changements généraux.....	25
Le rôle de parent et les impacts de la COVID-19 sur les enfants et les jeunes .....	26
Impacts de la COVID-19 sur les aînés.....	27
Réouverture (aînés de grandes villes ontariennes, bénéficiaires de la PCU du Québec, parents de Vancouver, villes ontariennes de taille moyenne, nord des Prairies, Victoria et Nanaimo, nouveaux arrivants de la GRM).....	28

Impacts économiques de la COVID-19 (parents de la RGT, bénéficiaires de la PCU de petites villes et de villes de taille moyenne de l'Alberta, aînés de Montréal, aînés de grandes villes ontariennes, bénéficiaires de la PCU de petites villes et de villes de taille moyenne du Québec, parents de Vancouver, villes ontariennes de taille moyenne, nord des Prairies, Victoria et Nanaimo, nouveaux arrivants de la GRM) .....	29
Initiatives économiques et financières du gouvernement du Canada.....	30
PCU, SSUC et déficits budgétaires (parents de la RGT, bénéficiaires de la PCU de petites villes et de villes de taille moyenne de l'Alberta) .....	36
Accord sur la relance sécuritaire (aînés de grandes villes ontariennes, bénéficiaires de la PCU de petites villes et de villes de taille moyenne du Québec, parents de Vancouver, villes ontariennes de taille moyenne, petites villes des Prairies, Victoria et Nanaimo).....	38
Phrases pour décrire l'économie (parents de la RGT, bénéficiaires de la PCU de petites villes et de villes de taille moyenne de l'Alberta, aînés de Montréal, aînés de grandes villes ontariennes, bénéficiaires de la PCU de petites villes et de villes de taille moyenne du Québec, parents de Vancouver).....	42
Objectifs pour l'économie (tous les lieux, sauf les grandes villes du Canada atlantique et le Québec rural) .....	44
Autres défis découlant de la COVID-19 (parents de la RGT, bénéficiaires de la PCU de petites villes et de villes de taille moyenne de l'Alberta).....	46
Évaluation de publicités sur la COVID-19 (grandes villes du Canada atlantique, Québec rural) 46	
Concepts de marque pour la COVID-19.....	47
Témoignage publicitaire sur la COVID-19 .....	60
Application de recherche de contacts (grandes villes du Canada atlantique, Québec rural).....	61
Connaissance de l'application.....	61
Intention de télécharger l'application.....	61
Évaluation de noms pour l'application (grandes villes du Canada atlantique) .....	63
<b>Résultats détaillés – Partie II : Autres enjeux.....</b>	<b>65</b>
Racisme (aînés de grandes villes ontariennes, bénéficiaires de la PCU du Québec, parents de Vancouver, villes ontariennes de taille moyenne, petites villes du nord des Prairies, Victoria et Nanaimo, nouveaux arrivants de la GRM).....	65
Peines minimales obligatoires .....	68
Autres actualités et questions concernant le gouvernement du Canada (parents de la RGT, bénéficiaires de la PCU de l'Alberta, aînés de Montréal, grandes villes ontariennes, bénéficiaires de la PCU du Québec, parents de Vancouver, grandes villes du Canada atlantique, Québec rural).....	71
Enjeux locaux (petites villes du nord des Prairies).....	72
<b>Annexe A – Questionnaires de recrutement.....</b>	<b>73</b>
Questionnaire de recrutement, version anglaise .....	74
Questionnaire de recrutement, version française .....	82

**Annexe B – Guides du modérateur..... 89**

Guide du modérateur, version anglaise.....90

Guide du modérateur, version française ..... 105

**Annexe C – Concepts publicitaires..... 123**

Concepts de marque pour la COVID-19..... 124

    Concept A ..... 124

    Concept B..... 126

    Concept C ..... 128

Témoignage publicitaire sur la COVID-19 ..... 130

# Résumé

## Introduction

Le Secrétariat des communications et des consultations du Bureau du Conseil privé (BCP) a confié à The Strategic Counsel (TSC) le mandat de mener des cycles de recherche par groupe de discussion auprès de membres du public un peu partout au pays, portant sur des enjeux, des événements et des initiatives stratégiques de premier plan liés au gouvernement du Canada.

L'objectif général de ce programme de recherche qualitative se décline en trois volets : analyser les dimensions et les facteurs d'influence de l'opinion publique sur les plus importants enjeux auxquels le pays est confronté; évaluer les perceptions et les attentes relatives aux mesures et aux priorités du gouvernement fédéral; orienter l'élaboration des communications du gouvernement du Canada pour qu'elles continuent de s'harmoniser avec les points de vue des Canadiennes et des Canadiens et leurs besoins en matière d'information, tout en demeurant claires et à faciles comprendre.

La recherche vise à aider le Secrétariat des communications et des consultations du BCP à remplir son mandat, qui consiste à soutenir le bureau du premier ministre dans la coordination des communications du gouvernement. Plus particulièrement, la recherche permettra de s'assurer que le BCP reste au fait des tendances émergentes et de l'opinion des Canadiens sur les enjeux de macro-niveau qui intéressent le gouvernement.

Le présent rapport dévoile les conclusions qui ressortent de douze groupes de discussion en ligne organisés entre le 2 et le 29 juin 2020 dans de nombreuses localités du pays, au Canada atlantique, au

Québec, en Ontario, dans les Prairies, en Alberta et en Colombie-Britannique. Les détails concernant les lieux, le recrutement et la composition des groupes figurent ci-dessous.

Ce cycle de groupes de discussion, tenu alors que la pandémie se poursuivait au Canada et que progressaient les étapes de la réouverture, a surtout porté sur la COVID-19. La recherche a permis d'analyser en profondeur une foule de sujets connexes, notamment les perceptions concernant la réponse du gouvernement fédéral à ce jour, les changements de comportement des Canadiens, leurs points de vue sur la réouverture, leurs perceptions des répercussions économiques du virus et les discussions entourant une application de recherche de contacts. Au cours du mois, on a également testé divers concepts de marque et témoignages publicitaires visant à communiquer avec le public au sujet de la COVID-19. Les participants de certains lieux ont aussi abordé des thèmes liés au racisme, leurs enjeux locaux et d'autres actualités et questions concernant le gouvernement fédéral.

Il convient de souligner que les résultats de la présente étude doivent être interprétés avec prudence, les conclusions d'une recherche qualitative étant de nature directionnelle et ne pouvant être attribuées à l'ensemble de la population à l'étude avec un quelconque degré de certitude.

## Méthodologie

### Aperçu des groupes

Public cible

- Résidents canadiens de 18 ans et plus.
- Les groupes ont été formés en fonction du lieu.
- Certains groupes se composaient de répondants appartenant à des sous-groupes de la population, par exemple des parents, des aînés, des bénéficiaires de la Prestation canadienne d'urgence (PCU) et de nouveaux arrivants.

### Approche détaillée

- Douze groupes de discussion dans diverses régions du Canada.
- Emplacement des groupes représentatifs de la population générale : villes ontariennes de taille moyenne; nord des Prairies; Victoria/Nanaimo; grandes villes du Canada atlantique et du Québec rural.
- Emplacement des sous-groupes : parents – Toronto/région du Grand Toronto (RGT) et Vancouver; aînés – Montréal et grandes villes de l'Ontario; bénéficiaires de la PCU – Alberta et Québec; nouveaux arrivants – Grande région de Montréal (GRM).
- Les discussions de groupe du Québec se sont déroulées en français, alors que toutes les autres ont eu lieu en anglais.
- Pour ce cycle, toutes les rencontres ont eu lieu en ligne.



- Huit participants ont été recrutés dans chaque groupe, afin de pouvoir compter sur la présence de six à huit personnes.
- Dans l'ensemble des lieux, 81 personnes ont participé aux discussions. Les détails sur le nombre de participants par groupe sont donnés ci-dessous.
- Chaque participant a perçu des honoraires de 90 \$ pour son temps.

### Emplacement et composition des groupes

LIEU	GROUPE	LANGUE	DATE	HEURE (HNE)	COMPOSITION DU GROUPE	NOMBRE DE PARTICIPANTS
Toronto/RGT 905	1	Anglais	2 juin	18 h-20 h	Parents (7 <sup>e</sup> année ou plus)	8
Alberta	2	Anglais	3 juin	19 h-21 h	Bénéficiaires de la PCU	6
Montréal	3	Français	4 juin	17 h 30-19 h 30	Aînés	8
Ontario (grandes villes)	4	Anglais	9 juin	17 h 30-19 h 30	Aînés	8
Québec	5	Français	10 juin	17 h-19 h	Bénéficiaires de la PCU	7
Vancouver	6	Anglais	11 juin	20 h 30-22 h 30	Parents (maternelle à 6 <sup>e</sup> année)	8
Ontario (villes de taille moyenne)	7	Anglais	15 juin	17 h 30-19 h 30	Population générale	6
Nord du Manitoba et de la Saskatchewan	8	Anglais	16 juin	19 h-21 h	Population générale + Autochtones	6
Victoria/Nanaimo	9	Anglais	17 juin	20 h-22 h	Population générale	6
Grande région de Montréal	10	Français	23 juin	18 h-20 h	Immigrants, nouveaux arrivants	6
Canada atlantique	11	Anglais	25 juin	16 h 30-18 h 30	Population générale	7
Québec rural	12	Français	29 juin	17 h-19 h	Population générale	5
<b>Nombre total de participants</b>						<b>81</b>

# Principales constatations

## Partie I : Conclusions relatives à la COVID-19

### **La COVID-19 dans l'actualité et la réponse du gouvernement du Canada (tous les lieux)**

En juin, les participants se tenaient encore au courant des nouvelles au sujet de la COVID-19, pour connaître notamment les derniers détails sur la réouverture dans leurs régions respectives. La plupart avaient hâte de revenir à une vie plus active à la suite des mesures de réouverture, mais craignaient néanmoins d'être exposés à un risque accru. Toutefois, il importe de préciser qu'à cette étape de la pandémie, les participants de plusieurs groupes se disaient peu ou moyennement interpellés par les nouvelles sur la COVID-19 et quelques-uns ne les suivaient plus du tout. Tous convenaient que le risque était toujours présent, mais que le « gouvernement » (terme employé de manière générale) s'attelaient à relancer l'économie afin d'éviter que les impacts négatifs et les difficultés économiques n'empirent.

### **Changements de comportement (tous les lieux, sauf le Québec rural)**

Les participants disaient avoir modifié leurs comportements en réponse à la pandémie, maintenant que diverses provinces avaient mis en branle un plan de réouverture par étapes.

L'ampleur des changements de comportement variait selon les participants, mais dans l'ensemble, ils étaient nombreux à avoir commencé à respecter moins rigoureusement l'isolement à domicile et à sortir plus souvent de chez eux. Beaucoup avaient élargi leur cercle de fréquentations et rendaient désormais visite à des membres de la famille et à des amis, à leur demeure ou dans un café ou un restaurant, tout en continuant à maintenir une distance physique et à se laver et se désinfecter les mains. De plus, ils portaient plus souvent un masque, lorsqu'ils le jugeaient nécessaire (notamment quand la distanciation physique était impossible). Profitant du temps estival, les participants sortaient plus pour faire de l'exercice (p. ex. de la marche), divertir les enfants (p. ex. au parc) ou voyager dans leur propre province (p. ex., pour aller camper). De manière générale, les participants avaient modifié leurs comportements conformément aux directives de leur gouvernement provincial, à mesure qu'il passait à de nouvelles étapes du plan de réouverture.

En parallèle, quelques participants n'avaient pas du tout changé leurs comportements, car ils s'inquiétaient encore des risques ou souhaitaient continuer d'appliquer les nouvelles habitudes développées.

### **Être parent pendant la pandémie de COVID-19**

Les parents trouvaient difficile de s'adapter aux changements que la pandémie provoquait dans la vie de leurs enfants, tout en conservant une certaine normalité et une routine. Le défi consistait à

superviser et divertir leurs enfants tout en vaquant à leur travail. De plus, les parents trouvaient l'enseignement à domicile en ligne ou la garde des enfants particulièrement exigeants. Pour certains parents, la relation avec leurs enfants était tendue en raison de ces nouveaux rôles. En revanche, certains disaient s'être rapprochés de leurs enfants, car ils avaient pu passer plus de temps avec eux.

Dans l'ensemble, les parents ne savaient pas exactement quoi dire à leurs enfants pour éviter qu'ils ne contractent la COVID-19. Les parents de jeunes enfants avaient de la difficulté à leur expliquer le virus en des termes qu'ils arrivent à comprendre. Quant aux parents d'enfants plus âgés, ils se butaient au sentiment d'« invincibilité » chez leurs jeunes, induit entre autres par les messages véhiculés au début de la pandémie sur le faible risque que le virus présente pour ce groupe d'âge, et ils peinaient à leur faire comprendre l'importance de respecter les consignes, comme l'éloignement physique et le port du masque. Les parents d'enfants plus âgés proposaient d'utiliser les médias sociaux pour les interpeller et estimaient que les enseignants et les autres médias étaient plus susceptibles d'avoir un effet sur les comportements des jeunes qu'eux-mêmes.

### **Impacts sur les aînés**

Les aînés ont mentionné que la pandémie avait eu toutes sortes de répercussions positives et négatives dans leur vie. Appelés à composer avec une nouvelle situation, certains se disaient fiers de la capacité d'apprentissage et d'adaptation qu'ils avaient démontrée et trouvaient l'isolement plus facile que ce à quoi ils s'attendaient, mais les contacts sociaux leur manquaient et certains trouvaient que le temps d'attente dans les commerces était pénible.

Quelques aînés se reconnaissaient dans l'expression « population vulnérable », mais celle-ci ne trouvait pas écho chez la plupart des participants. Tous s'entendaient pour dire que les gens de la mi-cinquantaine sont trop jeunes pour être considérés comme des « aînés » et que cette catégorie devrait s'appliquer plutôt à des personnes dans la soixantaine ou qui ont 70 ans et plus. Nombre d'entre eux ont avancé que ce n'est pas nécessairement leur âge qui les rend vulnérables à la COVID-19, mais bien un éventail d'autres facteurs, y compris leur état de santé.

### **Réouverture (aînés de grandes villes ontariennes, bénéficiaires de la PCU du Québec, parents de Vancouver, villes ontariennes de taille moyenne, nord des Prairies, Victoria et Nanaimo, nouveaux arrivants de la GRM)**

Au cours du mois de juin, les provinces et territoires canadiens en étaient à différentes étapes de leur réouverture, certaines nettement plus avancées que d'autres. De nombreux participants avaient attendu avec impatience d'en arriver à ce stade, mais ils tenaient néanmoins à ce que les gouvernements fassent montre de prudence et poursuivent le processus à un rythme lent et mesuré.

Les participants de la Colombie-Britannique étaient les plus optimistes à l'égard de la réouverture et faisaient confiance à la province dans sa gestion de la situation. Ceux du Canada atlantique et du nord des Prairies y étaient tout aussi favorables, mais l'éventualité qu'un relâchement des mesures de précaution et une hausse des déplacements interprovinciaux entraînent une résurgence du virus les rendait un peu nerveux. En comparaison, les résidents de l'Ontario avaient des opinions plus

partagées, principalement en raison de l'ambiguïté perçue des règles ou des orientations relatives aux protocoles de santé et de sécurité prévus pour les entreprises et les particuliers. Les commentaires des participants du Québec, quant à eux, trahissaient une appréhension palpable concernant le calendrier de réouverture et les risques afférents.

Des participants de tous les groupes ont dit craindre un certain laxisme dans l'application des mesures de santé et de sécurité, en particulier les mesures visant les rassemblements et la distanciation sociale. D'autres ne savaient pas exactement dans quelles circonstances il fallait porter un masque et cherchaient à obtenir des informations supplémentaires dans leur région. Plusieurs participants ont fait état d'un certain malaise à l'idée de reprendre leurs activités « normales ». Il s'agissait souvent de personnes considérées comme étant « plus à risque », notamment des aînés, des parents ou de futurs parents et des personnes ayant des problèmes de santé.

**Impacts économiques (parents de la RGT, bénéficiaires de la PCU de petites villes et de villes de taille moyenne de l'Alberta, aînés de Montréal, aînés de grandes villes ontariennes, bénéficiaires de la PCU de petites villes et de villes de taille moyenne du Québec, parents de Vancouver, villes ontariennes de taille moyenne, nord des Prairies, Victoria et Nanaimo, nouveaux arrivants de la GRM)**

#### **Initiatives économiques et financières du gouvernement du Canada**

De manière générale, les participants connaissaient la gamme d'initiatives déployées par le gouvernement du Canada pour atténuer les répercussions économiques de la pandémie. La Prestation canadienne d'urgence (PCU) jouissait d'une plus grande notoriété que d'autres programmes et prestations, et la plupart des gens en connaissaient le nom, et souvent le sigle. Les recoupements entre l'assurance-emploi (AE) et la PCU portaient manifestement à confusion, mais la majorité des participants comprenaient que, pour l'heure, la PCU s'était entièrement substituée à l'AE.

Les participants étaient plus ou moins au courant de l'aide financière que le gouvernement destinait à quantité de groupes touchés par la COVID-19, dont les étudiants, les aînés, les propriétaires d'immeubles commerciaux et autres, ainsi que les entreprises et les employeurs. Sans donner beaucoup de détails, les participants ont mentionné des initiatives précises, par exemple la subvention salariale pour les employeurs, les bourses aux étudiants, les prêts aux entreprises, l'aide au loyer pour les petites entreprises et les propriétaires d'immeubles commerciaux, et la prolongation des dates limites de production des déclarations de revenus.

Dans l'ensemble, les participants approuvaient l'intervention du gouvernement du Canada. Ils estimaient que la mise sur pied rapide de ces programmes avait permis d'éviter des faillites en cascade et des pertes d'emplois massives. Les conséquences financières à long terme de ces mesures étaient toutefois un motif de préoccupation.

Les participants qui touchaient la PCU ont répondu à des questions détaillées sur leur expérience et leur opinion de cette prestation. Confrontés à la disparition d'emplois et à l'incertitude économique provoquées par la pandémie, ils étaient infiniment reconnaissants à la fois du niveau de soutien

financier reçu et de l'efficacité avec laquelle les paiements parvenaient aux bénéficiaires. La question de savoir s'il était équitable que le même montant soit accordé à tous, sans égard aux circonstances, passait pour secondaire à côté de l'urgence de verser les fonds aux ménages canadiens. Ils considéraient que la prestation venait en aide à de nombreuses personnes touchées par le confinement. D'ailleurs, certains s'inquiétaient de la durée du programme, craignant qu'il ne prenne fin avant leur retour au travail ou leur obtention d'un nouvel emploi rémunéré. La majorité des gens souhaitaient voir la prestation maintenue au cours de l'automne ou de l'hiver, ce qui correspondait généralement à leur estimation du moment auquel la reprise était susceptible de s'accélérer. La plupart des participants qui touchaient la PCU croyaient satisfaire aux critères d'admissibilité énoncés et peu ont dit que ce paiement avait miné leur motivation à retourner au travail ou à trouver un emploi.

En l'absence d'autres détails, les participants ont eu plus de mal à se prononcer sur le caractère équitable ou non de la Subvention salariale d'urgence du Canada (SSUC), établie à 75 % du salaire, ou sur la durée souhaitable de cette prestation. Certains se demandaient à quel point la subvention encouragerait réellement les employeurs à garder leur personnel dans des situations où il n'y avait absolument aucun travail à leur confier.

Les participants étaient plus ou moins au courant du financement destiné aux aînés durant la pandémie de COVID-19. Leurs points de vue divergeaient sur le caractère équitable du programme actuel, qui offre aux aînés admissibles à la Sécurité de la vieillesse (SV) et au Supplément de revenu garanti (SRG) des paiements uniques de 300 \$ et de 200 \$ respectivement, ou un paiement total de 500 \$ pour ceux qui cumulent la SV et le SRG. Ce soutien financier décevait les attentes de certains participants, qui le jugeaient insuffisant pour répondre aux besoins de nombreux aînés en difficulté. Il était bien accueilli par d'autres, qui croyaient cette aide utile en général, surtout pour compenser les dépenses accrues des personnes âgées en temps de pandémie (p. ex., le recours plus fréquent à des services de livraison afin d'éviter de sortir faire les courses). Dans tous les groupes, les participants ont débattu de l'ampleur des effets de la crise sur les aînés, certains affirmant que les dépenses de ce groupe avaient diminué en raison d'achats moindres, et d'autres croyant possible qu'elles aient augmenté. Dans bien des cas, le lieu de résidence était vu comme un facteur important. Ainsi, certains pensaient que les aînés habitant de grandes villes étaient plus pénalisés financièrement que ceux de petites villes ou de régions rurales, qui peuvent compter davantage sur l'aide de la famille, des réseaux sociaux et des entreprises locales.

Le complément d'information indiquant aux participants que les aînés à faible revenu bénéficiaient déjà d'une aide supplémentaire (par l'intermédiaire de la SV, du SRG et des crédits de TVH/TPS) n'a pas modifié leur opinion sur le paiement unique pour les personnes âgées. Ceux qui y étaient favorables ont réitéré que les aînés à faible revenu peinaient à joindre les deux bouts et avaient besoin de la totalité de cette aide, au minimum. D'autres estimaient que l'ensemble des aînés canadiens, et non seulement ceux à faible revenu, méritaient une aide financière supplémentaire en ce moment.

### **Gestion des déficits budgétaires (parents de la RGT, bénéficiaires de la PCU de petites villes et de villes de taille moyenne de l'Alberta)**

Les participants devaient indiquer s'il convenait que le gouvernement du Canada maintienne ses programmes tels que la PCU, la SSUC et l'aide aux aînés, les réduise afin de limiter les dépenses, ou en

fasse davantage pour aider les gens, quitte à créer un déficit plus important que prévu. De l'avis général, ces programmes devaient rester en place jusqu'à ce que l'économie « se normalise ». Les participants redoutaient les conséquences financières que cela entraînerait, surtout pour les générations futures tenues de rembourser la dette, mais pensaient que les programmes avaient des effets positifs et qu'un déficit était inévitable pour empêcher les entreprises de s'effondrer et mettre les familles à l'abri des ennuis financiers. Cependant, personne n'a suggéré que le gouvernement en fasse davantage si cela devait creuser le déficit.

### **Relance et stimulants économiques (parents de la RGT, bénéficiaires de la PCU de petites villes et de villes de taille moyenne de l'Alberta, aînés de Montréal)**

Les participants ne s'attendaient pas à ce que l'économie reparte à toute vapeur après la réouverture. Certains croyaient ce scénario peu probable sans accès généralisé à un vaccin, tandis que d'autres ont évoqué les changements d'attitude et de comportement des consommateurs — notamment la réduction des dépenses facultatives — et leurs répercussions négatives sur l'économie. D'autres encore ont parlé de l'ampleur des dégâts économiques, en indiquant que maintes entreprises ne pourraient rouvrir avant longtemps (p. ex., dans le secteur du tourisme et de l'hôtellerie), et plusieurs participants craignaient les effets d'une deuxième vague du virus. Les prévisions concernant le délai de la reprise économique variaient sensiblement, allant de trois à six mois dans certains cas, jusqu'à deux à cinq ans dans d'autres. La durée souhaitée de programmes comme la PCU et la SSUC était semblable au délai du rétablissement économique estimé par les participants. En parallèle, certains ont ajouté qu'il faudrait revoir ces programmes à intervalles réguliers afin de s'assurer qu'ils bénéficient aux plus démunis et, dans le cas de la PCU, qu'ils ne dissuadent pas les gens de retourner au travail. Les participants s'attendaient à ce que de moins nombreux demandeurs soient admissibles à ces prestations au fil du temps.

La plupart croyaient que certains stimulants économiques seraient nécessaires pour relancer l'économie. Quoiqu'il ait beaucoup été question des incitatifs aux entreprises (p. ex., réductions d'impôts, aide aux entreprises en démarrage, soutien aux petites entreprises, etc.), la possibilité de stimuler l'économie au moyen de mesures visant les consommateurs (p. ex., incitatifs à l'achat de produits canadiens, coupons, etc.) était également bien accueillie. Certains favorisaient les programmes de relance traditionnels, comme les grands travaux d'infrastructure, mais avaient peu de choses à dire sur la nature et la portée de ce genre d'initiatives, si ce n'est qu'elles leur semblaient efficaces pour créer des emplois.

### **Accord sur la relance sécuritaire (aînés de grandes villes ontariennes, bénéficiaires de la PCU de petites villes et de villes de taille moyenne du Québec, parents de Vancouver, villes ontariennes de taille moyenne, petites villes des Prairies, Victoria et Nanaimo)**

Les participants n'avaient généralement pas entendu parler de l'Accord sur la relance sécuritaire du gouvernement du Canada. On leur a expliqué que dans le cadre de cet accord, les provinces et les territoires recevraient une aide de 14 milliards de dollars destinée à la relance de leur économie. On leur a également montré une liste de secteurs de financement possibles, en leur demandant d'en

cerner deux ou trois qui leur paraissaient plus importants pour faciliter la réouverture des diverses régions du Canada.

- Les services de garde afin que les parents puissent retourner au travail
- Les services de base tels que le transport en commun
- L'accès à au moins deux semaines de congé de maladie payé pour tous les travailleurs
- L'amélioration des capacités de dépistage et de recherche de contacts
- L'amélioration de l'état des soins de longue durée
- L'accès à plus d'équipement de protection individuelle (EPI) pour les entreprises
- L'accès à plus d'équipement de protection individuelle (EPI) pour les travailleurs de la santé de première ligne

Tout considéré, quatre secteurs ont été perçus comme vitaux : les services de garde, le congé de maladie payé, le dépistage et la recherche de contacts, et les soins de longue durée. D'après les participants, les services de garde étaient une condition préalable pour permettre aux parents, et en particulier aux femmes, de réintégrer le marché du travail. Bien évidemment, comme plusieurs l'ont souligné, ces services devaient être dispensés de façon sécuritaire pour les enfants. L'amélioration des capacités de dépistage et de recherche de contacts figurait aussi parmi les grandes priorités, surtout pour les participants de régions présentant des taux de positivité et un nombre de cas de COVID-19 plus élevés. Conscients que l'arrivée d'un vaccin risquait de prendre des mois, les participants comprenaient l'intérêt du dépistage et de la recherche de contacts pour prendre le pouls de la situation et signaler rapidement toute recrudescence possible du virus. Ils pensaient que la réouverture ne se poursuivrait qu'à condition que la propagation du virus soit maîtrisée. L'accès à au moins deux semaines de congé de maladie pour tous les travailleurs était vu comme une autre priorité de premier plan. De l'avis de beaucoup, les gens qui tombent malades ne devraient pas se sentir obligés d'aller travailler pour subvenir aux besoins de leur famille, car ils risquent alors d'infecter leurs collègues et leurs clients. Les participants ont aussi parlé du caractère systémique des problèmes vécus dans les centres de soins de longue durée, qui explique selon eux le nombre élevé de cas et de décès liés à la COVID-19 tant parmi les résidents que le personnel de ces établissements.

La fourniture d'équipement de protection individuelle (EPI) aux professionnels de la santé et aux entreprises a également reçu l'appui des participants, qui accordaient toutefois une priorité moindre à ce secteur. Les participants étaient au courant des pénuries d'EPI auxquelles faisaient face les travailleurs de la santé et estimaient que ces derniers devaient avoir la priorité. De l'avis de certains, c'était aux entreprises elles-mêmes, et non au gouvernement, d'assumer les coûts de leur EPI. Les gens avaient le sentiment que le financement gouvernemental devrait être réservé aux initiatives qui profitent aux familles ou aux personnes à risque, plutôt qu'aux propriétaires et aux exploitants d'entreprises.

Le financement du transport en commun n'était pas tenu pour prioritaire. Beaucoup estimaient que ce secteur était relativement bien financé et qu'aucun argument convaincant ne justifiait d'y investir davantage.

Outre les secteurs énumérés plus haut, certains participants ont suggéré de financer d'autres initiatives, notamment des services aux personnes ayant des problèmes de santé mentale et de toxicomanie et des refuges pour les sans-abri.

**Phrases pour décrire l'économie (parents de la RGT, bénéficiaires de la PCU de petites villes et de villes de taille moyenne de l'Alberta, aînés de Montréal, aînés de grandes villes ontariennes, bénéficiaires de la PCU de petites villes et de villes de taille moyenne du Québec, parents de Vancouver)**

On a soumis aux participants trois expressions à l'aide desquelles le gouvernement du Canada pourrait présenter son plan de relance économique : reprise, redémarrage et nouveau départ. La discussion visant à déterminer laquelle de ces formules convenait le mieux s'est focalisée sur les deux premières. Alors que « reprise » évoquait une certaine continuité des progrès économiques par rapport à la situation précédant la COVID-19, « redémarrage » suggérait une nouvelle réflexion sur le mode de fonctionnement des entreprises. Les participants ont examiné de près ces termes sur le plan du sens, du ton et de l'adéquation au contexte. D'après certains, « redémarrage » avait une connotation neutre ou optimiste et évoquait un processus plus instantané, tandis que « reprise » semblait donner espoir et impliquer des délais plus longs et sans doute plus réalistes.

L'expression « nouveau départ » est celle qui a le moins plu dans presque tous les groupes, au premier chef parce qu'elle donnait l'impression d'un retour à la case départ. Or, beaucoup croyaient que l'économie canadienne avait des assises relativement solides avant l'apparition du virus.

**Objectifs pour l'économie (tous les lieux, sauf les grandes villes du Canada atlantique et le Québec rural)**

En ce qui concerne les objectifs pour l'économie, on a demandé aux participants de commenter une série de formulations qui décrivent le type d'économie vers lequel le Canada pourrait tendre :

- Une économie à l'épreuve du temps (ce terme a été supprimé après la tenue des six premiers groupes)
- Une économie verte, ou une économie plus verte (la seconde formulation a remplacé la première dans les quatre derniers groupes qui ont abordé la question)
- Une économie en santé
- Une économie moderne
- Une économie novatrice (ce choix n'a été présenté que dans quatre des dix groupes qui ont abordé la question)
- Une économie résiliente
- Une économie forte

L'objectif d'une « économie résiliente » a fait consensus dans tous les groupes ou presque. Ce choix a été retenu au moins deux fois plus souvent que tout autre. La résilience suggérait l'indépendance (p. ex., l'autosuffisance et la préférence donnée aux produits « faits au Canada »), l'adaptabilité, y



compris la capacité d'affronter les imprévus, une économie agile et un mouvement vers l'avant. Pour certains participants, elle impliquait aussi de penser différemment, avec plus de créativité, et de veiller à ce que des plans et des solutions de rechange soient envisagés et puissent être mis en œuvre sans délai, le cas échéant. Pour d'autres, la résilience englobait la notion de diversification, laquelle appuyait l'objectif d'une indépendance économique et d'une autonomie accrues.

### **Autres défis (parents de la RGT, bénéficiaires de la PCU de petites villes et de villes de taille moyenne de l'Alberta)**

Au terme de cette conversation principalement axée sur les enjeux économiques de la COVID-19, les participants ont eu l'occasion de signaler d'autres défis sociétaux nés de la pandémie. Les thèmes suivants ont été soulevés, sans toutefois faire consensus entre les groupes ou au sein d'un groupe, ni susciter de discussions approfondies :

- La santé mentale, l'anxiété et le stress, les dépendances, les taux de suicide
- La violence familiale
- Les soins de longue durée
- L'environnement

### **Évaluation de publicités sur la COVID-19 (grandes villes du Canada atlantique, Québec rural)**

#### **Concepts de marque pour la COVID-19 (grandes villes du Canada atlantique, Québec rural)**

On a montré aux participants des deux derniers groupes tenus dans le mois de juin trois concepts créatifs (et deux versions de chaque concept) qui pourraient être utilisés par le gouvernement du Canada pour informer les Canadiens sur la COVID-19 — désignés respectivement par concepts A1 et A2, B1 et B2 et C1 et C2. Pour chaque concept, y compris la version originale et l'autre version, on a présenté différents « styles visuels » conçus pour divers supports, dont une publicité à l'intention des personnes qui pourraient avoir un intérêt à voyager qui serait affichée sur Facebook, et des exemples de publicités pouvant être utilisées dans les médias imprimés ou comme panneaux publicitaires (les divers concepts créatifs sont traités dans les résultats détaillés). La version originale était toujours présentée en premier aux participants, suivie de l'autre version. Après avoir laissé aux participants le temps d'examiner et d'évaluer séparément chaque concept, on leur a demandé de sélectionner parmi les trois celui qu'ils trouvaient le plus persuasif.

Les trois concepts ont suscité de nombreuses réactions positives chez les participants, qui ont toutefois désigné comme premier choix le concept C, en particulier la version C1. Ils aimaient particulièrement l'emploi du contour d'une feuille d'érable comme élément créatif pour encadrer différentes images de personnes portant un masque. Dans l'ensemble, ce concept était jugé le plus percutant, en raison d'un heureux mariage d'éléments graphiques et d'images et d'une palette de couleurs qui plaisait aux participants.

Les participants ont formulé à maintes reprises des commentaires sur la combinaison de couleurs utilisée dans les divers concepts et chacune de leurs versions. À la lumière de leurs réactions,

l'efficacité de la publicité repose beaucoup sur cet élément créatif et notamment sur l'association subconsciente de certaines couleurs à des types précis de messages ou d'émotions. Par exemple, les participants ont réagi plus fortement à la combinaison de jaune vif et de noir employée dans le concept B, que certains associaient d'emblée au domaine publicitaire et aux messages axés sur la « sécurité »; d'autres avaient l'impression que ce concept s'apparentait davantage à une publicité de « santé et sécurité au travail » que de « santé publique ». De plus, le contraste prononcé des couleurs utilisées dans le concept B a suscité autant de commentaires négatifs que positifs. Même si la palette de couleurs de la version C1 était assez subtile par rapport au choix de couleurs de la version C2, et aux combinaisons de couleurs des concepts A et B, les participants trouvaient qu'elle avait un effet apaisant, qui ne nuisait pas à sa capacité à attirer l'attention du public ou à inciter les participants à lire la publicité.

Les participants estimaient que la feuille d'érable intégrée au concept C1 lui donnait un style résolument canadien et qu'il s'agissait d'un élément puissant, unificateur et constant qui était très facile à reconnaître dans les différents supports.

Les photographies et les images utilisées dans les concepts ont également capté l'attention des participants. Les masques superposés sur les photographies d'adultes et d'enfants à l'aide d'un logiciel de retouche dans le concept A ont reçu un accueil mitigé. Certains trouvaient que ça les faisait ressortir et renforçait le message sur le port du masque lorsqu'il est difficile de pratiquer la distanciation physique; d'autres estimaient que ces masques amoindrissaient la qualité professionnelle ou générale de la publicité.

Voici ce qu'on a appris d'autre durant l'évaluation des concepts :

- En général, l'utilisation ou la surutilisation d'icônes, en plus des photographies, ne plaisaient guère aux participants;
- De même, les éléments supplémentaires redondants, comme les icônes, alourdissaient le style et ont suscité des commentaires négatifs chez plusieurs participants. Ces derniers aimaient mieux un style simple et épuré, qui leur semblait non seulement rassurant, mais leur permettait aussi de se concentrer sur le message. Tout compte fait, les participants préféraient les photographies aux icônes;
- Ils avaient aussi une préférence pour un style de caractère officiel normal ou gras, qui donnait selon eux un aspect plus « gouvernemental » et aidait à consolider l'image de marque;
- Selon les participants, la plupart des concepts comportaient un élément constant (p. ex. un trait blanc dans le concept A, le jaune et le noir dans le concept B, la feuille d'érable dans le concept C1) qui renforçait les liens entre les supports. Comme il a été mentionné auparavant, les participants reconnaissaient d'emblée la feuille d'érable et n'avaient pas de difficulté à remarquer ce symbole connu de tous.

### **Témoignage publicitaire sur la COVID-19 (Québec rural)**

On a montré aux participants du Québec rural un concept de publicité télévisuelle pour le gouvernement du Canada qui est en cours d'élaboration. La publicité présente une conversation entre un jeune homme et une jeune femme qui forment un couple. Voici le scénario exposé dans la vidéo : la

femme, qui souffre d'autres problèmes de santé sous-jacents, s'est mise à manifester des symptômes de la COVID-19. Elle a été hospitalisée pendant un mois. Elle a survécu et la publicité met en scène une brève conservation sur un banc de parc sur l'expérience globale pour chacun d'eux.

Les avis des participants étaient partagés. Le renforcement dans la publicité des précautions essentielles à prendre pour réduire la propagation du virus et le risque de contracter la COVID-19 et la communication du message par des jeunes ont été salués par certains participants. Toutefois, les participants ont critiqué différents aspects de la publicité, notamment le fait qu'elle ne semblait pas aussi percutante ou efficace pour induire des changements de comportement. Ils se posaient aussi des questions sur l'histoire de la jeune femme, étant donné qu'elle était plus à risque que d'autres jeunes en raison de ses autres problèmes de santé. Certains ont par ailleurs émis quelques critiques à propos de la production, par exemple que la femme parlait si bas qu'il était difficile d'entendre ce qu'elle disait et que le jeune homme était si peu présent dans la publicité qu'il en ressortait une impression de déséquilibre.

### **Application de recherche de contacts (grandes villes du Canada atlantique, Québec rural)**

Dans l'ensemble, les participants étaient peu au courant de la mise au point d'une application de recherche de contacts nationale et avaient des connaissances limitées à propos de son fonctionnement. Même après avoir obtenu certaines informations sur la technologie, y compris que l'application ne stockera ni ne partagera aucune donnée de localisation, la majorité des participants doutaient encore de son efficacité pour limiter la propagation de la COVID-19. Plusieurs craignaient que l'application ne soit efficace que si un grand nombre de personnes l'utilisent, ce qui risquait peu d'arriver selon eux, compte tenu des faibles taux d'infection (et la tendance à la baisse) dans certaines régions. D'autres se demandaient comment les renseignements des personnes déclarées positives seraient téléversés et certains ont ensuite émis des doutes concernant l'affirmation que l'anonymat des utilisateurs serait préservé. Plusieurs avaient l'impression que l'application pourrait amener des gens à baisser la garde et à respecter moins scrupuleusement les consignes sanitaires, comme la distanciation physique, le lavage des mains et le port du masque. De nombreux participants jugeaient que l'application leur rappellerait constamment le virus et ne ferait que les rendre plus anxieux.

Les rares participants qui n'hésiteraient pas à télécharger l'application pensaient qu'elle inciterait les utilisateurs à aller passer plus rapidement un test de dépistage une fois qu'on les aurait avisés qu'ils ont été en contact avec une personne qui a été déclarée positive.

Les participants étaient relativement peu nombreux à se dire préoccupés par la nécessité de laisser la fonction Bluetooth activée pour que l'application soit efficace. L'enjeu pour la plupart des participants ne consistait pas nécessairement à mieux connaître le fonctionnement de la technologie Bluetooth, mais plutôt comment les renseignements sur les personnes déclarées positives sont recueillis et téléversés, tout en protégeant la vie privée et l'anonymat.

Par ailleurs, certains ont laissé entendre qu'ils seraient plus enclins à télécharger l'application si les taux d'infection se remettaient à augmenter.

Seuls les participants du Canada atlantique ont été invités à se prononcer sur deux possibilités de noms pour l'application : Alerte COVID et Arrêter la COVID. Même si quelques participants n'aimaient aucune de ces options, les autres préféraient le nom Alerte COVID. Selon eux, il était plus « accrocheur » et décrivait mieux la fonction de l'application (p. ex., envoi d'avis).

## Partie II : Autres enjeux

### **Racisme (aînés de grandes villes ontariennes, bénéficiaires de la PCU du Québec, parents de Vancouver, villes ontariennes de taille moyenne, nord des Prairies, Victoria et Nanaimo, nouveaux arrivants de la GRM)**

La majorité des participants avaient entendu parler des manifestations antiracisme qui ont eu lieu en juin et certains ont fait allusion au mouvement *Black Lives Matter* qui a vu le jour au sud de la frontière. De façon générale, la plupart avaient l'impression que le racisme était présent au Canada, mais presque tous s'entendaient pour dire que le problème concernait principalement le traitement des peuples autochtones au pays. Qui plus est, bon nombre de participants étaient d'avis que les relations interraciales étaient beaucoup moins problématiques au Canada qu'aux États-Unis.

La mesure dans laquelle le gouvernement du Canada devrait en faire plus pour s'attaquer au problème du racisme au pays a fait l'objet de vives discussions dans chaque groupe. De nombreux participants ont fait valoir que le gouvernement avait un rôle à jouer pour sensibiliser la population au problème et pour éduquer les Canadiens afin de contrer le racisme systémique qui, aux dires de certains, est clairement présent au sein des forces de l'ordre et enchâssé dans la *Loi sur les Indiens*. Lorsqu'on leur a présenté des mesures susceptibles d'améliorer la situation des minorités visibles au Canada, les participants ont concentré leur attention sur le port de caméras corporelles par les policiers, le financement des programmes d'aide juridique pour les populations vulnérables et une formation supplémentaire aux personnes œuvrant dans le système judiciaire. Les participants ont ajouté que ces mesures permettraient d'améliorer l'imputabilité et de s'attaquer aux causes profondes du racisme que sont la pauvreté souvent présente chez les groupes marginalisés et les préjugés qui règnent au sein du système judiciaire.

Une longue discussion s'en est suivie sur la question des peines minimales obligatoires. Les participants se sont particulièrement interrogés à savoir s'il ne fallait pas les abroger pour réduire les injustices au sein du système canadien de justice pénale, surtout que ces sentences ont pour effet d'augmenter le nombre d'incarcérations, à grands frais pour les contribuables, et portent atteinte aux minorités visibles. Cette discussion s'est avérée difficile pour de nombreux participants qui n'ont pas tout à fait compris de quelle façon et sur quelles bases (p. ex., pour quels types de crimes) les peines minimales obligatoires s'appliquaient. Par conséquent, les opinions étaient partagées à savoir si leur abolition rendrait le système plus ou moins équitable. Finalement, de l'avis des participants, le coût ne devrait pas être un facteur déterminant. Bon nombre d'entre eux sont revenus à leurs positions initiales quant aux causes profondes du racisme au Canada, notamment la nécessité de s'attaquer aux enjeux que sont la pauvreté et l'éducation.

Au terme de la discussion, la plupart des participants ont indiqué que la modification des lois sur les peines minimales obligatoires ne devrait pas être une priorité pour l’instant, compte tenu de la situation engendrée par la COVID-19 et d’autres préoccupations comme la santé et l’éducation, jugées plus importantes. Ils ont toutefois mentionné qu’ils seraient plus favorables à une telle modification s’il était clairement prouvé que le maintien des peines minimales avait des conséquences négatives sur les Autochtones, les minorités visibles et les groupes marginalisés. Plusieurs se sont dits en faveur d’un système qui mettrait l’emphase sur la désintoxication et la réintégration d’anciens détenus dans la société.

**Autres actualités et questions concernant le gouvernement du Canada (parents de la RGT, bénéficiaires de la PCU de l’Alberta, aînés de Montréal, grandes villes de l’Ontario, bénéficiaires de la PCU du Québec, parents de Vancouver, grandes villes du Canada atlantique, Québec rural)**

Questionnés au sujet d’autres actualités que la COVID-19, la plupart des participants demeuraient visiblement préoccupés par les enjeux liés à la COVID-19, même si l’information répétitive avait pour effet de diminuer leur intérêt. Quelques enjeux ont été soulevés spontanément, dont le conflit qui perdure entre le Canada et la Chine concernant la détention d’une dirigeante d’entreprise chinoise et les problèmes engendrés par le comportement de la GRC, en particulier à l’endroit des Autochtones.

**Enjeux locaux (petites villes du nord des Prairies)**

Dans les groupes de résidents de petites villes du nord des Prairies, les participants ont vu peu d’indications d’une présence active du gouvernement du Canada dans leur collectivité. Certains ont cependant noté le financement gouvernemental pour l’infrastructure, les espaces verts et les grands événements. Lorsqu’on leur a demandé ce que le gouvernement pourrait faire pour leurs collectivités, ils ont mentionné l’infrastructure, le problème d’eau potable sur les réserves, les changements au système de paiements de péréquation, les enjeux relatifs au rachat des armes à feu, les inégalités de revenus et l’itinérance.

---

**COMPLÉMENT D’INFORMATION**

The Strategic Counsel  
Numéro de contrat : 35035-182346/001/CY  
Date d’octroi du contrat : le 27 juin 2019  
Valeur du contrat : 808 684,50 \$

---

# Résultats détaillés – Partie I : COVID-19

## Chronologie des annonces en juin

Pour permettre de mieux comprendre le contexte entourant les conclusions tirées des groupes de discussion, notamment comment les effets de la COVID-19 ont continué de se faire sentir à l'échelle du pays, voici un bref rappel des événements et des annonces au Canada à la fin mai et en juin.

- À la fin mai :
  - Toutes les provinces ont amorcé la réouverture, mais à des rythmes différents selon la province et la région.
  - Le Canada a encore des mesures de contrôle en place aux frontières internationales et la frontière canado-américaine demeure fermée pour les voyages non essentiels.
  - L'Opération Laser (la réponse des Forces armées canadiennes pendant la pandémie de COVID-19 au Canada en vertu de laquelle des contingents ont été déployés dans les CHSLD au Québec et les foyers de soins de longue durée en Ontario) vient de prendre fin.
- Du 1<sup>er</sup> au 7 juin
  - Tenue de groupes de discussion auprès de parents d'élèves du secondaire (de la première à la cinquième année du secondaire) de Toronto et de la RGT (905) (2 juin), de participants de petites villes et de villes de taille moyenne de l'Alberta (3 juin) et d'âinés âgés de 55 ans ou plus de Montréal (4 juin).

- Le 5 juin : Le gouvernement du Canada annonce des mesures de soutien pour les Canadiens en situation de handicap, dont un paiement unique non imposable et des initiatives pour améliorer l'accessibilité en milieu de travail.
- Du 8 au 14 juin
  - Tenue d'un groupe de discussion auprès d'ânés (âgés de 55 ans ou plus) de grandes villes de l'Ontario (9 juin).
  - Le 8 juin : Le Canada annonce que les ressortissants étrangers qui sont des membres de la famille immédiate de citoyens canadiens et de résidents permanents sont autorisés à entrer au Canada, mais doivent se mettre en quarantaine pendant 14 jours.
  - Tenue d'un groupe de discussion auprès de bénéficiaires de la PCU de petites villes et de villes de taille moyenne du Québec (10 juin).
  - Le 11 juin : L'adoption du projet de loi visant à officialiser le versement d'un paiement unique aux personnes handicapées (et d'autres mesures) est retardée à la Chambre des communes.
  - Tenue d'un groupe de discussion auprès de parents d'élèves du primaire (de la prématernelle à la 6<sup>e</sup> année) de Vancouver (11 juin).
  - Le 12 juin : L'Alberta et l'Ontario amorcent la phase 2 de leur plan de réouverture.
- Du 15 au 21 juin
  - Tenue d'un groupe de discussion auprès d'habitants de petites villes du nord du Manitoba et de la Saskatchewan (mélange de participants issus de la population générale et se déclarant autochtones) (16 juin).
  - Le 16 juin : Le gouvernement du Canada prolonge la PCU de huit semaines, de sorte que les Canadiens admissibles auront accès à la prestation pendant une période pouvant aller jusqu'à 24 semaines.
  - Tenue d'un groupe de discussion auprès de la population générale de Victoria, Nanaimo et les régions voisines (17 juin).
  - Le 18 juin : Le Canada franchit le cap des 100 000 cas de COVID-19.
  - Le 18 juin : Le gouvernement du Canada annonce le lancement d'une application mobile nationale qui sera bientôt disponible et qui nous informera de notre exposition à la COVID-19.
  - Le 19 juin : La restriction de tout déplacement discrétionnaire à la frontière canado-américaine est prolongée au moins jusqu'au 21 juillet 2020. Elle s'applique à tous les ressortissants étrangers, mais certaines exemptions visent les membres de la famille immédiate.
  - Le 21 juin : Le Manitoba amorce la phase 3 de son plan de réouverture.
  - Le 22 juin : La Saskatchewan amorce la première partie de la phase 4 de son plan de réouverture.
- Du 22 au 30 juin

- Tenue d'un groupe de discussion auprès de nouveaux arrivants de la grande région de Montréal (23 juin).
- Le 24 juin : La Colombie-Britannique annonce la mise en branle de la phase 3 de son plan de réouverture.
- Le 25 juin : Le gouvernement du Canada annonce le lancement de la Bourse canadienne pour le bénévolat étudiant pour appuyer les étudiants de niveau postsecondaire et les nouveaux diplômés souhaitant être bénévoles dans leurs communautés.
- Tenue d'un groupe de discussion dans les grandes villes du Canada atlantique (25 juin).
- Le 25 juin : Terre-Neuve-et-Labrador passe au niveau d'alerte 2.
- Le 26 juin : L'Île-du-Prince-Édouard amorce la phase 4 de son plan de réouverture.
- Le 28 juin : L'organisation non gouvernementale « Advocacy for Family Reunification at the Canadian Border » est mise sur pied pour défendre les droits des conjoints de fait séparés par la pandémie qui n'ont pas en main les documents à l'appui exigés.
- Tenue d'un groupe de discussion auprès de la population générale du Québec rural (29 juin).

## La COVID-19 dans l'actualité (tous les lieux)

Les participants suivaient toujours les nouvelles au sujet de la COVID-19, principalement pour connaître les détails de la réouverture et tout changement à cet égard. Une discussion sur la situation et les détails de la réouverture a eu lieu dans chaque groupe et les participants avaient manifestement des avis partagés sur cette question. La plupart avaient hâte de revenir à une vie où ils pourraient faire plus de choses, mais craignaient tout de même d'être exposés à un risque accru. Chaque groupe a abordé la question de la réouverture de manière plus ou moins détaillée et les opinions et intérêts des participants semblaient dictés par ce qui se passait dans leur province de résidence, les tendances au chapitre de la COVID-19 dans leur région et leur perception concernant le respect des protocoles de santé et de sécurité. Une ambivalence et une inquiétude grandissante étaient particulièrement perceptibles au sein du groupe de discussion mené auprès de parents à Vancouver.

Le contraste des réponses relatives à l'information sur la réouverture n'est guère surprenant, car les participants des différents groupes plaçaient leur connaissance des cas de COVID-19 dans deux catégories : les bonnes et les mauvaises nouvelles. La diminution du nombre de cas figurait dans la première catégorie et la menace persistante d'infection dans la seconde. En Ontario, les participants de villes de taille moyenne se disaient inquiets à l'idée d'une possible ouverture de la frontière canado-américaine. Règle générale, les participants du groupe formé de résidents de Victoria et de Nanaimo appréhendaient beaucoup moins la réouverture.

Tout au long du mois de juin, les participants de plusieurs groupes ont mentionné suivre peu ou moyennement les nouvelles sur la COVID-19, ce qui laisse croire qu'un certain niveau de lassitude commençait à s'installer. De rares participants ne les suivaient plus du tout. Néanmoins, les participants savaient en général que même si la situation demeurait risquée, le « gouvernement »



(terme employé de manière générale) avait commencé à relancer prudemment des secteurs de l'économie. Certains ont également souligné les annonces concernant la prolongation de l'aide financière et des mesures de soutien.

La question des masques a été maintes fois abordée dans les divers groupes. Les participants trouvaient que les messages véhiculés dans les nouvelles sur l'efficacité du port du masque et les situations au cours desquelles il est obligatoire portaient à confusion.

Comme dans les mois précédents, les participants restaient au fait de l'actualité et obtenaient de l'information sur la COVID-19 à partir de médias très variés. Les sources d'information nommées étaient communes à tous les groupes et comprenaient à la fois des médias traditionnels (nationaux et étrangers, comme The Guardian et Al-Jazeera) et le bouche-à-oreille. En général, les nouveaux arrivants étaient particulièrement plus susceptibles de suivre les nouvelles de leur pays d'origine ou d'autres sources internationales. L'utilisation des médias sociaux pour se tenir au courant des nouvelles sur la pandémie a été peu mentionnée, mais certains participants ont cité Facebook et Reddit comme sources.

## Réponse du gouvernement du Canada

(tous les lieux)

Invités à dire s'ils avaient entendu parler de la réponse du gouvernement du Canada à la pandémie, la plupart des participants ont répondu par la négative. Comme indiqué dans la section précédente, cela témoigne du fait que nombre d'entre eux prêtaient moins attention aux nouvelles relatives à la COVID-19; par ailleurs, certains se préoccupaient davantage de ce qui se passait aux États-Unis.

Même s'ils étaient moins absorbés par les nouvelles quotidiennes sur les COVID-19, les participants estimaient que le gouvernement du Canada avait bien réagi pour lutter contre la pandémie. Une majorité de participants étaient de cet avis dans l'ensemble des groupes. Leurs commentaires laissaient croire qu'ils comprennent et reconnaissent le caractère sans précédent de la situation actuelle et conviennent que dans les circonstances, le gouvernement s'en était tiré aussi bien que ce à quoi l'on était en droit de s'attendre, voire mieux que d'autres pays, selon certains. Les participants ont pour la plupart fait l'éloge de l'aide financière offerte par le gouvernement du Canada et savaient que les premières mesures de confinement et le plan de réouverture relevaient de leur gouvernement provincial respectif.

Les critiques formulées à l'égard de la réponse du gouvernement du Canada étaient surtout constructives et portaient sur quelques enjeux, à savoir la perception que le gouvernement avait tardé à fermer les frontières et à imposer des mesures de santé et de sécurité appropriées dans les aéroports. Certains ont par ailleurs commenté les messages contradictoires sur l'efficacité des masques. Les opinions positives et négatives étaient sensiblement les mêmes d'un groupe à l'autre, sauf chez les participants du nord des Prairies, qui se sont montrés beaucoup plus critiques. De plus, sans critiquer explicitement, certains participants du groupe des nouveaux arrivants de la RGT se sont dits déçus que l'initiative visant à fournir du soutien aux personnes en situation de handicap soit bloquée au Parlement.

Les discussions ont porté ensuite sur ce que le gouvernement du Canada pourrait faire de plus d'après les participants. Nombre d'entre eux ont eu de la difficulté à faire des suggestions. D'autres ont formulé des propositions relativement diversifiées. Elles sont présentées ci-dessous, dans le désordre, sans égard à leur importance ni à l'adhésion parmi les groupes :

- Communiquer les enseignements tirés entre les provinces;
- Se préparer à une deuxième vague (surtout s'assurer de la disponibilité des masques);
- Gérer les attentes du public et améliorer ou coordonner les communications destinées à la population qui émanent des gouvernements et des experts;
- Au sein des groupes du nord des Prairies et de Victoria et Nanaimo, les participants étaient favorables à une aide supplémentaire pour les aînés et plusieurs commentaires à l'appui de la fermeture prolongée de la frontière canado-américaine ont été formulés.

## Changements de comportement (tous les lieux, sauf le Québec rural)

### Changements généraux

Tandis que les provinces et les territoires allaient de l'avant avec les phases respectives de leur plan de réouverture, les participants continuaient de modifier leurs comportements en réponse à la pandémie. L'ampleur de ces changements variait selon les participants.

De manière générale, les participants ont mentionné sortir plus souvent de la maison que durant les mois précédents et à la lumière des discussions, il était évident que beaucoup d'entre eux ne s'isolaient plus autant qu'avant.

Les participants :

- **Voyaient plus de monde** : Beaucoup avaient élargi leur cercle de fréquentations et recommencé à rendre visite à des membres de la famille et à des amis. Ils les rencontraient à l'extérieur, par exemple chez eux, ou dans un café, un restaurant ou un bar de la région. Même si les participants s'aventuraient plus souvent à l'extérieur de la maison, nombre d'entre eux reconnaissaient l'importance de la distanciation physique et respectaient à la lettre ces mesures en présence de personnes qui ne font pas partie de leur ménage ou bulle sociale.
- **Passaient plus de temps à l'extérieur** : Les participants ont indiqué sortir plus souvent que dans les mois précédents. Pour beaucoup, le beau temps de juin avait suffi pour les inciter à aller davantage à l'extérieur. Ils continuaient de marcher, de s'entraîner ou de faire des activités en plein air avec leurs enfants, par exemple, en se rendant à des terrains de jeux.
- **Voyageaient plus** : Certains se sont remis à voyager, en général dans leur propre province, par exemple pour aller camper. Ce changement a été mentionné plus fréquemment dans les groupes de l'Ouest canadien. Par ailleurs, quelques participants ont fait état de membres de

leur famille qui avaient décidé de quitter de grandes régions urbaines (p. ex. Toronto) pour s'établir dans de plus petites villes.

- **Portaient un masque :** Les participants commençaient à porter plus souvent un masque, se fiant à leur jugement pour déterminer dans quelles situations le port du masque s'imposait. De rares participants se disaient préoccupés par les citoyens qui ne se couvraient pas le visage en public.

Quand on leur a demandé pourquoi ils adoptaient plus fréquemment les comportements susmentionnés en juin, beaucoup de participants ont laissé entendre qu'ils avaient maintenant le droit d'agir ainsi, car ces comportements semblaient devenir la norme, maintenant que les gouvernements provinciaux amorçaient différentes phases de leur plan de réouverture et modifiaient leurs directives en conséquence. Certains disaient se sentir plus détendus et moins inquiets dans l'ensemble, car ils avaient l'impression que les mesures de confinement avaient été assouplies. D'autres étaient moins craintifs à l'idée de sortir de la maison ou éprouvaient un plus grand sentiment de sécurité et se sentaient moins à risque d'être exposés au virus quand ils allaient à l'extérieur. Les participants croyaient que la diminution du nombre de cas dans leurs provinces respectives n'était pas étrangère à cette impression.

Même si beaucoup de participants ont mentionné avoir modifié leurs comportements, du moins en partie, certains n'avaient rien changé et se sentaient bien isolés chez eux. Ces participants préféraient user de prudence, car le rythme de la réouverture en cours les rendait mal à l'aise. De plus, ceux qui comptaient une personne immunosupprimée dans leur foyer étaient en général plus prudents.

### **Le rôle de parent et les impacts de la COVID-19 sur les enfants et les jeunes**

On a posé à des parents de la RGT et de Vancouver une série de questions précises pour mieux comprendre leurs expériences durant la pandémie et les répercussions de la COVID-19 sur leurs enfants.

#### **Expérience des parents pendant la pandémie**

Une forte majorité de participants trouvaient difficile d'acquiescer leur rôle de parent en contexte de pandémie.

Ils étaient nombreux à trouver exigeante la nécessité de superviser et de divertir les enfants. Les parents ont abordé en particulier les exigences liées à la gestion des études en ligne de leurs enfants, par exemple pour les aider à utiliser les plateformes de réunion en ligne, et la responsabilité supplémentaire qui leur incombait de s'assurer que leurs enfants avaient terminé leurs devoirs. Les parents ont également mentionné qu'ils s'efforçaient d'instaurer une routine à leurs enfants et de structurer leurs journées, en leur donnant des objectifs. Les parents de jeunes enfants se sont dits préoccupés par l'absence de services de garde et leur incapacité à travailler tout en s'occupant des enfants à la maison.

Pour certains, ces rôles additionnels, comme le besoin d'imposer une discipline, avaient eu un effet sur leur relation avec leurs enfants. En revanche, d'autres parents étaient reconnaissants et laissaient

entendre que leurs relations avec leurs enfants s'étaient renforcées, car ils avaient l'occasion de passer plus de temps ensemble.

### **Mesures prises pour éviter que leurs enfants ne contractent la COVID-19 et défis durant la réouverture**

Invités à se prononcer sur les efforts déployés pour faire en sorte que leurs enfants n'attrapent pas la COVID-19, certains les trouvaient considérables. Quelques parents de jeunes enfants éprouvaient de la difficulté à expliquer le virus à ces derniers et les raisons pour lesquelles ils doivent modifier leur comportement dans des termes qu'ils peuvent comprendre. Les parents d'enfants plus âgés fréquentant l'école secondaire peinaient à leur faire comprendre l'importance de respecter les consignes, comme l'éloignement physique et le port du masque. Selon certains, il en était ainsi à cause des messages véhiculés au début de la pandémie voulant que les jeunes soient moins susceptibles de contracter la COVID-19. Par la suite, il était plus ardu pour les parents de convaincre leurs enfants en soulignant la gravité potentielle du virus.

Dans l'ensemble, les changements de comportement observés chez les enfants étaient semblables à ceux décrits par les participants des différents groupes d'âge ayant pris part aux groupes de discussion tenus en juin. Beaucoup d'entre eux commençaient à sortir davantage, notamment pour rendre visite à des membres de la famille ou aller voir leurs amis. Les parents avaient en général confiance en leur capacité à assurer la sécurité de leurs enfants pendant la réouverture. Ils mettaient l'accent sur l'importance des études et rappelaient à leurs enfants qu'ils devaient continuer à bien se protéger (p. ex., utiliser du désinfectant, respecter la distanciation physique, porter un masque, etc.). Les parents reconnaissaient qu'ils devaient montrer l'exemple et bien suivre les consignes, pour inciter leurs enfants à emboîter le pas. Ceux qui s'inquiétaient davantage de leur capacité à garder leurs enfants en sécurité avaient tendance à sortir moins souvent de la maison.

### **Communication avec leurs enfants au sujet de la COVID-19**

Dans le groupe de la RGT, les parents ont été invités à dire s'ils avaient parlé à leurs enfants des problèmes ou des défis liés à la pandémie. Nombre d'entre eux ont répondu par l'affirmative. Cependant, certains ont avancé que l'influence des enseignants et parfois des médias était plus grande que la leur. Les parents ont donc suggéré au gouvernement fédéral de continuer de véhiculer sur les médias sociaux des messages sur la COVID-19 qui s'adressent directement aux enfants.

## **Impacts de la COVID-19 sur les aînés**

### **Expérience des aînés pendant la pandémie**

Les aînés de Montréal et de grandes villes ontariennes vivaient de manières très différentes la pandémie. Certains ont fait part de nombreux aspects positifs, comme la possibilité d'apprendre à s'adapter à une nouvelle situation et à communiquer par différents moyens et d'être reconnaissants pour la générosité manifestée par les autres. D'autres trouvaient quant à eux la pandémie très difficile, en particulier les visites limitées ou le simple fait d'aller dehors.

En règle générale, les défis soulevés par les aînés étaient sensiblement les mêmes que ceux mis de l'avant dans les autres groupes. Voir du monde, aller au restaurant, célébrer des événements marquants, voyager et faire des activités de même nature leur manquait. Parmi des enjeux précis propres aux aînés, mentionnons les problèmes engendrés par les longues files et le temps d'attente (p. ex. à l'épicerie) et la difficulté pour certains de se souvenir de l'ensemble des mesures de sécurité en place.

En parallèle, beaucoup d'aînés trouvaient l'isolement plus facile que ce à quoi ils s'attendaient, laissant ainsi entendre qu'ils n'avaient pas de peine à occuper leurs temps libres.

### **Une « population vulnérable »**

Certains aînés se reconnaissaient dans l'expression « population vulnérable » notamment ceux de Montréal ou touchés par le virus (p. ex., car une personne qu'ils connaissaient l'avait contracté).

Cependant, cette expression ne trouvait pas écho chez la plupart des autres participants. Selon plusieurs d'entre eux, on ne devrait pas les considérer comme vulnérables à la COVID-19 seulement en raison de leur âge, mais bien en fonction d'autres facteurs, comme la présence de problèmes de santé.

Dans l'ensemble, le groupe d'aînés de l'Ontario convenait que l'âge à partir duquel ils sont considérés comme vulnérables, soit 55 ans, ne convient pas, car c'est trop jeune. Invités à préciser quel âge serait plus approprié selon eux, certains ont dit 60 ans et d'autres, 70 ans et plus. Quelques aînés plus jeunes ont fait référence au « groupe d'âge de leurs parents » comme celui qui englobe la population la plus vulnérable.

## Réouverture (aînés de grandes villes ontariennes, bénéficiaires de la PCU du Québec, parents de Vancouver, villes ontariennes de taille moyenne, nord des Prairies, Victoria et Nanaimo, nouveaux arrivants de la GRM)

Au cours du mois de juin, les provinces canadiennes se trouvaient à différents stades de leur réouverture, certaines ayant une nette longueur d'avance sur d'autres (voir la Chronologie des annonces). Les participants ont noté qu'un nombre croissant de magasins, de restaurants et de terrasses rouvraient dans certaines régions, ainsi que des cafés, commerces, centres commerciaux, piscines, parcs, bibliothèques et autres établissements.

Les participants se sont dits soulagés de pouvoir retrouver une routine plus normale et certains avaient même très envie de voir le processus s'accélérer. Dans tous les groupes cependant, la majorité croyait utile de procéder lentement, de façon prudente et réfléchie. Même les participants qui envisageaient la réouverture avec confiance et en attendaient impatiemment les prochaines étapes voulaient avoir des données précises qui leur permettraient de mieux comprendre où se situait leur collectivité par rapport

à d'autres dans la province et l'incidence que cela pourrait avoir sur la suite des choses. En Ontario, par exemple, certains voyaient d'un bon œil que la province opte pour un déconfinement régional. Ils estimaient que les régions où le nombre de cas de COVID-19 et les taux de transmission sont faibles ne devraient pas être freinées par d'autres régions encore aux prises avec des taux d'infection élevés. La réouverture suscitait le plus d'appréhensions chez les participants du Québec, alors que les étapes franchies jusqu'à présent laissaient ceux de Vancouver plus optimistes, car ils avaient l'impression que la réouverture se passait plutôt bien dans leur province. Les participants de la région de l'Atlantique et du nord des Prairies, tout en faisant état d'un nombre de cas plus faible qu'ailleurs au pays, craignaient toutefois qu'une certaine complaisance s'installe et que les déplacements interprovinciaux entraînent une résurgence du virus si les gens ne respectaient pas les protocoles de quarantaine.

Plusieurs participants ne savaient à quoi s'en tenir ou trouvaient ambiguë l'information communiquée sur le calendrier de réouverture, les entreprises visées et le genre de précautions à prendre. Ils s'interrogeaient sur les pratiques acceptables et estimaient que des directives claires seraient utiles tant aux entreprises qu'aux consommateurs. Le manque de constance dans l'application des protocoles de sécurité en déconcertait beaucoup. Certains participants de régions en début de déconfinement se demandaient si le port du masque était obligatoire ou non dans telle ou telle situation. La confusion, l'incertitude généralisée, l'absence de vaccin et les inquiétudes quant aux comportements irresponsables ou imprudents dont risquait de s'accompagner la réouverture portaient plusieurs participants à croire que celle-ci serait plus difficile et plus stressante que ne l'avaient été les premiers jours de la pandémie, quand les autorités mettaient surtout l'accent sur l'isolement et les mesures permettant d'éviter l'exposition des citoyens au virus.

D'autres ont évoqué les difficultés que traversaient en ce moment certains types d'entreprises ou d'établissements et certains groupes de personnes. Les participants ont cité des cas récents où les gens semblaient relâcher leur vigilance, ne respectaient pas les mesures de distanciation sociale, omettaient de porter un masque ou se réunissaient en grand nombre. Les répondants plus âgés, ceux qui avaient des problèmes de santé ainsi que les parents de jeunes enfants et les futurs parents ont parfois admis qu'ils avaient un peu peur de s'aventurer à l'extérieur.

## Impacts économiques de la COVID-19

(parents de la RGT, bénéficiaires de la PCU de petites villes et de villes de taille moyenne de l'Alberta, aînés de Montréal, aînés de grandes villes ontariennes, bénéficiaires de la PCU de petites villes et de villes de taille moyenne du Québec, parents de Vancouver, villes ontariennes de taille moyenne, nord des

## Prairies, Victoria et Nanaimo, nouveaux arrivants de la GRM)

### **Initiatives économiques et financières du gouvernement du Canada**

Les initiatives mises en œuvre par le gouvernement du Canada pour atténuer les effets économiques de la COVID-19 étaient relativement bien connues des participants. Dans tous les groupes, la plupart des gens étaient en mesure de décrire à grands traits les différents programmes fédéraux créés à l'intention des entreprises, des chômeurs, de clientèles particulières comme les aînés et les étudiants, ainsi que des locateurs et propriétaires d'immeubles commerciaux.

La Prestation canadienne d'urgence a plus souvent fait l'objet de mentions spontanées que la plupart des autres programmes. Les participants ont d'ailleurs été nombreux à utiliser son sigle (PCU). Beaucoup avaient également à l'esprit les subventions salariales destinées aux entreprises ou aux employeurs, mais n'ont pas eu tendance à faire référence à ce programme par son nom (Subvention salariale d'urgence du Canada ou SSUC). Certains ont cité les bourses offertes aux étudiants, les prêts aux entreprises, les modalités avantageuses de remboursement des prêts, les garanties de prêt, l'aide au loyer pour les petites entreprises et les propriétaires d'immeubles commerciaux, et la prolongation des dates limites de production des déclarations de revenus. Relativement peu de participants ont mentionné l'aide financière aux aînés et, même parmi les principaux intéressés, cette initiative était moins immédiatement familière que d'autres. Enfin, de rares participants ont aussi indiqué que le gouvernement faisait pression sur les banques pour autoriser le report des paiements hypothécaires, quoique sans grand succès d'après eux.

De l'avis général, le gouvernement avait réagi promptement. Certains participants ont souligné que les programmes mis en place avaient empêché des faillites à grande échelle et évité que beaucoup de gens ne perdent leur emploi ou leur maison. Cela dit, plusieurs s'inquiétaient des conséquences à plus long terme des milliards de dollars d'aide financière octroyés. Du même souffle cependant, la plupart ont précisé qu'ils appuyaient l'intervention du gouvernement fédéral. Ils estimaient que ce dernier avait exercé un solide leadership par rapport à d'autres pays, et certains l'ont félicité d'avoir pris des mesures de redressement économique plus ambitieuses que ce à quoi ils s'attendaient.

### **Prestation canadienne d'urgence (PCU)**

#### Connaissance de la PCU (parents de la RGT, aînés de Montréal)

Comme on l'a vu, la PCU était familière aux participants, qui connaissaient généralement son objectif, ses critères d'admissibilité, sa durée et le montant offert. Les recoupements entre l'assurance-emploi (AE) et la PCU créaient une certaine confusion, mais il était entendu que la seconde avait remplacé la première et que les demandes d'AE initiales seraient prises en charge par la PCU.

Opinions et expériences relatives à la PCU (bénéficiaires de la PCU de petites villes et de villes de taille moyenne de l'Alberta, bénéficiaires de la PCU de petites villes et de villes de taille moyenne du Québec)

On a fourni aux participants ces renseignements sur la PCU avant de poursuivre la discussion :

*Les Canadiens qui ont cessé de travailler en raison de la COVID-19 pourraient avoir droit à 500 \$ par semaine pendant un maximum de 16 semaines.*

Les participants des deux groupes composés de prestataires de la PCU étaient tous reconnaissants du programme. Leurs réponses étaient uniformes, peu importe les circonstances individuelles (p. ex., famille à un seul revenu, personne vivant seule, etc.). La PCU était utile, c'était une bouée de sauvetage, d'après les participants. Beaucoup ont signalé que sans elle, les conséquences auraient été catastrophiques pour eux comme pour d'autres. Au Québec, plusieurs ont expliqué qu'ils préféreraient travailler et que s'ils touchaient la PCU, c'était uniquement en raison du manque de travail rémunéré à l'heure actuelle.

Invités à donner trois mots qui décrivent leur expérience de la PCU, les participants ont fait les réponses suivantes :

- Gratitude et soulagement : Les participants étaient reconnaissants de pouvoir compter sur un revenu régulier qui, dans certains cas, leur permettait de réfléchir à leurs prochaines démarches pour réintégrer le marché du travail au moment de la réouverture. Certains appréciaient également la simplicité du processus de demande et le versement rapide des fonds.
- Appréhension et inquiétude : Bon nombre de participants ont fait part de leur inquiétude et de leur anxiété au sujet de l'avenir, en particulier l'inconnu qui les attend après la PCU. L'horizon à court terme du programme et le fait que le financement ne soit en place que pour une période de quatre mois en troublaient plusieurs. (N. B. : Ces groupes de discussion ont eu lieu avant que le gouvernement annonce une prolongation de la PCU de huit semaines.) Certains participants se demandaient combien d'emplois reviendraient et se sentaient poussés à faire des prises de contact pour être mis au courant d'éventuelles occasions d'emploi. D'autres craignaient de devoir puiser dans leurs économies ou leurs placements une fois la PCU terminée et songeaient aux difficultés que certaines personnes auraient à payer l'impôt sur les prestations touchées, le cas échéant.

Bien que le sujet n'ait pas beaucoup retenu l'attention, plusieurs participants ont mentionné le caractère expérimental de la PCU, en faisant remarquer qu'elle avait provoqué un débat sur le concept du revenu universel de base.

Dans le groupe du Québec, les participants étaient généralement soulagés de pouvoir toucher cette prestation. Ils avaient néanmoins des réserves sur deux points : d'une part, le fait que les étudiants reçoivent un montant mensuel semblable à ce que touchaient des gens précédemment en poste semblait mal passer; d'autre part, la question de l'admissibilité à la PCU était jugée préoccupante, puisqu'il faudrait peut-être rembourser l'argent perçu, en tout ou en partie, à une date ultérieure.



On a demandé aux participants si l'accès à la PCU avait changé leur motivation à trouver un travail. La plupart ont répondu qu'ils restaient très motivés à cet égard. Certains se livraient à une intense réflexion sur leurs perspectives d'emploi. D'autres ont expliqué qu'ils étaient surtout moins stressés, mais pas moins motivés, dans leurs recherches d'emploi et de carrière, sachant qu'ils pouvaient compter sur le versement mensuel de la PCU pour combler au moins une partie de leur manque à gagner. Quelques autres ont dit que leur peu d'efforts à trouver du travail tenait moins à un manque de motivation qu'à leur projet de poursuivre ou de reprendre leurs études postsecondaires.

Tous les participants trouvaient que le paiement de 500 \$ par semaine (2 000 \$ par mois) offert par la PCU était adéquat, avec quelques nuances cependant. Aux dires de certains, le montant ne suffisait peut-être pas aux familles nombreuses, surtout celles comptant de jeunes enfants. D'autres le jugeaient acceptable parce que leurs dépenses mensuelles étaient réduites — à la fois en raison du lieu où ils habitaient (une petite ville où le coût de la vie est abordable) et parce que les mesures d'isolement liées à la COVID-19 limitaient leurs sorties, et donc leurs dépenses. D'autres considéraient la prestation comme un « minimum » et croyaient qu'elle serait trop juste en cas de coûts mensuels élevés, par exemple pour rembourser une hypothèque ou un prêt-auto. En fait, le montant leur semblait correspondre à un revenu au salaire minimum et, selon eux, la plupart des gens auraient besoin de plus pour boucler leur budget. D'après un autre commentaire dans la même veine, c'était une chance que le gouvernement permette aux gens de gagner 1000 \$ de plus par mois sans perdre leur admissibilité à la PCU.

Les participants des deux groupes s'entendaient pour dire que le gouvernement avait rapidement réagi en mettant sur pied la PCU. La question de savoir s'il était juste que tout le monde reçoive le même montant paraissait secondaire par rapport à l'urgence de débloquer des fonds pour les particuliers et les familles. Les participants de l'Alberta étaient plus susceptibles de trouver le montant équitable et convenaient de la difficulté de produire différents paiements qui tiennent compte d'un éventail de facteurs (p. ex., les dépenses mensuelles, les personnes à charge, etc.). Dans ce groupe, la majorité estimait que le gouvernement pourrait régler la question au moment des impôts. Au Québec, en revanche, les participants avaient tendance à trouver injuste que le montant soit indifférencié, même s'ils reconnaissaient que l'envoi des fonds primait. Ils avaient conscience que le coût de la vie varie d'une ville et d'une région à l'autre. Ils supposaient également que certaines personnes gagnaient bien plus que les autres avant la pandémie et qu'un versement mensuel de 2 000 \$ représenterait pour elles une nette baisse de revenu. En même temps, plusieurs ont souligné l'importance de bien gérer ses finances et de limiter le plus possible ses dépenses durant cette période.

Au chapitre de la durée souhaitée de la PCU, les réponses ont un tant soit peu varié, mais une majorité de participants recommandaient qu'elle se poursuive durant l'automne et l'hiver. De l'avis de certains, il serait malavisé d'y mettre fin tant qu'il n'y aurait pas de vaccin. D'autres ont répondu de façon plus générale qu'elle devrait être maintenue jusqu'à ce que la plupart des gens aient pu retourner au travail. Quelques-uns ont suggéré de mener une évaluation bimestrielle ou d'instaurer une sorte de « vérification des besoins » qui permettrait à la PCU de cibler plus précisément les personnes dont les circonstances justifient cette aide.

On a informé les participants que tout bénéficiaire de la PCU qui n'y avait pas droit devrait rembourser les montants perçus au moment de produire sa prochaine déclaration de revenus. La plupart savaient que ces paiements entreraient en ligne de compte au moment des impôts et certains craignaient que cela pénalise les gens qui ont le plus besoin de cette aide financière. Si quelques participants se préparaient à devoir payer des impôts à une date ultérieure (ils évoquaient des taux d'imposition de 20 à 30 %), d'autres ont indiqué que la question du recouvrement des prestations ne figurait pas parmi leurs priorités en ce moment, de sorte qu'ils ne s'en préoccupaient pas outre mesure. De toute façon, la plupart croyaient remplir les conditions d'admissibilité de la PCU; seules quelques personnes avaient des doutes à ce sujet.

### **Subvention salariale d'urgence du Canada (SSUC)**

Connaissance de la SSUC (parents de la RGT, bénéficiaires de la PCU de petites villes et de villes de taille moyenne de l'Alberta, aînés de Montréal)

La plupart des participants avaient entendu parler de la SSUC, et certains ont expliqué qu'elle visait à aider les employeurs à rémunérer leur personnel, en couvrant 75 % du salaire, pour éviter des mises à pied. Peu d'autres détails étaient connus au sujet de ce programme.

Opinions sur la SSUC (parents de la RGT, bénéficiaires de la PCU de petites villes et de villes de taille moyenne de l'Alberta, aînés de Montréal)

On a fourni aux participants ce complément d'information sur la SSUC :

*Les employeurs canadiens dont l'entreprise a été touchée par la COVID-19 peuvent être admissibles à une subvention de 75 % du salaire des employés pour une période allant jusqu'à 12 semaines, et ce, rétroactivement du 15 mars 2020 au 6 juin 2020.*

Lorsqu'on leur a demandé si le gouvernement du Canada devait en faire davantage pour encourager les entreprises à réembaucher et si la subvention salariale était suffisante, les participants ont eu du mal à formuler une opinion éclairée. Nombre d'entre eux ont plaidé l'ignorance, répondu que c'était difficile à dire, ou qu'il vaudrait peut-être mieux réorienter les efforts vers une réouverture plus hâtive. D'autres pensaient que des mesures de relance économique étaient nécessaires. Plusieurs participants du Québec ont recommandé qu'en plus de faciliter la réembauche, le gouvernement prête main-forte aux secteurs qui sont au bord de la faillite (la restauration, par exemple) et qu'il aide les entreprises à réorganiser leurs activités et à mettre en œuvre les protocoles de sécurité.

Un point supplémentaire a été soulevé dans plusieurs groupes concernant l'importance de distinguer entre :

- les besoins des petites entreprises et ceux des grandes entreprises;
- les besoins des propriétaires et ceux des locataires — l'argument étant que les entreprises locataires ont besoin d'une réduction de loyer.

Les participants ont eu de la difficulté à développer leurs opinions sur la SSUC sans avoir d'autres détails sur le programme. Certains ne savaient pas trop quelles différences il y avait entre la SSUC et la

PCU. D'autres se demandaient si les entreprises pouvaient convaincre leur personnel de revenir au travail malgré les inquiétudes persistantes de certains employés au sujet de la sécurité. Plusieurs participants voulaient également savoir comment la SSUC s'appliquerait aux travailleurs de la restauration, dont les revenus dépendent en grande partie des pourboires, ou bien aux entreprises qui recourent principalement à des contractuels. Quelques répondants craignaient que le programme se prête à des abus de la part de certains employeurs. Enfin, la distinction à faire entre petites et grandes entreprises est revenue sur le tapis, certains participants estimant que ce programme devrait surtout s'adresser aux PME.

La plupart des gens jugeaient que le taux de subvention (75 %) était suffisant, mais ce point de vue reposait davantage sur l'intuition que sur une réelle compréhension de l'efficacité du programme à titre d'incitatif à la réembauche. Plusieurs participants croyaient raisonnable de laisser les entreprises assumer la part restante de 25 %, mais étaient d'avis que les employeurs hésiteraient à reprendre leurs employés, même avec l'aide d'une subvention salariale appréciable, s'il n'y avait pas de travail à leur donner.

Pour ce qui est de savoir combien de temps la SSUC devrait être maintenue, les gens ont répondu que cela dépendrait entièrement de l'état de l'économie et du temps qu'il faudrait pour en arriver au point où les entreprises peuvent « se débrouiller toutes seules ». Par ailleurs, certains participants ont fait remarquer que pour ramener les gens au travail, il fallait aussi rouvrir les garderies et les écoles. D'autres ont donné des réponses plus générales, par exemple « aussi longtemps que nécessaire » ou « le temps qu'il faut pour que les entreprises se remettent sur pied ». Les rares personnes qui se sont risquées à évoquer une durée précise ont parlé de six mois à un an, sinon plus longtemps, soit jusqu'à ce qu'un vaccin soit disponible.

### **Aide aux aînés**

#### Connaissance de l'aide aux aînés (parents de la RGT, aînés de grandes villes ontariennes, aînés de Montréal)

Les participants connaissaient à des degrés divers l'aide offerte aux aînés durant la pandémie de COVID-19. Les groupes d'aînés de l'Ontario et de Montréal étaient généralement mieux informés à ce sujet que le groupe de parents de la RGT.

#### Opinions sur l'aide aux aînés (aînés de grandes villes ontariennes, aînés de Montréal)

Après avoir fourni aux participants la description suivante de l'aide aux aînés, on leur a demandé s'il s'agissait selon eux d'un paiement équitable pour pallier l'augmentation des frais de subsistance entraînée par la pandémie :

*Le gouvernement du Canada a annoncé un paiement unique aux aînés qui se qualifient afin de compenser toute augmentation des frais de subsistance qu'ils ont engagés en raison de la pandémie de COVID-19. Les personnes âgées prestataires de la Sécurité de la vieillesse (SV) recevront 300 \$, et celles qui sont admissibles au Supplément de revenu garanti (SRG) recevront 200 \$. Toute personne qui reçoit à la fois la prestation de la Sécurité de la vieillesse (SV) et le Supplément de revenu garanti (SRG) aura droit aux deux versements, pour un montant total de 500 \$ payable en un versement unique.*

Ce paiement a suscité des opinions divergentes, et les commentaires des participants montrent qu'ils faisaient des distinctions entre les aînés ayant des revenus élevés (tenus pour admissibles) et ceux ayant de faibles revenus, ainsi qu'entre les résidents de grandes villes et les résidents de petites villes ou de communautés rurales.

De nombreux participants trouvaient que le paiement n'était pas équitable ou à tout le moins qu'il ne répondait pas aux besoins. Certains ont dit que les dépenses des aînés avaient augmenté; d'autres ont plus généralement affirmé que les personnes âgées avaient du mal à s'en sortir. Chez les quelques participants qui réagissaient de façon plus positive, les réponses semblaient davantage inspirées par les sentiments que par une réelle compréhension des effets que la COVID-19 avait pu avoir sur la situation financière des aînés. D'autres ont noté que le paiement avait au moins le mérite de couvrir une partie des dépenses supplémentaires assumées par les personnes âgées pour faire livrer leurs achats à domicile au lieu de sortir.

Lorsqu'on a invité les participants des deux groupes d'aînés à dire si leurs propres frais de subsistance avaient augmenté, diminué ou étaient restés les mêmes durant la pandémie, les réponses ont varié, mais dans l'ensemble elles faisaient état d'une hausse. Malgré une gestion attentive, de moins nombreuses sorties au restaurant et une utilisation réduite de la voiture et du transport en commun, beaucoup de gens constataient que leurs dépenses avaient augmenté sous l'effet de la hausse des prix en général et du recours plus fréquent aux services de livraison. Certains participants ont ajouté qu'en raison de l'isolement à domicile des derniers mois, les aînés qui avaient l'habitude de chercher les aubaines et les soldes en faisant leurs courses avaient moins eu l'occasion de le faire.

On a donné aux participants quelques éclaircissements supplémentaires sur l'aide offerte aux aînés :

*Certaines personnes âgées à faible revenu reçoivent plus de 1 500 \$ par mois en aide du gouvernement fédéral, si l'on combine la SV, le SRG et le crédit pour la TPS/TVH. De plus, certaines personnes à faible revenu ont droit au versement unique supplémentaire du crédit pour la TPS/TVH (environ 400 \$) dans le cadre de la réponse du gouvernement du Canada à la pandémie de COVID-19.*

Ce complément d'information n'a guère suscité de revirement d'opinion chez les participants. En règle générale, ceux qui étaient favorables au paiement unique estimaient qu'il faudrait majorer l'aide versée, considérant que les aînés à faible revenu se heurtaient à des difficultés financières. D'autres jugeaient que toutes les personnes âgées, pas seulement les pensionnés à faible revenu, méritaient un coup de main supplémentaire en ce moment.

Les tenants de l'autre camp, d'après qui la COVID-19 avait peu d'incidence sur les dépenses des aînés, ont maintenu leur position. Il leur semblait que les impacts sur le coût de la vie des aînés dépendaient du lieu, et qu'il y avait notamment des écarts entre les résidents de régions urbaines et non urbaines. Selon ces participants, les gens habitant en dehors des zones urbaines s'en tiraient mieux et n'avaient pas besoin d'aide financière additionnelle, car ils pouvaient compter davantage sur le soutien de leurs voisins et des entreprises locales.

### **PCU, SSUC et déficits budgétaires (parents de la RGT, bénéficiaires de la PCU de petites villes et de villes de taille moyenne de l'Alberta)**

À la suite de la discussion sur la PCU, la SSUC et l'aide aux aînés, on a demandé aux participants de considérer les trois options suivantes et d'indiquer celle qui leur paraissait la meilleure :

1. Le gouvernement du Canada devrait en faire davantage pour aider les gens, même si cela signifie un déficit plus important que prévu.
2. Le gouvernement du Canada devrait maintenir les niveaux actuels de soutien offerts par des programmes tels que la PCU et la SSUC.
3. Le gouvernement du Canada devrait tenter de réduire les dépenses, même si cela implique de réduire certains de ces programmes.

Dans les deux groupes auxquels on a soumis la question (dans la RGT et en Alberta), les participants ont unanimement recommandé de maintenir le cap sur les niveaux de soutien actuels. Ce soutien financier aidait réellement les gens, pensaient-ils, et il serait imprudent de le réduire avant que l'économie « se normalise ». Même si certains avaient des réserves sur la viabilité d'un tel soutien à long terme, ils croyaient que le gouvernement n'avait pas d'autre choix. Certains s'attendaient à ce que l'aide financière reste nécessaire pendant plusieurs mois, anticipant une seconde vague ou une résurgence du virus. Quelques-uns ont fait part de leur inquiétude pour les prochaines générations de Canadiens qui seraient responsables d'éponger la dette. De l'avis de la plupart des participants, les programmes avaient des effets positifs, les Canadiens étaient conscients de l'importance des décaissements et à l'aise avec ce niveau de soutien. Personne n'a suggéré d'en faire plus, hormis quelques participants de l'Alberta qui ont évoqué la nécessité de mettre en place des programmes de formation et de recyclage pour la « nouvelle norme » de l'après-COVID-19.

Lorsqu'on a précisé aux participants que ces mesures étaient évaluées à des milliards de dollars et que le directeur parlementaire du budget prévoyait une forte hausse du déficit fédéral, ils ne sont pas revenus sur leur opinion qu'il fallait maintenir les niveaux de soutien en vigueur. La plupart croyaient inévitable d'enregistrer un déficit important dans les circonstances, pour sauver les entreprises de la faillite et aider les familles à tenir le coup, notamment en cas de perte d'emploi causée par la pandémie. En contrepoint, certains appréhendaient les conséquences à long terme du déficit pour les générations de contribuables qui supporteraient le fardeau de la dette. Plusieurs ont évoqué la perspective d'une hausse des impôts ou d'une compression des dépenses. Aucun de ces scénarios n'était attrayant, et certains participants craignaient que la situation financière du Canada soit désastreuse pendant un bon moment, mais ils ne voyaient pas d'autre solution à l'horizon. À cet égard, plusieurs ont fait valoir que les Canadiens allaient devoir s'acclimater à la « nouvelle normalité », qui trancherait avec ce qu'ont connu les générations précédentes pour ce qui est des grands jalons de la vie (p. ex., acheter une maison, fonder une famille), des habitudes de dépense et des taux de chômage. Malgré tout, ces participants sont arrivés à la conclusion que le tableau serait encore plus sombre si le gouvernement mettait fin trop rapidement à ses programmes d'aide financière.

### **Relance et stimulants économiques (parents de la RGT, bénéficiaires de la PCU de petites villes et de villes de taille moyenne de l'Alberta, aînés de Montréal)**

Les participants étaient loin d'être convaincus que l'économie retrouverait sa pleine vigueur après la réouverture, pour diverses raisons exposées ci-dessous :

- Certains pensaient qu'un tel redressement ne se produirait pas avant qu'un vaccin soit largement accessible.
- D'autres estimaient les dommages économiques considérables. Certaines entreprises avaient dû mettre la clé sous la porte et d'autres n'étaient pas prêtes de tourner à plein régime (notamment dans le secteur du tourisme et de l'hôtellerie). Quelques participants croyaient néanmoins que les travaux et réparations en attente tireraient la reprise dans certains secteurs de l'économie, comme les métiers.
- De l'avis de plusieurs, les dépenses de consommation avaient durablement changé sous l'effet de la COVID-19, dans le sens d'une réduction marquée des dépenses discrétionnaires.
- Enfin, quelques-uns craignaient qu'une seconde vague du virus entrave la reprise économique et mène à un reconfinement.

Plusieurs participants s'attendaient également à ce que la pandémie change la nature et la structure de l'économie ainsi que les stratégies d'affaires. Ils pensaient qu'un nombre croissant d'entreprises opteraient exclusivement pour le commerce électronique ou la vente en ligne, et qu'un nombre plus restreint continueraient d'avoir pignon sur rue. Il leur semblait donc que si l'économie retrouvait son élan, elle aurait un visage différent.

En ce qui concerne le délai de rétablissement de l'économie, les estimations variaient beaucoup. Au minimum, elles allaient de trois à six mois, et dans d'autres cas de deux à cinq ans. Comme on l'a vu, certains participants n'envisageaient pas de reprise possible avant la mise au point d'un vaccin, ce qui leur paraissait réalisable dans un horizon de six mois à trois ans.

Au chapitre de la durée souhaitée de programmes comme la PCU et la SSUC, vu le délai de rétablissement précédemment estimé, les réponses allaient de quelques mois à quelques années. L'éventualité que de futures vagues de la pandémie freinent ou compromettent la remontée économique en inquiétait certains. Bon nombre de participants pensaient toutefois que les programmes d'aide allaient devoir évoluer avec la reprise, de manière à soutenir les personnes qui en ont le plus besoin. Ils songeaient tout particulièrement aux personnes faiblement rémunérées et aux employés du secteur des services. Selon eux, le nombre de demandeurs admissibles à ces prestations devrait diminuer avec la réouverture et au fil du temps. Plusieurs participants ont également souligné l'importance d'examiner les incitatifs et les désincitatifs du retour au travail. Ils recommandaient d'adapter les programmes comme la PCU afin d'encourager les gens à choisir un travail rémunéré plutôt qu'une aide financière, dans l'intérêt des entreprises, des particuliers et des contribuables. Parallèlement, d'autres croyaient qu'il serait peut-être nécessaire d'évaluer l'admissibilité à la PCU au cas par cas, en imposant aux bénéficiaires certaines conditions, par exemple un cours de recyclage pour améliorer leurs perspectives d'emploi.

On a demandé aux participants ce que signifiait pour eux le terme « stimulation économique ». Pour beaucoup, cela voulait dire offrir un soutien direct aux entreprises. Leurs commentaires — parfois précis, parfois de nature générale — comprenaient les éléments de réponse ci-dessous (présentés sans ordre particulier et sans tenir compte de la fréquence des mentions) :

- Apporter des ressources supplémentaires aux entreprises, en particulier les petites entreprises.
- Soutenir le développement des capacités en matière de commerce électronique.
- Faciliter le démarrage et la croissance de nouvelles entreprises.
- Réduire les impôts des entreprises à l'aide de crédits d'impôt, de prêts et de subventions.
- Aplanir les obstacles au commerce interprovincial.
- Offrir des incitatifs pour la recherche de résultats durables sur le plan environnemental.

D'autres participants ont davantage mis l'accent sur les mesures propres à encourager les dépenses des consommateurs, par exemple :

- Donner des coupons aux consommateurs pour l'achat de divers produits et services.
- Réduire les obstacles au commerce interprovincial afin de favoriser une circulation accrue des biens et des services entre provinces et, du même coup, d'élargir l'offre aux consommateurs.
- Créer des subventions pour inciter les consommateurs à acheter des produits faits au Canada.

Quelques autres ont spontanément mentionné que les projets d'infrastructure à grande échelle étaient un bon moyen de stimuler l'économie, sans toutefois préciser la nature ou la portée de ces projets.

De façon plus explicite, on a demandé aux groupes ce qu'ils pensaient de l'efficacité des programmes de relance traditionnels, comme les dépenses d'infrastructure, par rapport à d'autres programmes qui versent de l'argent aux Canadiens, stimulant ainsi les dépenses. Les réponses étaient partagées, reflétant le fait que la plupart des gens ne savaient pas trop quel type de dépenses produirait les meilleurs résultats. Certains penchaient pour les projets d'infrastructure, qui leur semblaient susceptibles de créer plus d'emplois et d'accélérer la transition de la PCU vers le marché du travail, et être plus efficaces qu'un paiement fédéral aux particuliers. En Alberta, les gens ont ajouté qu'il y avait des routes et des ponts à construire ou à réparer, et des puits de pétrole abandonnés ou obsolètes en attente d'assainissement. D'autres participants privilégiaient plutôt l'octroi d'une aide financière directe aux particuliers, sous réserve qu'elle serve à des fins d'éducation et de formation, afin que les bénéficiaires acquièrent des compétences qui seraient recherchées dans l'avenir.

### **Accord sur la relance sécuritaire (aînés de grandes villes ontariennes, bénéficiaires de la PCU de petites villes et de villes de taille moyenne du Québec, parents de Vancouver, villes ontariennes de taille moyenne, petites villes des Prairies, Victoria et Nanaimo)**

Dans la généralité des cas, les participants n'avaient pas entendu parler de l'Accord sur la relance sécuritaire du gouvernement du Canada. Les quelques personnes un peu renseignées sur le sujet ne savaient pas s'il s'agissait d'une initiative fédérale ou provinciale et étaient vagues sur les détails. Elles savaient néanmoins que c'était une entente de financement intervenue entre le gouvernement fédéral et les provinces et territoires.

On a ensuite lu l'explication suivante aux participants :

*Le gouvernement du Canada a annoncé qu'il versera 14 milliards de dollars aux provinces et aux territoires pour les aider à rouvrir leur économie.*

On leur a également présenté une liste de services ou de secteurs que cet argent pourrait servir à financer, soit :

- Les services de garde afin que les parents puissent retourner au travail
- Les services de base tels que le transport en commun
- L'accès à au moins deux semaines de congé de maladie payé pour tous les travailleurs
- L'amélioration des capacités de dépistage et de recherche de contacts
- L'amélioration de l'état des soins de longue durée
- L'accès à plus d'équipement de protection individuelle (EPI) pour les entreprises
- L'accès à plus d'équipement de protection individuelle (EPI) pour les travailleurs de la santé de première ligne

Les participants devaient réfléchir aux secteurs qui leur semblaient les plus importants dans le contexte de l'aide à la réouverture offerte aux provinces. Les six groupes de discussion qui se sont prêtés à l'exercice ont dégagé quatre secteurs névralgiques, soit les services de garde, le congé de maladie payé, le dépistage et la recherche de contacts, et les soins de longue durée. La fourniture d'EPI pour le personnel de santé et les entreprises était importante aux yeux de certains, mais dans l'ensemble les commentaires dénotaient qu'il s'agissait d'une priorité de second rang. Les services de base comme le transport en commun ont généralement figuré au bas de la liste, avec quelques exceptions dans les groupes composés de résidents de grandes villes, en Ontario et à Vancouver.

**Les services de garde** étaient considérés comme une priorité absolue par la plupart des participants, pour la simple raison que les parents ne pouvaient réintégrer le marché du travail et reprendre leur poste sans avoir l'assurance que leurs enfants étaient en sécurité, en particulier vu l'incertitude entourant la rentrée de septembre et le fonctionnement des écoles. Les participants jugeaient le retour au travail des parents indispensable pour stimuler l'activité économique. Certains ont fait remarquer que les femmes supportaient le plus gros des responsabilités en matière de garde et qu'il fallait leur donner les moyens de reprendre le travail. Quelques participants ont aussi mentionné que l'accès aux services de garde était plus critique pour les familles ayant des enfants d'âge préscolaire. Comme l'ont noté certains, à défaut de services de garde adéquats, les parents peuvent difficilement envisager un retour à la vie active. Cela dit, d'autres ont signalé que la réouverture des garderies risquait de poser problème à cause des consignes strictes d'hygiène et de désinfection liées à la COVID-19 et du fait que les salaires des prestataires sont à peu près équivalents, sinon inférieurs, au paiement de la PCU, un facteur qui pourrait dissuader certaines personnes de retourner au travail.

**L'amélioration des capacités de dépistage et de recherche de contacts** revêtait aussi une grande importance pour les participants, quoique dans une moindre mesure pour les résidents de régions ou de villes où les cas de COVID-19 étaient peu nombreux ou en baisse (p. ex., dans le nord des Prairies et à Victoria et Nanaimo). D'après eux, la réouverture était conditionnelle à la capacité de limiter la propagation du virus. Sachant qu'un vaccin ne serait pas disponible d'ici au moins quelques mois, les



participants estimaient le dépistage et la recherche de contacts impératifs pour surveiller l'évolution du virus et le risque d'une réémergence. Plusieurs ont parlé de la nécessité d'accroître le dépistage et notamment d'offrir ce service à tous ceux qui en avaient besoin, même en l'absence de symptômes. Certains ont fait remarquer que la lutte contre le virus a donné les meilleurs résultats dans les pays ayant mené de vastes campagnes de dépistage et de recherche de contacts durant les premières semaines et les premiers mois de la pandémie. Selon d'autres, le dépistage et la recherche de contacts devenaient d'autant plus nécessaires que les bulles sociales s'élargissent et que les interactions augmentent entre les résidents de provinces voisines aux dernières étapes de la réouverture. Étant donné que la reprise des activités entraîne un risque d'exposition accru au virus, certains participants ont souligné l'importance de pouvoir rapidement identifier les « points chauds » pour contenir la propagation du virus à l'aide de mesures ciblées, sans devoir arrêter l'économie. Le dépistage et la recherche de contacts semblaient les seuls moyens de bien évaluer l'ampleur de la pandémie, d'isoler les lieux en proie à une flambée de cas et de surveiller la transmission dans le but de réduire la propagation.

**L'accès à au moins deux semaines de congé de maladie payé pour tous les travailleurs** était également vu comme une priorité, plus encore dans le groupe de parents de Vancouver que dans d'autres lieux ou sous-groupes démographiques. Les participants appuyaient le principe qu'une personne tombant malade ne devrait pas se sentir obligée d'aller travailler, car elle risque alors d'en infecter d'autres. Ils y voyaient aussi un avantage pour les employeurs qui, d'après eux, devraient avoir un intérêt direct dans la protection de la santé et de la sécurité de leur personnel. Dans l'ensemble, les gens considéraient que l'accès au congé de maladie payé atténuerait sensiblement le stress de ceux qui n'ont d'autre choix que de retourner au travail pour assurer leur subsistance et celle de leur famille. Ils reconnaissaient qu'à l'heure actuelle l'accès au congé de maladie payé n'est pas universel et que cet avantage faciliterait le choix de rester à la maison si nécessaire. Certains envisageaient plus spécialement ce congé dans l'optique d'une deuxième vague d'infections et s'inquiétaient pour ceux qui pourraient se retrouver sans soutien financier en cas de non-prolongation de la PCU. Les participants ont aussi indiqué que les employés devant s'absenter du travail pour cause de maladie pendant une courte période ne seraient probablement pas admissibles à l'assurance-emploi.

De l'avis général, offrir deux semaines de congé de maladie payé était un bon usage des fonds publics. Les participants trouvaient essentiel que les travailleurs aient accès à cette option pour prendre de meilleures décisions au lieu de risquer de contaminer leurs collègues. D'autres ont fait valoir que ce congé se tenait sur le plan financier puisqu'une hausse des cas entraînerait de plus nombreuses hospitalisations et fermetures d'entreprises, avec des coûts sociaux connexes encore plus importants. Même si quelques participants pensaient que le congé de maladie payé donnerait lieu à des abus et que certains travailleurs y auraient recours pour des raisons étrangères au risque de contagion, c'était loin d'être l'opinion majoritaire. Peu de solutions de rechange ont été proposées, si ce n'est la possibilité de prolonger ce congé au-delà des 14 jours envisagés — période de rétablissement jugée trop courte par certains — ou d'adapter la PCU de manière à tenir compte du congé de maladie.

**L'amélioration de l'état des soins de longue durée** était généralement jugée prioritaire, quoique dans des proportions moindres parmi les résidents de villes ontariennes de taille moyenne et de petites villes des Prairies. Les participants ont parlé de la nature systémique des problèmes rencontrés

dans les foyers de soins de longue durée. Si ces difficultés étaient présentes bien avant la pandémie, ont-ils expliqué, le virus avait mis à nu les lacunes et fragilités du secteur des soins de longue durée. Beaucoup ont condamné avec émotion les normes de pratique en vigueur dans certains de ces établissements.

Tous les groupes ont exprimé un certain soutien au projet de fournir **plus d'équipement de protection personnel (EPI) aux travailleurs de la santé de première ligne ainsi qu'aux entreprises**, le premier groupe cible se voyant accorder un peu plus d'importance que le second. Certains participants ont qualifié de « primordial » l'EPI du personnel de santé, affirmant qu'il était inacceptable de s'attendre à ce que les travailleurs de première ligne s'exposent quotidiennement au virus sans équipement adéquat. Beaucoup ont exprimé leur sentiment d'inquiétude à l'égard des pénuries d'EPI dans le secteur de la santé et, parfois, dans d'autres secteurs de première ligne (p. ex., les services de police, les services correctionnels, etc.). Pour ce qui est de fournir plus d'EPI aux entreprises, les réactions étaient mitigées. Certains participants étaient d'avis que les entreprises avaient besoin de ce type d'aide pour rouvrir, alors que d'autres estimaient que l'achat d'EPI faisait partie des coûts d'exploitation et ne devrait pas être financé à l'aide des deniers publics. À cet égard, les gens se disaient que les entreprises allaient devoir apprendre à naviguer la pandémie, et peut-être une deuxième vague, et qu'elles auraient donc intérêt à voir l'achat d'EPI comme une décision d'affaires. D'autres ont fait valoir que les entreprises semblaient assez bien s'adapter à la nouvelle conjoncture sans recevoir ce type d'aide du gouvernement. Certains participants pensaient que tout financement fédéral de cette nature devrait viser plus directement les secteurs ou les services intéressant les familles ou les personnes plus à risque (p. ex., les garderies, les soins de longue durée, le congé de maladie payé) plutôt que les propriétaires et les exploitants d'entreprises.

Les participants ont rarement classé les **services de base tels que le transport en commun** au rang de priorité de financement pour l'Accord sur la relance sécuritaire. En règle générale, cet élément de la liste a peu retenu l'attention des participants, pour les raisons suivantes :

- La promotion du transport en commun irait à l'encontre de messages antérieurs exhortant les Canadiens à rester chez eux ou à travailler depuis leur domicile.
- Le transport en commun fait déjà l'objet d'un financement public considérable.
- Le transport en commun n'a pas subi de pressions supplémentaires en raison de la COVID-19.
- Ce secteur est relativement bien financé et rentable.

Les participants qui défendaient le financement du transport en commun ont avancé que les petits salariés en sont de fréquents usagers et qu'à défaut de mieux financer l'infrastructure et les services de transport, ce groupe risque d'être pénalisé.

Les participants ont suggéré une série d'autres éléments qui méritaient selon d'être ajoutés à la liste, dont des initiatives plus directement liées à la relance économique ainsi qu'au renforcement de l'aide sociale et du soutien aux communautés marginalisées :

- L'allègement des loyers pour les entreprises
- La mise en place d'un revenu de base garanti

- L'octroi de fonds aux refuges pour les sans-abri, en particulier dans les régions métropolitaines où ces centres étaient jugés en surcapacité
- Une attention accrue portée à la santé mentale et aux dépendances

Les gens s'inquiétaient que certains groupes de la société — les sans-abri et les personnes aux prises avec des problèmes de santé mentale ou de toxicomanie — soient encore plus stigmatisés dans le contexte actuel et abandonnés à leur sort à l'issue de la pandémie.

**Phrases pour décrire l'économie (parents de la RGT, bénéficiaires de la PCU de petites villes et de villes de taille moyenne de l'Alberta, aînés de Montréal, aînés de grandes villes ontariennes, bénéficiaires de la PCU de petites villes et de villes de taille moyenne du Québec, parents de Vancouver)**

On a soumis aux participants trois expressions à l'aide desquelles le gouvernement du Canada pourrait présenter son plan de relance économique : reprise, redémarrage et nouveau départ. Dans les six groupes interrogés, malgré quelques variations d'un groupe à l'autre, les termes « redémarrage » et « reprise » ont obtenu la préférence. Dans l'esprit des participants, ces deux termes étaient distincts, mais pas complètement différents sur le plan du sens.

Les participants qui privilégiaient le terme « redémarrage » le trouvaient approprié dans la mesure où certaines entreprises ne se remettraient jamais des ravages économiques causés par la pandémie. Redémarrer l'économie leur semblait une description plus juste de la réalité, car la situation actuelle obligeait les entreprises à repenser leurs activités et, dans certains cas, à repartir à neuf. Ils ne trouvaient guère réaliste de croire que l'économie retournerait à son état prépandémie, et l'idée de redémarrer leur paraissait donc mieux convenir. Pour certains participants, la notion de redémarrage cadrait avec leur point de vue selon lequel l'économie avait été mise à l'arrêt ou sur pause. Certains associaient aussi le « redémarrage » à la réouverture, et en ce sens il correspondait au stade d'activité économique actuel de la plupart des provinces. D'autres ont mentionné qu'avant de pouvoir « reprendre », l'économie devait d'abord redémarrer. D'autres encore se sont attardés au ton véhiculé par ces termes, jugeant parfois que « redémarrage » sonnait plus juste, car il n'était pas aussi exagérément optimiste que « reprise », à leur avis.

L'opinion inverse a également rallié des voix. Selon certains participants, « redémarrage » avait des connotations trop positives et suggérait un processus plus instantané, alors que « reprise » supposait un délai beaucoup plus important, et sans doute plus réaliste, pour amortir le choc de la pandémie. Dans plusieurs groupes, les participants ont eu des discussions animées sur le sens de ces termes, tâchant de déterminer lequel des deux refléterait le mieux une économie et un mode de travail qui pourraient prendre des formes nouvelles et fonctionner différemment dans l'avenir. Lorsqu'on leur a demandé quelles images leur venaient à l'esprit en pensant au « redémarrage », les participants ont évoqué des gens qui retournaient au travail, reprenaient leurs déplacements, se retrouvaient en famille et entre amis, ainsi qu'un sentiment de normalité malgré le maintien de certaines restrictions comme la distanciation sociale. D'autres ont pensé à des analogies, par exemple le « redémarrage » d'un

ordinateur, qui leur semblait toutefois dénoter un processus trop simpliste où il suffit d'« appuyer sur un bouton » pour remettre la machine en marche et ramener l'utilisateur à l'étape où il s'était arrêté.

Les participants qui penchaient pour « reprise » ont invoqué le caractère englobant du terme et le fait qu'il suggérait un processus de longue haleine, que beaucoup jugeaient réaliste. Certains y associaient l'idée de guérison ou de récupération à la suite d'une maladie ou d'une opération (signalons qu'en anglais, « recovery » signifie « rétablissement »). Pour plusieurs, le terme impliquait une série de phases et d'étapes, y compris un redémarrage et un nouveau départ. Il supposait également des efforts et du temps, laissant entendre que le retour à un niveau souhaité ou acceptable d'activité économique risquait d'être long et ardu. D'autres ont fait remarquer que si beaucoup d'entreprises avaient dû fermer leurs portes, de nombreuses autres avaient maintenu leurs activités tout au long de la pandémie. En ce sens, le terme « reprise » leur semblait porteur d'espoir et suggérait un retour possible à une économie viable, vigoureuse, bénéficiant à tous les Canadiens — en somme la possibilité de « reprendre où nous avons laissé ». D'après quelques participants, la « reprise » était un choix plus prudent pour décrire la situation à court terme, étant donné son caractère changeant et incertain. S'il se produisait une deuxième vague du virus, les participants estimaient que les entreprises devraient reprendre leurs activités progressivement ou rester flexibles. Plusieurs ont noté que l'économie était susceptible de rester en mode « reprise » pendant quelque temps. Comme on l'a vu, ceux qui préféraient « redémarrage » à « reprise » reprochaient principalement à ce dernier terme de suggérer un retour à des niveaux d'activité pré-pandémie, alors que l'économie n'était pas aussi robuste qu'elle le devrait, d'après plusieurs. Ils voyaient là l'occasion d'élaborer et mettre en œuvre un nouveau plan pour l'économie canadienne.

La formule « nouveau départ » était sans conteste la moins aimée dans pratiquement tous les groupes. Les répondants à qui elle plaisait la considéraient dans le contexte d'une « réinitialisation » de l'économie et de la recherche d'une « nouvelle normalité » qui trancherait avec la situation d'avant la pandémie. Pour ces participants, elle signifiait que l'on ferait les choses autrement et que « rien ne serait plus jamais pareil ». Invités à dépeindre ce « nouveau départ », certains ont parlé de « repartir à neuf », expliquant que le terme suggérait un processus de reconstruction (tel qu'il s'en produit après une catastrophe naturelle). Selon la grande majorité cependant, le terme ne convenait pas, principalement parce qu'il donnait l'impression d'un complet recommencement. Or, de l'avis de la plupart, les assises économiques du Canada étaient encore saines et n'auraient pas à être rebâties de a à z.

Lorsqu'on leur a demandé combien de temps la phase actuelle allait durer, selon eux, les participants ont donné des réponses semblables à leur estimation précédente du délai de rétablissement de l'économie. Certains s'imaginaient qu'elle durerait encore six mois, tandis que d'autres parlaient de plusieurs années. Plusieurs croyaient peu probable qu'une nouvelle phase s'amorce tant qu'un vaccin ne serait pas largement disponible. D'autres hésitaient à faire des prédictions, car la situation leur semblait évoluer continuellement et comporter de nombreuses inconnues.

## Objectifs pour l'économie (tous les lieux, sauf les grandes villes du Canada atlantique et le Québec rural)

Les participants ont été invités à examiner plusieurs termes décrivant le type d'économie vers lequel le Canada pourrait s'orienter, et à en choisir deux :

- Une économie à l'épreuve du temps (ce terme a été supprimé après la tenue des six premiers groupes)
- Une économie verte, ou une économie plus verte (la seconde formulation a remplacé la première dans les quatre derniers groupes qui ont abordé la question)
- Une économie en santé
- Une économie moderne
- Une économie novatrice (ce choix n'a été présenté que dans quatre des dix groupes qui ont abordé la question)
- Une économie résiliente
- Une économie forte

L'objectif d'une « économie résiliente » a fait consensus dans tous les groupes ou presque. Ce choix a été retenu au moins deux fois plus souvent que tout autre. La résilience suggérait l'indépendance (p. ex., l'autosuffisance et la préférence donnée aux produits « faits au Canada »), l'adaptabilité, y compris la capacité d'affronter les imprévus, une économie agile et un mouvement vers l'avant. Pour certains participants, elle impliquait aussi de penser différemment, avec plus de créativité, et de veiller à ce que des plans et des solutions de rechange soient envisagés et puissent être mis en œuvre sans délai, le cas échéant.

Pour d'autres, la résilience englobait la notion de diversification, laquelle appuyait l'objectif d'une indépendance économique et d'une autonomie accrues. Quelques participants ont commenté que le terme « résiliente » était exhaustif et communiquait l'idée d'une économie novatrice, forte et en santé en plus d'être stable. Plusieurs étaient d'avis que la résilience sous-entendait également l'inclusivité, en ce sens que tout le monde devrait avoir la possibilité de participer pleinement à l'économie et que l'objectif ne devrait pas porter exclusivement sur la rentabilité et la santé économique, mais aussi sur la santé personnelle et le bien-être.

Un nombre plus restreint mais notable de participants ont plutôt choisi les termes : « économie en santé », « économie verte/plus verte », « économie forte » et « économie à l'épreuve du temps ». Ces termes ont généralement été bien accueillis, mais leur interprétation différait quelque peu. Comme on l'a mentionné, si les participants les ont moins souvent retenus, c'est essentiellement parce qu'ils leur semblaient redondants ou synonymes de l'idée de résilience.

Pour beaucoup, s'orienter vers une « économie en santé » consistait avant tout à promouvoir la santé de la population, quoique plusieurs aient souligné le caractère général de l'expression « en santé », estimant qu'elle recouvrait bon nombre des idées exprimées par les autres formules. D'autres participants l'assimilaient à une économie robuste, à laquelle tout le monde collabore et qui va de l'avant. Cela dit, une économie en santé leur paraissait être la conséquence naturelle d'une économie résiliente. De même, les termes « en santé » et « forte » étaient considérés comme des synonymes à

bien des égards; les participants avaient le sentiment que pour ce qui est de l'économie, qui dit force dit résilience, et qui dit résilience dit santé.

Ceux qui appuyaient l'objectif d'une économie « verte » ou « plus verte » croyaient que la situation actuelle offrait une occasion décisive de répondre aux préoccupations environnementales et de réduire la dépendance du Canada aux combustibles fossiles. De l'avis de nombreux participants, cela représentait un objectif précis et concret du parcours vers la durabilité. Plusieurs pensaient également que le choix de cette option à titre de but économique clé reconnaît sans équivoque l'interdépendance d'un éventail d'enjeux, notamment la pandémie, les relations interraciales, l'économie, etc. Ces participants faisaient reposer la survie du genre humain et de l'économie sur une conscientisation du public et un engagement accru à l'égard de l'environnement.

L'objectif d'une « économie à l'épreuve du temps » en attirait certains, qui y voyaient la capacité d'absorber les perturbations ou les chocs économiques futurs, mais faisait des sceptiques. D'autres ont interprété l'expression comme désignant une économie plus adaptable aux changements technologiques, composée d'entreprises plus automatisées. Certains participants ont utilisé des termes et expressions comme « nouvelle direction », « résilient », « moderne », « occasion », « plus ouvert d'esprit » et « dans l'avenir » lorsqu'ils échangeaient sur l'idée ou l'objectif d'une « économie à l'épreuve du temps ».

Bien que les objectifs d'une économie « moderne » et « novatrice » n'aient pas été examinés en détail dans tous les groupes, ceux qui s'y sont arrêtés n'en ont pas fait grand cas. Les deux termes semblaient suggérer une économie technologiquement avancée et peut-être plus expérimentale, avec des entreprises plus disposées à faire preuve de créativité et à prendre des risques. Cette approche était vue d'un bon œil par certains, qui croyaient qu'elle renforcerait l'adaptabilité, la résilience et la capacité de parer de futures turbulences économiques.

### **Édification d'un autre type d'économie (parents de la RGT, bénéficiaires de la PCU de petites villes et de villes de taille moyenne de l'Alberta, aînés de Montréal)**

La plupart des participants étaient d'avis que la situation actuelle offrait l'occasion de renouveler la pensée économique et d'édifier un nouveau genre d'économie, au lieu de revenir à l'ancien système. Beaucoup estimaient peu réaliste d'espérer que l'économie renoue avec les conditions d'avant la pandémie, vu le choc subi, et concevaient l'avenir en fonction d'une « nouvelle normalité ». D'autres ont ajouté que, même si le changement présentait des défis et que certains s'inquiétaient de ce qui pointe à l'horizon, il était important de tirer les leçons du présent, de les assimiler et de les appliquer pour bâtir un avenir meilleur après la COVID-19.

Invités à dire à quoi ressemblerait un nouveau genre d'économie, les participants ont proposé ce qui suit :

- Une société sans numéraire
- La généralisation du commerce électronique

- Une attention accrue portée aux solutions « faites au Canada » et à l'autosuffisance, tout en participant à l'économie mondiale
- Un engagement plus ferme envers la durabilité et l'environnement
- Une plus grande inclusivité
- Une diversification économique
- Des efforts accrus de préparation et de prévention, en particulier face aux futurs problèmes de santé mondiale
- L'adaptation des normes sociales (p. ex., moins d'interactions en face à face)

On a demandé aux participants dans quelle mesure les plans économiques devraient faire une plus grande place à l'environnement et aux changements climatiques. La question a fait débat. Quelques-uns pensaient que les améliorations se produiraient naturellement, puisque moins de gens font la navette, ce qui réduit les émissions de carbone associées aux voitures et au transport en commun. D'autres ont émis des réserves à l'idée d'accorder une grande priorité à l'environnement, au motif que cela risquait de compromettre la reprise économique. Ces derniers ont précisé qu'ils appuieraient l'édification d'une économie verte si elle se traduisait par une forte création d'emplois, mais ont maintenu que l'environnement ne devrait pas être l'axe privilégié du plan ou de la stratégie économique du gouvernement.

Invités à dire si le plan économique devrait insister davantage sur la qualité de vie, les participants ont répondu par l'affirmative dans la plupart des cas. Ils voyaient un lien direct entre des citoyens en santé (physiquement et mentalement), des lieux de travail sécuritaires et une économie forte et productive.

### **Autres défis découlant de la COVID-19 (parents de la RGT, bénéficiaires de la PCU de petites villes et de villes de taille moyenne de l'Alberta)**

Lorsqu'on leur a donné quelques exemples, les participants ont pu évoquer, outre les difficultés économiques, quelques autres défis sociétaux qui avaient été mis en lumière par la pandémie ou en résultaient directement :

- La santé mentale, l'anxiété et le stress, les dépendances, les taux de suicide
- La violence familiale
- Les soins de longue durée
- L'environnement

## Évaluation de publicités sur la COVID-19 (grandes villes du Canada atlantique, Québec rural)



## Concepts de marque pour la COVID-19

Au Canada atlantique et dans le Québec rural, les participants se sont prêtés à l'évaluation d'une série de concepts publicitaires en anglais et en français, qui se déclinaient chacun en trois versions conçues respectivement pour Facebook, les médias imprimés et les panneaux publicitaires. Il y avait trois concepts en tout, désignés par les lettres A, B et C, et ils ont été montrés aux participants selon des ordres différents, pour éliminer tout biais possible relatif à l'ordre :

- Grandes villes du Canada atlantique : concept A, suivi de B et de C
- Québec rural : concept B, suivi de C et de A

Les deux groupes ont été invités à évaluer une version originale (1) et une autre version (2) de chaque concept. La version originale était toujours montrée avant l'autre version. On a présenté les deux versions côte à côte (c.-à-d., A1 et A2) pour permettre aux participants de les examiner en même temps et de les comparer.

### Concept A



### Concept A1



Concept A1 : La figure ci-dessus présente une série de trois publicités destinées à différents supports — Facebook, les médias imprimés et les panneaux publicitaires. Toutes les publicités ont un fond bleu sarcelle et un titre en gros caractères blancs. Le titre principal (à gauche) de la première publicité (destinée à Facebook), « À la même heure à la frontière. », est accompagné d'une petite icône d'avion. Dans la partie droite de la publicité, l'application ArriveCAN du gouvernement du Canada et la question « Par quel mode de transport entrez-vous ? » sont affichées à l'écran d'un téléphone intelligent, ainsi que deux options : Entrée par voie aérienne et Entrée par voie terrestre. Dans la partie inférieure se trouve un bouton permettant de télécharger l'application et l'adresse [canada.ca/le-coronavirus](https://canada.ca/le-coronavirus), pour ceux qui souhaitent obtenir plus d'informations. La deuxième publicité (version imprimée) comprend une image de grande dimension qui met en scène une femme et son enfant, devant un



ordinateur. Le titre principal « Un Canada en sûreté est un Canada fort. » et le sous-titre « Du soutien pour vous, votre famille et votre entreprise. » figurent dans la partie supérieure gauche. Dans le bas de la publicité, il est écrit « Une aide financière est disponible. », suivi d'une énumération des mesures de soutien : Prestation canadienne d'urgence, Subvention salariale d'urgence du Canada et Compte d'urgence pour les entreprises canadiennes. Sous l'énumération se trouvent la phrase « Visitez le site [canada.ca/le-coronavirus](http://canada.ca/le-coronavirus) pour en savoir plus. » ainsi que le logo du gouvernement du Canada et le mot-symbole « Canada ». Le titre principal et le sous-titre de la troisième publicité (panneau publicitaire) se lisent respectivement comme suit : « Protégeons-nous. » et « Porter un masque non médical ou un couvre-visage dans des endroits où la distanciation physique est difficile à respecter. » et sont accompagnés de l'icône d'un train de banlieue. Dans la partie droite, la publicité comprend une image mettant en scène un jeune homme et une jeune femme qui se serrent dans leurs bras. Des masques sont « dessinés » ou superposés sur le visage des deux personnes. En arrière-plan, on peut voir le calque discret d'arbres et dans le bas de la publicité, le logo du gouvernement du Canada et le mot-symbole « Canada ».

**Réactions initiales :** Les réactions à cette série de publicités variaient selon le lieu. Dans l'ensemble, les anglophones du Canada atlantique ont évalué favorablement le concept A1. Ils aimaient le caractère simple et direct des publicités et le fait qu'elles soient agréables à l'œil et faciles à lire. Les francophones du Québec rural ont quant à eux eu des réactions neutres à négatives, car ils trouvaient que les publicités étaient peu percutantes et passeraient tout simplement inaperçues.

**Ce qui a plu/points forts :** Les participants ont cité plusieurs points forts, dont la couleur (qu'ils trouvaient apaisante), le texte en gros caractères gras et l'icône d'avion employée dans la publicité sur l'application pour les voyageurs. Au Canada atlantique, les participants estimaient judicieuse l'utilisation de masques superposés à l'aide d'un logiciel de retouche dans le concept de panneau publicitaire, car elle permettrait selon eux de capter l'attention du public. Dans cette publicité, l'ajout des masques suggère sans équivoque un lien avec la COVID-19; ce message n'est pas véhiculé aussi clairement dans les deux autres publicités.

**Aspects qui ont déplu/points faibles :** Contrairement aux anglophones, les participants du Québec rural trouvaient que les masques ajoutés au moyen d'un logiciel de retouche constituaient un important point faible. Ils conféraient d'après eux un style non professionnel à la publicité et donnaient l'impression que l'équipe de création avait bâclé la conception. Pour ce qui est de la teinte de bleu, quelques participants estimaient qu'elle n'était pas assez unique pour se démarquer des autres publicités, surtout le concept destiné à Facebook, qui pouvait être confondu selon certains avec l'annonce d'une compagnie aérienne.

**Écho et impact :** Comme le laissent entendre les commentaires ci-dessus, la publicité a eu un certain impact auprès des anglophones, mais n'a guère trouvé d'écho parmi les francophones, qui trouvaient notamment que les publicités ne captaient pas leur attention.

**Présentation homogène et éléments constants :** Sur le plan visuel, les participants convenaient que la couleur en arrière-plan et le trait blanc conféraient une homogénéité aux concepts. Toutefois, certains ont noté que, contrairement aux deux autres publicités, celle destinée aux médias imprimés ne présentait pas de trait blanc, d'icône, ni d'éléments graphiques. En ce qui a trait aux messages, les participants avaient également l'impression que le message sur la COVID-19 de la publicité pour Facebook « À la même heure à la frontière. » n'était pas aussi fort que ceux des autres publicités.

**Suggestions d'améliorations :** Les participants avaient peu d'améliorations à proposer, si ce n'est d'ajouter un trait blanc ou une icône à la publicité imprimée.

Canada Department of Finance Canada/Ministère des Finances Canada  
Sponsored

Fournissez des renseignements obligatoires facilement et de façon sécuritaire avant arrivée.

### Concept A2



Concept A2 : La figure ci-dessus présente une autre série de deux publicités destinées à différents supports — Facebook et les panneaux publicitaires. Toutes les publicités ont un fond rouge orangé et un titre en gros caractères blancs, mis en majuscules. Le titre principal (à gauche) de la première publicité (destinée à Facebook), « À LA MÊME HEURE À LA FRONTIÈRE. », est accompagné d'un fin trait blanc en guise de bordure. Dans la partie droite de la publicité, l'application ArriveCan du gouvernement du Canada et la question « Par quel mode de transport entrez-vous? » sont affichées à l'écran d'un téléphone intelligent, ainsi que deux options : Entrée par voie aérienne et Entrée par voie terrestre. Dans la partie inférieure se trouve un bouton permettant de télécharger l'application et l'adresse [canada.ca/le-coronavirus](https://canada.ca/le-coronavirus), pour ceux qui souhaitent obtenir plus d'informations. Le titre principal et le sous-titre de la deuxième publicité (panneau publicitaire) se lisent respectivement comme suit : « PROTÉGEONS-NOUS. » et « Porter un masque non médical ou un couvre-visage dans des endroits où la distanciation physique est difficile à respecter. » et sont accompagnés de l'icône d'un train de banlieue. Dans la partie droite, la publicité comprend l'image d'un jeune homme s'agrippant à un poteau, comme le ferait le passager d'un autobus ou d'un train. En arrière-plan, on peut voir la silhouette d'autres personnes en blanc et dans le bas de la publicité, le logo du gouvernement du Canada et le mot-symbole « Canada ».

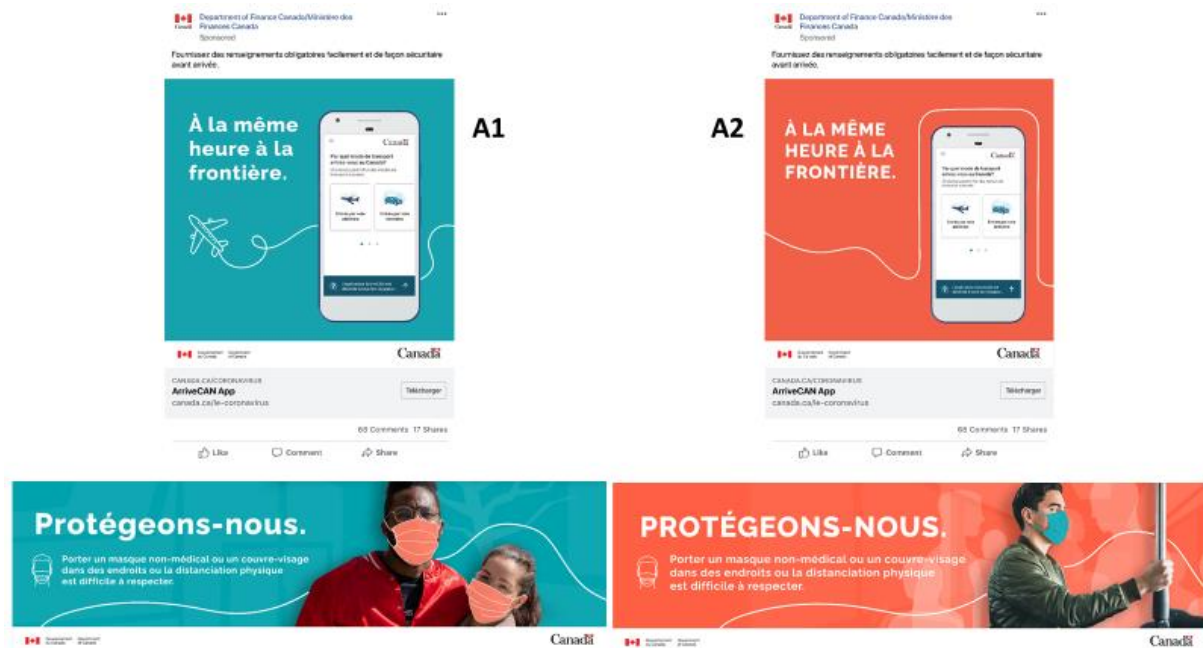
**Réactions générales :** Lorsqu'on leur a montré l'autre version, soit le concept A2, les participants ont eu des réactions contrastées. Ceux du Canada atlantique préféraient la version originale, car ils n'aimaient pas la couleur d'arrière-plan employée dans l'autre version, qu'ils trouvaient alarmante ou quelque peu anxiogène. En revanche, cette version a suscité des réactions moins défavorables chez les participants du Québec rural. Ces derniers avaient un penchant pour le fond rougeâtre, qui, selon eux, attirait plus l'attention.

Les participants des deux groupes ont accordé la préférence au panneau publicitaire. À leur avis, cette publicité mariait judicieusement les images et les éléments graphiques. Par ailleurs, ils ont mieux

accueilli le scénario mettant en scène un utilisateur du transport en commun, qui convenait plus à un message sur la COVID-19 et semblait moins forcé que l'exemple proposé dans la version originale de ce concept. La plupart des participants aimaient les silhouettes blanches en arrière-plan qui évoquaient la présence d'autres personnes, mais trouvaient qu'elles se fondaient dans le texte ou message en blanc, et faisaient en sorte qu'il ressortait moins, mais cet aspect était facile à corriger selon eux.

Dans l'ensemble, le rôle du trait blanc comme élément graphique dans cette version n'a pas été bien perçu par les participants, qui ne savaient pas ce qu'il signifiait, surtout dans la publicité conçue pour Facebook.

**Différences :** Outre la couleur d'arrière-plan et les silhouettes en blanc sur le panneau publicitaire, les participants n'ont pas relevé d'autres différences notables entre les concepts A1 et A2. Cependant, lorsqu'on leur a montré les deux versions de ce concept côte à côte, les participants ont noté que le message de premier niveau du concept A2 était en majuscules.



Dans cette figure, la publicité destinée à Facebook et le panneau publicitaire du concept A1 sont à gauche et les publicités équivalentes du concept A2 à droite.

**Préférence entre le concept A1 et le concept A2 :** Lorsqu'on a présenté les deux versions du concept A aux participants, aucun consensus n'a été dégagé quant à savoir celle qu'ils aimaient le plus. Certains éléments du concept A2 ont suscité des opinions favorables, p. ex., le fond rougeâtre plutôt que bleu, la représentation d'un usager du transport en commun et les titres en majuscules. À l'inverse, certains éléments du concept A1 ont été évalués positivement, comme l'icône d'avion dans la publicité

destinée à Facebook et les deux personnes sur le panneau publicitaire (qui renforçait le message que nous devons nous protéger).

### Concept B



Concept B1 : La figure ci-dessus présente une série de trois publicités destinées à différents supports — Facebook, les médias imprimés et les panneaux publicitaires. On retrouve dans toutes les publicités une palette de jaune électrique, de noir et de crème de même qu'un titre et un titre principal en caractères noirs ou blancs. La première publicité (destinée à Facebook) a pour titre « ArriveCan app » et « À la même heure à la frontière. » comme titre principal. Deux images de forme carrée figurent au milieu : la photographie d'une femme à bord d'un avion qui fixe ses cheveux derrière son oreille et l'icône en noir de deux mains entourant un cercle contenant une feuille d'érable au centre sur un fond jaune vif. Dans la partie inférieure se trouve un bouton permettant de télécharger l'application et l'adresse « [canada.ca/le-coronavirus](https://canada.ca/le-coronavirus) ». La deuxième publicité (version imprimée) comprend dans sa partie supérieure le titre « UN CANADA EN SÛRETÉ EST UN CANADA FORT » et au milieu, une image de grande dimension mettant en scène un homme à la maison qui tient son fils dans ses bras. La moitié inférieure de la publicité contient (à gauche) le titre « Du soutien pour vous, votre famille et votre entreprise. » et à droite, le sous-titre « Une aide financière est disponible : », suivi d'une énumération des mesures de soutien : Prestation canadienne d'urgence, Subvention salariale d'urgence du Canada et Compte d'urgence pour les entreprises canadiennes. Dans le bas de la publicité se trouvent la phrase « Visitez le site [Canada.ca/le-coronavirus](https://Canada.ca/le-coronavirus) pour en savoir plus. » ainsi que le logo du gouvernement du Canada et le mot-symbole « Canada ». Le titre et le sous-titre de la troisième publicité (panneau publicitaire) figurent à gauche et se lisent respectivement comme suit : « PROTÉGEONS-NOUS » et « Porter un masque non médical ou un couvre-visage dans des endroits où la distanciation physique est difficile à respecter. ». L'adresse URL [canada.ca/le-coronavirus](https://canada.ca/le-coronavirus) est inscrite en dessous. Deux images de forme carrée meublent la partie droite de la publicité : la photographie d'une jeune femme portant un masque et l'icône d'un masque en noir sur fond jaune vif. Dans le bas de la publicité se trouvent le logo du gouvernement du Canada et le mot-symbole « Canada ».

**Réaction initiale :** Les premières réactions des participants à cette série de publicités étaient partagées pour diverses raisons. Même s'ils aimaient bien quelques éléments des publicités, d'autres éléments leur semblaient peu attrayants.

**Ce qui a plu/points forts :** Pour ce qui est du style, les lettres en caractères gras attiraient l'attention de beaucoup de participants et certains aimaient particulièrement le jaune vif employé dans au moins deux des trois exemples qu'on leur a montrés. À leur avis, la couleur rendait la publicité plus efficace et lui permettait de se démarquer. Les participants trouvaient également que ces publicités avaient un style de caractère officiel bien représentatif du « gouvernement », en particulier les concepts pour Facebook et de panneau publicitaire et que cela leur conférait une homogénéité. En ce qui concerne la publicité imprimée, quelques participants aimaient le message « Du soutien pour vous, votre famille et votre entreprise. » ou trouvaient l'image du père tenant son enfant touchante et inclusive.

**Aspects qui ont déplu/points faibles :** Bien que le jaune vif ait été perçu favorablement par certains, à commencer par des francophones, d'autres n'aimaient pas du tout la palette de couleurs, la jugeant déconcertante et rebutante. L'utilisation de photographies et d'icônes, surtout côte à côte, était considérée comme redondante et a été citée fréquemment comme point faible. Selon certains, il serait préférable de choisir l'un ou l'autre de ces éléments, mais pas les deux et d'après le reste des participants, la photographie serait la plus percutante. Beaucoup de participants ne savaient pas trop quoi penser de l'icône des mains entourant une feuille d'érable dans la publicité conçue pour Facebook et n'en saisissaient pas le sens. D'après quelques participants, cette version du concept ressemblait étrangement à ce qui figure sur les paquets de cigarettes et cela avait pour but d'induire la peur.

**Écho et impact :** Les participants des deux groupes ont été peu interpellés par ces publicités. En plus des raisons susmentionnées, les participants avaient généralement l'impression qu'elles étaient inefficaces et les jugeaient désordonnées et surchargées. Selon eux, la volonté de créer une publicité « très percutante » en misant sur une teinte vive et un contraste prononcé des couleurs et des éléments tels que des photos et des icônes avait pour effet de détourner leur attention du message principal. Certains participants du Canada atlantique trouvaient quant à eux que la couleur capterait l'attention du public, mais, dans l'ensemble, ce concept n'a pas été accueilli favorablement.

**Présentation homogène et éléments constants :** En général, les participants estimaient qu'il y avait une cohésion entre les publicités de la série. La couleur jaune et l'utilisation de photos et d'icônes créaient d'après eux un lien entre la publicité destinée à Facebook et le panneau publicitaire, mais ils trouvaient que la publicité imprimée ne cadrerait pas aussi bien avec les deux autres publicités, même s'ils l'aimaient pour diverses raisons.

**Suggestions d'améliorations :** Outre les commentaires formulés précédemment, les participants ont proposé des moyens d'améliorer la publicité imprimée, p. ex. grossir le carré jaune et l'icône dans le coin supérieur droit, ajouter une femme dans la photographie pour renforcer le message à propos du soutien aux familles et trouver une façon d'établir un lien plus étroit avec les entreprises.



## Concept B2



Concept B2 : La figure ci-dessus présente une autre série de deux publicités destinées à différents supports — Facebook et les panneaux publicitaires. Toutes les publicités ont un fond jaune vif et leurs titre et titre principal sont en gros caractères noirs. La première publicité (destinée à Facebook) a pour titre « ArriveCan app » (affiché dans le haut) et « À la même heure à la frontière. » comme titre principal. Deux images de forme carrée figurent au milieu : la photographie d'une femme à bord d'un avion qui fixe ses cheveux derrière son oreille et l'icône en blanc de deux mains entourant un cercle contenant une feuille d'érable au centre sur un fond noir. Dans la partie inférieure se trouve un bouton permettant de télécharger l'application et l'adresse « [canada.ca/le-coronavirus](https://canada.ca/le-coronavirus) ». Figurant à gauche, le titre et le titre principal de la deuxième publicité (panneau publicitaire) se lisent respectivement comme suit : « PROTÉGEONS-NOUS » et « Porter un masque non médical ou un couvre-visage dans des endroits où la distanciation physique est difficile à respecter. ». L'adresse URL [canada.ca/le-coronavirus](https://canada.ca/le-coronavirus) est inscrite en dessous. L'icône d'un masque jaune vif sur fond noir meuble la partie droite de la publicité. Dans le bas de la publicité se trouvent le logo du gouvernement du Canada et le mot-symbole « Canada ».

**Réactions générales :** L'autre version de ce concept (B2) a en général suscité des réactions plus favorables que la première version présentée (B1). L'utilisation plus généreuse du jaune vif dans les publicités est la principale différence qui a été relevée par les participants. Nombre d'entre eux aimaient cette caractéristique, car elle rendait les publicités plus frappantes. Pour certains, ces publicités leur rappelaient les affiches utilisées dans le domaine de la santé et sécurité au travail et captaient pour cette raison leur attention. Au chapitre des améliorations possibles, ils ont été nombreux à suggérer de remplacer l'image dans la publicité conçue pour Facebook, qui selon eux n'avait pas assez de lien avec le message. De nouveau, les participants ont affirmé préférer les photos aux icônes.

**Différences notables :** À part la couleur, les participants n'ont pas cité d'autres différences manifestes par rapport au concept B1.





B1



B2



Dans cette figure, la publicité destinée à Facebook et le panneau publicitaire du concept B1 sont à gauche et les publicités équivalentes du concept B2 à droite.

**Préférence entre le concept B1 et le concept B2 :** Pratiquement tous les participants des deux groupes ont préféré le concept B2. L'autre version de ce concept leur semblait plus accrocheuse, en raison surtout de sa palette de jaune et noir. Les participants l'ont donc associée d'emblée à un message sur la sécurité. Cette combinaison de couleurs faisait ressortir davantage le texte que la couleur d'arrière-plan plus pâle ou plus neutre de la version originale (B1), et les participants la jugeaient unique par rapport à celle des autres publicités actuelles. Encore une fois, les participants préféraient l'utilisation de photos, comme celle représentant une femme portant un masque dans la version B1, à l'emploi d'icônes.

## Concept C



Concept C1 : La figure ci-dessus présente une série de trois publicités destinées à différents supports — Facebook, les médias imprimés et les panneaux publicitaires. Toutes les publicités ont un fond mariant les tons de pêche et de gris et un titre en gros caractères noirs. Le titre principal (à gauche) de la première publicité (destinée à Facebook), « À la même heure à la frontière. », est accompagné d'une petite icône de deux mains entourant un cercle contenant une feuille d'érable au centre. La photographie d'une femme portant un masque dans un aéroport, encadrée d'une feuille d'érable, meuble la partie droite de la publicité. Dans la partie inférieure se trouve un bouton permettant de télécharger l'application et l'adresse [canada.ca/le-coronavirus](https://canada.ca/le-coronavirus), pour ceux qui souhaitent obtenir plus d'informations. La deuxième publicité (version imprimée) comprend (à droite) une image de grande dimension partiellement encadrée d'une feuille d'érable qui met en scène un homme assis, avec deux enfants sur ses genoux. Le titre principal « Un Canada en sûreté est un Canada fort. » est inscrit dans la partie supérieure gauche et un gros sous-titre « Du soutien pour vous, votre famille et votre entreprise. » figure en dessous. Après le sous-titre, il est écrit en caractères plus petits « Une aide financière est disponible : », suivi d'une énumération des mesures de soutien, à savoir Prestation canadienne d'urgence, Subvention salariale d'urgence du Canada et Compte d'urgence pour les entreprises canadiennes. Dans le bas de la publicité se trouvent la phrase « Visitez le [Canada.ca/le-coronavirus](https://Canada.ca/le-coronavirus) pour en savoir plus. » ainsi que le logo du gouvernement du Canada et le mot-symbole « Canada ». Le titre principal et le sous-titre de la troisième publicité (panneau publicitaire) se lisent respectivement comme suit : « Protégeons-nous » et « Portez un masque non médical ou un couvre-visage dans les lieux achalandés. ». L'adresse URL [canada.ca/le-coronavirus](https://canada.ca/le-coronavirus) est inscrite en dessous. La photographie d'une jeune femme souriante qui porte un masque, encadrée d'une feuille d'érable, meuble la partie droite de la publicité. Dans le bas de la publicité se trouvent le logo du gouvernement du Canada et le mot-symbole « Canada ».

**Réactions initiales :** La plupart des participants ont bien réagi à cette série de publicités et n'ont pas été avares de termes élogieux. Le mariage d'éléments graphiques et d'images et la palette de couleurs ont attiré leur attention et ils ont souligné l'effet apaisant et serein qui se dégageait des publicités.



**Ce qui a plu/points forts :** L'utilisation de la feuille d'érable en tant qu'élément stylistique était considérée de loin par les participants comme le principal point fort de ces publicités. Les participants trouvaient que l'intégration artistique de la feuille d'érable permettait de maintenir un équilibre intéressant et attrayant entre les éléments graphiques, qui les interpellaient immédiatement. Ils ont également formulé des commentaires sur les images et estimaient qu'elles étaient adaptées aux messages et les renforçaient. Ils aimaient particulièrement l'image de la femme masquée employée dans le panneau publicitaire, car malgré le fait qu'elle portait un masque qui lui recouvrait presque tout le visage, elle semblait heureuse et ses sourcils et pommettes relevés donnaient l'impression qu'elle souriait. Beaucoup ont par ailleurs cité comme principal point fort la complémentarité et le caractère apaisant des couleurs utilisées dans ce concept.

**Aspects qui ont déplu/points faibles :** Ce concept a suscité peu de commentaires négatifs chez les participants. Certains aimaient moins la publicité imprimée ou l'affiche et ont proposé diverses améliorations, qui sont énumérées un peu plus loin.

**Écho et impact :** Pour l'ensemble des raisons mentionnées précédemment, y compris le choix d'éléments graphiques (p. ex., la feuille d'érable), de couleurs et d'images, presque tous les participants ont dit que cette publicité trouverait écho chez eux. Même si ces publicités ne misaient pas sur des couleurs vives, comme celles du concept B, les participants ont indiqué que l'agencement des éléments de communication graphique capterait leur attention et permettrait aux publicités de se démarquer dans les médias en ligne ou imprimés.

**Présentation homogène et éléments constants :** La plupart des participants étaient d'avis qu'une cohésion existait entre les publicités, surtout par rapport aux concepts évalués précédemment. C'est l'utilisation de la feuille d'érable qui a été citée le plus souvent comme élément créant un lien entre les publicités. La publicité imprimée a fait figure d'exception, les participants la jugeant moins cohérente par rapport aux deux autres publicités de la série.

**Suggestions d'améliorations :** Les participants ont suggéré d'inverser les couleurs dans la publicité imprimée, pour qu'elle respecte davantage l'approche employée dans les deux autres exemples présentés. Ils conseillaient également de grossir la photo de la publicité et de mettre en gras le titre principal « Du soutien pour vous, votre famille et votre entreprise. » pour la faire ressortir du lot.



### Concept C2



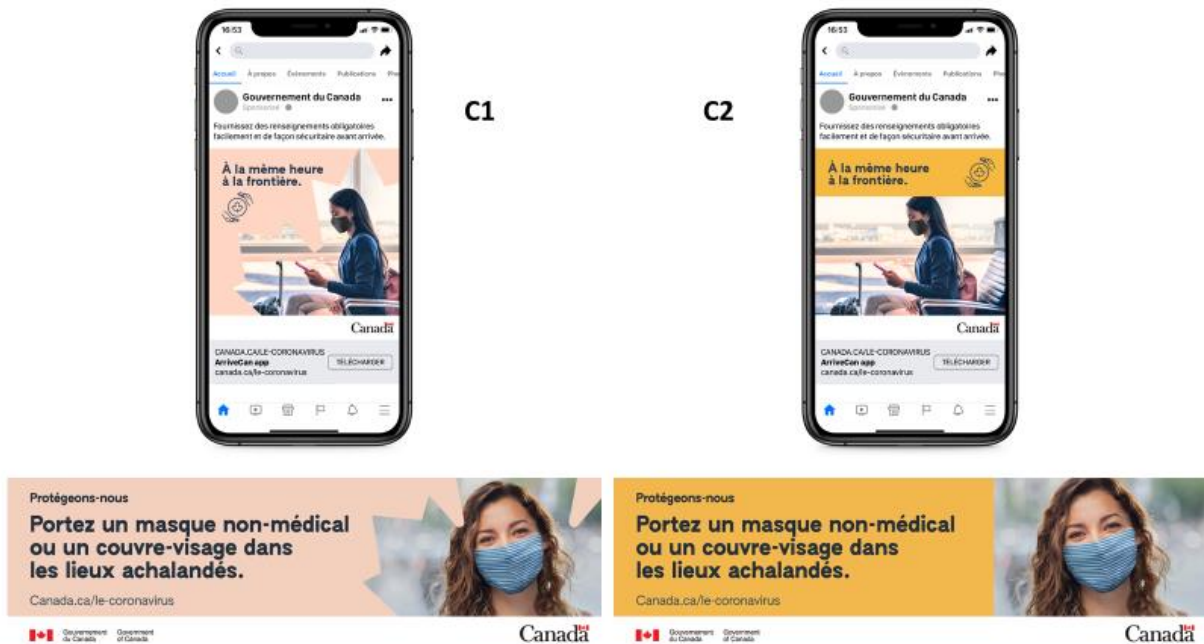
Concept C2 : La figure ci-dessus présente une autre série de deux publicités destinées à différents supports — Facebook et les panneaux publicitaires. Toutes les publicités ont un fond orange et leur titre ou leur titre principal sont en gros caractères noirs. Le titre principal (à gauche) de la première publicité (destinée à Facebook), « À la même heure à la frontière. », est accompagné d'une petite icône de deux mains entourant un cercle contenant une feuille d'érable au centre (à droite). En dessous, une photographie de forme rectangulaire mettant en scène une femme portant un masque dans un aéroport occupe presque tout l'espace dans la publicité. Dans la partie inférieure se trouve un bouton permettant de télécharger l'application ainsi que le texte « ArriveCan app » et l'adresse « [canada.ca/le-coronavirus](https://canada.ca/le-coronavirus) ». Le titre et le titre principal de la deuxième publicité (panneau publicitaire) se lisent respectivement comme suit (à gauche) : « Protégeons-nous » et « Portez un masque non médical ou un couvre-visage dans les lieux achalandés. ». L'adresse URL [Canada.ca/le-coronavirus](https://Canada.ca/le-coronavirus) est inscrite en dessous. Une photographie de forme carrée mettant en scène une jeune femme souriante qui porte un masque meuble la partie droite de la publicité. Dans le bas de la publicité se trouvent le logo du gouvernement du Canada et le mot-symbole « Canada ».

**Réactions générales :** Dans l'ensemble, les participants évaluaient positivement l'autre version de ce concept (C2), qui ne suscitait toutefois pas le même niveau d'engouement que l'original. Les participants ont parlé en termes élogieux du choix de photographies employées, comme ils l'avaient fait pour la version originale.

**Différences notables :** La majorité des participants ont souligné la différence quant au contraste des couleurs entre les concepts C1 et C2. De nombreux participants, en particulier des francophones, aimaient bien l'orangé foncé, qui était plus susceptible d'attirer l'attention selon eux et de faire en sorte que l'auditoire remarque les publicités. Ils trouvaient aussi que le titre ou le message ressortait mieux dans cette teinte. Il a été avancé que la décision concernant la couleur à employer devrait être

fondée sur le degré d'urgence du message (p. ex., une couleur plus vive est généralement associée à des messages plus importants ou urgents et les teintes plus apaisantes aux rappels).

Outre des couleurs différentes, beaucoup de participants ont remarqué que l'autre version ne misait pas sur la feuille d'érable en tant qu'élément graphique et considérait cette absence comme un point faible.



Dans cette figure, la publicité destinée à Facebook et le panneau publicitaire du concept C1 sont à gauche et les publicités équivalentes du concept C2 à droite.

**Préférence entre le concept C1 et le concept C2 :** La plupart des participants préféraient le concept C1 au concept C2, et le fait que beaucoup d'entre eux aient été séduits par l'utilisation de la feuille d'érable n'y était pas étranger. En ce qui concerne les couleurs, les participants anglophones trouvaient la palette du concept C1 plus joyeuse ou positive que celle du concept C2, qui leur semblait plus alarmiste ou alarmante. Les francophones préféraient quant à eux les couleurs employées dans le concept C2, plus à même de capter leur attention.

## Comparaison des concepts

Afin de comparer une dernière fois les concepts, on a présenté aux participants la version originale et l'autre version de chacun des trois concepts de panneaux publicitaires, conformément à l'image ci-dessous.



Dans cette figure, les versions des panneaux publicitaires sont montrées dans l'ordre suivant (de gauche à droite et de haut en bas) : A1, A2, B1, B2, C1 et C2.

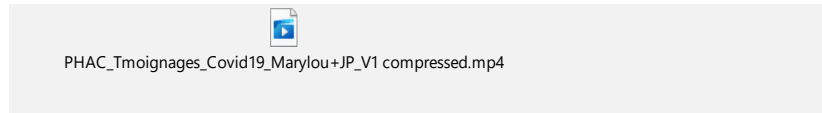
Même si les participants ont formulé plusieurs commentaires positifs à propos des trois concepts, lorsqu'on leur a demandé de préciser celui qu'ils trouvaient le plus percutant, ils ont presque tous jeté leur dévolu sur le concept C. Voici les raisons qu'ils ont invoquées :

- le mariage d'éléments graphiques et l'équilibre qui s'en dégage, en particulier l'utilisation de la feuille d'érable dans le concept C1;
- la clarté du concept, que les participants jugeaient efficace pour véhiculer le message;
- l'utilisation de photos leur a semblé plus judicieuse dans ce concept que dans les deux autres concepts, en raison du choix d'images et de leur taille.

Invités à proposer des améliorations au concept C, les participants ont formulé quelques suggestions, dont la plupart ont été abordées précédemment dans le rapport. En guise d'amélioration supplémentaire, il a été conseillé de déplacer la feuille d'érable dans le panneau publicitaire (C1), pour éviter qu'elle ne recouvre la tête de la femme dans la photo.

## Témoignage publicitaire sur la COVID-19

On a montré aux participants du Québec rural la publicité suivante sous forme de vidéo. On leur a précisé qu'il s'agit d'une publicité que le gouvernement du Canada est actuellement en train de développer pour informer la population canadienne sur la COVID-19.



La publicité télévisée met en scène une jeune femme (Marylou) et un jeune homme (Jean-Philippe) discutant sur un banc de parc. En voici la transcription :

**Marylou** : Je m'appelle Marylou, j'ai 25 ans. **Jean-Philippe** : Je m'appelle Jean-Philippe, j'ai 24 ans. **Marylou** : Puis on a tous les deux eu la COVID-19. Depuis le début que j'ai appris l'existence de la COVID-19, je me suis jamais sentie à l'abri. Étant immunosupprimée, dans le fond, qui me met à risque, moi, c'est ma vie qui est en jeu si je ne fais pas attention, dans le fond, je vais perdre tout. Les symptômes sont apparus assez abruptement, dans le fond. J'ai commencé à avoir tous les symptômes qu'on connaît de la COVID-19, mise à part, dans le fond, la fièvre. Je pouvais dormir dans mes congés, ça pouvait être des 16 à 20 h sur 24. Ça a continué à dégénérer cette fois-ci par contre les faiblesses étaient tellement extrêmes que j'en perdais connaissance. Dans le fond, après on a décidé d'aller à l'hôpital dans le fond à l'urgence parce que la condition faisait juste empirer. **Jean-Philippe** : Le mois que j'ai passé sans Marylou parce que Marylou était à l'hôpital était extrêmement dur parce que, d'une part, j'avais aucune information ou très peu d'information sur sa condition pis je savais qu'elle était très à risque. Pis aussi parce que je m'inquiétais pour ma propre condition. Est-ce que j'allais devenir plus malade, est-ce que j'allais rentrer à l'hôpital? Qu'est-ce qui se passe si nous deux, on est à l'hôpital? Donc, c'était vraiment dur. **Marylou** : Dans le fond, une fois que je suis sortie de l'hôpital pis que je suis retournée à la maison, j'avais tout de même peur, je dirais. Est-ce que je vais encore exposer Jean-Philippe à des dangers? La chose que j'aimerais qu'on retienne au moins de mon histoire, c'est l'importance des mesures de sécurité, des mesures d'hygiène à prendre pour protéger autant soi-même que les gens autour de nous. Il faut cesser d'être individualistes pis penser aux autres. J'ai clairement pu voir les impacts du virus, du fait que deux de mes compagnons de chambre en sont décédés, à côté de moi, à bout de souffle, dans le fond, ils arrivaient plus à respirer. Quand on parle d'une pandémie mondiale, quand on parle d'un virus qui fait des milliers de morts, qu'on le prenne au sérieux. Le mot-symbole « Canada » apparaît à la fin de la vidéo.

**Réactions générales** : Les participants ont eu des avis partagés sur cette publicité. La plupart d'entre eux aimaient que le message soit véhiculé par une jeune personne, car cela pourrait sensibiliser les membres de ce groupe d'âge à l'idée qu'ils peuvent aussi contracter la COVID-19. Le fait que le message mette l'accent sur la nécessité de se protéger les uns les autres a aussi été bien accueilli. Cependant, la plupart des participants ne se sont pas sentis interpellés par la publicité, pour différentes raisons, notamment parce qu'ils pensaient que la jeune femme était plus à risque qu'une autre jeune personne ou eux-mêmes, compte tenu de ses conditions préexistantes.

**Message principal** : Les participants étaient assez unanimes dans leur description du message principal du témoignage publicitaire, à savoir :

- montrer que personne n'est à l'abri du virus;
- sensibiliser la population à la gravité du virus;

- rappeler à chacun l'importance d'appliquer les mesures d'hygiène et de sécurité nécessaires pour se protéger et protéger les autres.

**Incitation à agir :** Aucun participant n'a affirmé que la publicité l'inciterait à prendre ou à continuer de prendre des précautions autres que celles qu'il prenait déjà, personne ne se sentant interpellé par le témoignage publicitaire. Il faut cependant souligner que ce groupe n'en était pas nécessairement le public cible.

**Éléments les plus percutants :** En plus des aspects relevés précédemment, quelques participants ont mentionné que les détails donnés sur l'hospitalisation et le gros plan sur les deux jeunes qui se tiennent la main rendaient la publicité plus percutante.

**Éléments les moins percutants :** Certains trouvaient que la jeune femme parlait trop bas et trop rapidement et qu'il était difficile d'entendre ce qu'elle disait, ce qui rendait la vidéo moins persuasive. De plus, quelques participants auraient aimé que le jeune homme ait autant de temps d'antenne que la jeune femme. Certains ont par ailleurs interprété les commentaires du jeune homme comme une critique des hôpitaux et du système de santé.

**Suggestions d'améliorations :** Mettre l'accent sur le fait que personne n'est à l'abri du virus, au lieu de parler surtout d'une personne souffrant de problèmes de santé sous-jacents ou faire témoigner plusieurs personnes qui ont perdu un proche à cause du virus (p. ex., un fils, un conjoint, etc.) figuraient parmi les quelques améliorations supplémentaires proposées par les participants.

## Application de recherche de contacts (grandes villes du Canada atlantique, Québec rural)

### Connaissance de l'application

Dans l'ensemble, les participants étaient peu au courant de la mise au point d'une application de recherche de contacts nationale. Ceux qui en avaient entendu parler connaissaient peu de détails à propos de l'application, si ce n'est que l'inscription sera volontaire, que l'application avertit ceux qui ont été en contact avec une personne déclarée positive à la COVID-19 ou à proximité d'une personne infectée, que la mise à jour de l'application se fait automatiquement sur les téléphones fonctionnant sous iOS et Android et que certains se disaient préoccupés par les questions de protection de la vie privée pour les utilisateurs de l'application.

### Intention de télécharger l'application

Voici certains des renseignements qui ont été fournis aux participants à propos de l'application :

*Le gouvernement du Canada est en train de développer une application pour téléphone intelligent qui vous préviendra si vous avez été physiquement proche d'une personne ayant reçu un diagnostic de*

*COVID-19. Les données recueillies dans cette application seraient anonymes. Vous ne sauriez pas qui est cette personne. Vous ne sauriez qu'approximativement le moment où vous vous êtes trouvé près d'elle. Cette application est destinée à ralentir la propagation en permettant aux gens de savoir rapidement s'ils ont été exposés afin de se faire tester ou de s'isoler et ainsi ne pas transmettre le virus à d'autres personnes.*

Les participants estimaient que l'application inciterait toute personne ayant été avisée qu'elle a été en contact avec une personne déclarée positive à aller passer rapidement un test de dépistage, au lieu d'attendre de manifester des symptômes. D'autres se disaient cependant moins enthousiastes et doutaient de son efficacité. Ils étaient nombreux à penser qu'elle ne serait efficace que si beaucoup de gens l'utilisaient; ainsi, il faudrait qu'un grand nombre de Canadiens la téléchargent et s'en servent pour informer les autres une fois déclarés positifs au virus. Certains s'attendaient à ce que peu de gens l'utilisent, surtout dans les régions où le nombre de cas était faible ou en baisse. Des questions ont été soulevées sur la façon dont les renseignements sur les personnes déclarées positives seraient téléversés dans l'application et quant à savoir si celle-ci préservait vraiment l'anonymat. Selon quelques participants, l'efficacité de l'application reposait sur la volonté des gens de dire la vérité au sujet du résultat de leur test. Par ailleurs, des participants craignaient que les utilisateurs de l'application éprouvent un faux sentiment de sécurité et se mettent à baisser la garde et à suivre moins rigoureusement les mesures visant à limiter la propagation, comme la distanciation physique, le port du masque et le lavage des mains. Les participants croyaient également que les aînés, qui sont les plus vulnérables au virus, feraient partie de ceux qui sont les moins susceptibles d'avoir accès à un téléphone intelligent pour télécharger et utiliser l'application.

Une corrélation existait entre l'intention de télécharger l'application et la perception quant à son efficacité; ainsi ceux qui avaient tendance à penser que l'application était efficace étaient plus enclins à dire qu'ils la téléchargeraient et ceux qui doutaient de son efficacité hésiteraient à la télécharger. Les participants qui téléchargeraient probablement l'application ont mentionné divers facteurs clés, à commencer par la volonté d'assurer leur propre protection et celle des membres plus âgés de leur famille. Ceux qui ont manifesté une certaine réticence ou signifié clairement qu'ils ne téléchargeraient pas l'application ont invoqué une panoplie de raisons : des inquiétudes à propos de l'anonymat, la faible utilisation prévue dans la population générale, le nombre relativement faible de cas dans certaines régions, de sorte que l'intérêt pour l'application serait encore moindre, tout comme son utilité perçue, et une technologie qui n'est pas à même de dissiper leurs craintes concernant le virus. Les participants du Québec insistaient plus sur le fait que l'application leur rappellerait constamment la pandémie et ne ferait qu'augmenter leur niveau de stress, notamment si après l'avoir téléchargée, ils apprenaient de l'application qu'ils ont été en contact avec une personne déclarée positive au virus. De l'avis de nombreux participants des deux groupes, le meilleur moyen de limiter la propagation du virus consistait à continuer de pratiquer la distanciation physique, de se laver souvent les mains et de porter un masque.

Les explications supplémentaires suivantes ont été fournies aux participants à propos de l'application, notamment sur la manière dont la protection de la vie privée des utilisateurs serait assurée :



*Afin de protéger la vie privée, l'application ne stockera ni ne partagera aucune donnée de localisation provenant de votre téléphone. Elle enverra plutôt des signaux codés, par le biais de Bluetooth, à d'autres téléphones situés à proximité. Si une personne obtient un diagnostic positif au virus, toute autre personne ayant reçu un signal du téléphone de cette dernière, grâce à Bluetooth, en sera avisée. Cependant, pour que l'application soit efficace, il faudrait que les utilisateurs laissent le Bluetooth activé lorsqu'ils sont à l'extérieur de leur domicile. La technologie Bluetooth envoie et reçoit des ondes radio et est conçue pour communiquer sur de courtes distances. Normalement, vous pouvez l'utiliser pour connecter un casque mains libres à votre téléphone mobile afin de pouvoir à la fois parler et conduire en toute sécurité, ou pour vous connecter à des haut-parleurs afin d'écouter de la musique sur votre téléphone, ainsi de suite.*

De nouveau, ceux qui avaient signifié dès le début leur intention de télécharger l'application ont mentionné être prêts à laisser la fonction Bluetooth activée de manière à ce que l'application soit efficace.

Quant à ceux qui ne comptaient pas télécharger l'application, ils n'ont pas changé d'opinion après avoir pris connaissance du complément d'information sur la technologie Bluetooth. De même, la plupart des participants ne considéraient pas le besoin de laisser la fonction Bluetooth activée pour que l'application fonctionne comme un problème. Les préoccupations des participants relatives à l'application portaient principalement sur la compréhension de la manière dont les renseignements sur les personnes déclarées positives sont recueillis et téléversés en temps opportun, tout en préservant l'anonymat. Comme on l'a souligné précédemment, d'autres craignaient que l'utilisation de l'application fasse augmenter leur niveau de stress (surtout des participants du Québec). Certains participants se disaient quant à eux prêts à revenir sur leur décision si la situation empirait et que les taux d'infection finissaient par se hisser aux niveaux observés au début de la pandémie.

Les participants du Québec n'ont pas formulé d'autres questions sur l'application, dans le but d'obtenir des réponses pouvant leur permettre de décider s'ils l'utiliseraient ou non, contrairement aux participants du Canada atlantique, qui souhaitent en apprendre davantage sur les éléments suivants :

- Les niveaux de sécurité.
- Les renseignements que les utilisateurs seraient tenus de fournir.
- Le processus utilisé par l'application pour savoir s'ils ont été en contact avec une personne déclarée positive au virus. Certains présumaient que l'application faisait le suivi des déplacements des utilisateurs et des personnes avec qui ils avaient été en contact, mais ils s'interrogeaient sur le fonctionnement exact de l'application.

### **Évaluation de noms pour l'application (grandes villes du Canada atlantique)**

Seuls les participants du Canada atlantique ont été invités à se prononcer sur deux possibilités de noms pour l'application :

- Alerte COVID
- Arrêter la COVID



Tout compte fait, le groupe a préféré le nom Alerte COVID. Le terme « alerte » leur semblait significatif et ils trouvaient ce nom plus accrocheur et, en général, plus descriptif, en ce sens qu’il renvoyait à l’« envoi d’avis » à propos d’une éclosion ou d’un résultat positif à un test de dépistage. Certains n’avaient pas de préférence entre les deux noms ou étaient neutres.

Invités à proposer des façons d’améliorer les noms ou de les rendre plus précis, peu de participants ont formulé des commentaires. Quelques-uns conseillaient d’ajouter un élément qui indiquerait clairement que l’application est canadienne, alors que d’autres pensaient qu’un nom plus général (Alerte CANADA) pourrait être employé ultérieurement pour des applications liées ou non à la COVID.

## Résultats détaillés – Partie II : Autres enjeux

Racisme (aînés de grandes villes ontariennes, bénéficiaires de la PCU du Québec, parents de Vancouver, villes ontariennes de taille moyenne, petites villes du nord des Prairies, Victoria et Nanaimo, nouveaux arrivants de la GRM)

La majorité des participants avaient entendu parler des manifestations antiracisme qui ont eu lieu en juin et certains ont fait allusion au mouvement *Black Lives Matter* qui a vu le jour au sud de la frontière. De façon générale, la plupart avaient l'impression que le racisme est présent au Canada, mais presque tous s'entendaient pour dire que le problème concernait principalement le traitement des peuples autochtones au pays. Qui plus est, bon nombre de participants étaient d'avis que les relations interraciales étaient beaucoup moins problématiques au Canada qu'aux États-Unis, où la situation a atteint un point critique.

La mesure dans laquelle le gouvernement du Canada devrait en faire plus pour s'attaquer au problème du racisme au pays a fait l'objet de vives discussions dans chaque groupe. Certains étaient d'avis que la

lutte contre le racisme serait plus efficace si elle partait de la base, alors que d'autres croyaient que le gouvernement devrait en faire davantage pour s'attaquer au racisme systémique, notamment en menant des campagnes d'éducation et de sensibilisation auprès de la population. Au Québec, dans le nord des Prairies et à Victoria-Nanaimo, les participants étaient plus nombreux à parler du caractère systémique du racisme au Canada et des enjeux liés aux peuples autochtones en particulier. Dans plusieurs groupes, le racisme au sein des forces de l'ordre et la *Loi sur les Indiens* ont été cités comme exemples de racisme systémique et de ses causes profondes. Dans les groupes de résidents du nord des Prairies, quelques participants avaient l'impression que la situation se détériorait et que le gouvernement devrait en faire plus pour provoquer un réel changement et s'attaquer aux problèmes profondément enracinés, historiques et systémiques.

Par ailleurs, les participants étaient généralement d'avis que le gouvernement du Canada est déjà très actif à promouvoir la diversité, le multiculturalisme et l'inclusion. Cette opinion était surtout celle des aînés. Ces derniers ont suggéré que le racisme était un problème de longue date qui semblait se transmettre de génération en génération, malgré que le Canada soit une nation de plus en plus diversifiée. À cet égard, ils ont exprimé l'avis qu'un changement réel devait commencer à la base, dans la population plutôt que les institutions (c'est-à-dire qu'il faut d'abord changer les attitudes et les comportements personnels). Dans un autre groupe, des participants ont indiqué que, bien qu'un débat public sur le racisme au Canada représente un pas dans la bonne direction, il aurait fallu s'attaquer au problème beaucoup plus tôt. En agissant maintenant, le gouvernement risque d'être perçu comme profitant de la situation puisque la lutte contre le racisme est un sujet « à la mode » par les temps qui courent.

Plusieurs mesures susceptibles d'améliorer le sort des minorités visibles au Canada ont été présentées aux participants. Ceux-ci devaient choisir celle qui selon eux serait la plus efficace pour réduire les inégalités raciales au pays. Voici les choix qui leur ont été proposés :

- Recueillir de meilleures données relatives aux crimes haineux et aux conditions de vie des minorités visibles au Canada
- Augmenter le financement des campagnes de lutte contre le racisme
- Nommer davantage de juges issus de minorités visibles
- Offrir plus de formation sur le racisme aux personnes dans le système judiciaire
- Le port de caméras corporelles par les policiers
- Envoyer les personnes condamnées pour possession de drogues dures en désintoxication plutôt qu'en prison
- Financer les programmes d'aide juridique pour les populations vulnérables
- Abroger les peines minimales obligatoires

Ces mesures ont engendré de vastes discussions dans tous les groupes. Certains participants n'étaient pas convaincus que ces mesures parviendraient à améliorer les conditions de vie des minorités visibles au Canada. Selon plusieurs, une plus grande imputabilité serait nécessaire. D'autres ont exprimé l'avis contraire — affirmant que l'application de toutes ces mesures pourrait donner de bons résultats. Certains ont privilégié certaines mesures en particulier, notamment le port de caméras corporelles par les policiers. Cette mesure a été perçue comme la plus directe pour assurer un maximum

d'imputabilité. Plusieurs étaient d'avis que ce moyen pourrait servir à désamorcer les tensions et faire en sorte que les citoyens, comme les policiers assument leur part de responsabilité.

Dans quelques groupes, le financement des programmes d'aide juridique pour les populations vulnérables a reçu un soutien modéré, en particulier dans le nord des Prairies. Selon les commentaires recueillis, il semble que ces populations aient de la difficulté à naviguer dans le système judiciaire et à obtenir des conseils juridiques à prix abordable, ce qui engendre des injustices flagrantes.

Bon nombre de participants étaient favorables à l'idée d'offrir plus de formation sur le racisme aux personnes œuvrant dans le système judiciaire, en grande partie parce qu'une telle formation constitue un pas en avant dans la lutte contre les partis pris, les préjugés, les stéréotypes et les idées fausses. L'éducation sur les réalités que vivent les groupes racialisés est considérée comme une mesure clé pour améliorer la compréhension et changer les attitudes.

Dans certains groupes, plusieurs participants ont dit souhaiter voir plus de juges issus de minorités visibles afin que le système judiciaire reflète davantage la diversité de la société canadienne. Selon eux, cette mesure aurait pour effet d'inspirer les minorités visibles au Canada et de nourrir leurs ambitions.

De l'avis de la majorité, l'augmentation du financement des campagnes de lutte contre le racisme est une solution logique, même si certains croient que d'autres mesures parmi celles proposées auraient un impact plus concret. Néanmoins, les participants étaient généralement en faveur d'initiatives d'éducation plus vastes pour combattre le racisme, en modifiant les attitudes développées en cours de formation. Quelques participants ont fait valoir que plus les Canadiens seront directement confrontés à cet enjeu, plus il est probable que les attitudes sur le racisme évolueront. Tous se sont entendus pour dire que les reportages des médias et la publicité pourraient avoir un impact important.

La désintoxication comme mesure de rechange à l'emprisonnement des personnes condamnées pour possession de drogues dures a suscité des réactions favorables, en particulier à Victoria et Nanaimo. Les participants étaient d'accord pour dire que cette mesure s'attaquait à un enjeu social clé, considéré comme la cause profonde des taux élevés d'incarcération parmi les Autochtones, les minorités visibles et les personnes aux prises avec des troubles de santé mentale, compte tenu du pourcentage de la population générale qu'ils représentent. Les participants ont toutefois reconnu que la désintoxication comme solution de rechange à l'emprisonnement dépendait de la volonté des personnes reconnues coupables du crime, ce qui pourrait diminuer l'efficacité de cette mesure. Dans le nord des Prairies, les opinions divergeaient. Certains étaient d'avis que la peine d'emprisonnement et l'accès aux programmes offerts par les établissements pénitentiaires étaient la meilleure option tandis que d'autres semblaient privilégier la désintoxication, qui permet à ces personnes non seulement de se défaire de leur dépendance, mais également de planifier leur avenir.

Un nombre relativement faible de participants a milité en faveur de la collecte de meilleures données sur les crimes haineux et les conditions de vie des minorités visibles, et de l'abrogation des peines minimales obligatoires, si cela améliorait le sort de ces minorités. À ce sujet, les participants ont admis que le racisme était parfois empreint de subtilité et qu'il pouvait facilement passer inaperçu en l'absence de données claires et précises qui démontrent l'ampleur et l'omniprésence du problème. La majorité des participants n'étaient pas très familiarisés avec l'application des peines minimales

obligatoires dans le système judiciaire et n'étaient pas assez bien informés à ce sujet pour commenter l'efficacité de cette mesure. Dans certains groupes, les participants avaient l'impression que la plupart des détenus ne purgeaient pas leur peine au complet et que par conséquent, l'abolition des peines minimales obligatoires ne servirait pas à grand-chose. D'ailleurs, certains étaient d'avis que ce ne serait pas la bonne solution, compte tenu de l'opinion dominante selon laquelle les mesures punitives ont pour but de dissuader les criminels et que tout acte répréhensible doit avoir des conséquences.

Certaines des mesures proposées qui ont fait l'objet de discussions étaient liées au système judiciaire. On a demandé aux participants si au Canada, le système était injuste à l'endroit des Autochtones, des Noirs et d'autres minorités qui sont surreprésentées dans les prisons canadiennes. Même si la plupart ont répondu que l'injustice était présente, ils n'ont pas nécessairement blâmé les forces de l'ordre pour les taux d'incarcération, mais ont plutôt pointé du doigt la pauvreté comme étant le principal responsable. Selon eux, il s'agit d'une question complexe mettant en cause de nombreux facteurs interreliés, dont le revenu, la scolarité, le mode de vie et la culture, sans compter les préjugés systémiques au sein du système juridique et judiciaire.

### **Peines minimales obligatoires**

Bien qu'un certain nombre de participants connaissaient généralement bien le concept de peine minimale obligatoire, peu d'entre eux auraient pu l'expliquer en détail, si ce n'est que pour dire que certaines catégories d'actes criminels requièrent une peine d'emprisonnement précise lorsqu'une personne est reconnue coupable.

Avant de pousser plus loin la discussion, on a fourni aux participants des renseignements additionnels sur le sujet :

*Le Code criminel du Canada prévoit diverses infractions qui entraînent une peine minimale obligatoire. Par exemple, il y a une période minimale d'emprisonnement pour les meurtres, pour certains crimes impliquant des armes à feu et pour certains crimes liés au trafic de drogue. Cela signifie que si vous êtes coupable de ces crimes, vous obtenez une peine minimale d'emprisonnement — quoique le juge peut toujours prononcer une peine plus longue si les conditions le justifient.*

Lorsqu'on leur a demandé s'ils croyaient que les peines minimales obligatoires rendaient le système de justice pénale plus juste ou moins juste pour les minorités visibles et les populations vulnérables, bon nombre de participants étaient incertains ou avaient l'impression qu'ils ne pouvaient se faire une idée juste sans disposer de renseignements supplémentaires quant à la nature du crime commis.

Ceux qui ont formulé une opinion avaient tendance à croire que les peines minimales obligatoires rendraient le système moins équitable, bien que cette opinion se fondait principalement sur une intuition et le sentiment que les minorités visibles étaient probablement plus souvent accusées de crimes assortis d'une peine minimale obligatoire (p. ex., possession d'armes à feu, trafic de drogues). Certains étaient préoccupés à l'idée que les peines minimales obligatoires ne tiennent pas compte de certains facteurs atténuants ou de circonstances atténuantes, comme le traumatisme générationnel associé aux pensionnats indiens. Les participants avaient l'impression que les peines minimales

obligatoires négligent ou ignorent ces facteurs, contribuant ainsi à un système judiciaire rigide où les juges n'ont pas suffisamment de flexibilité ou de pouvoir discrétionnaire. La majorité a admis qu'il était difficile de se prononcer sur l'équité du système sans connaître les détails particuliers de chaque cause.

Dans certains groupes, les participants ont discuté de la nature et de la sévérité des mesures à prendre en fonction du crime commis. Par exemple, certains considèrent que la possession de drogues est très différente du trafic, et que les infractions liées à la drogue sont moins graves que les agressions sexuelles ou les crimes sexuels à l'endroit des enfants. Au fil des discussions, la plupart des participants en sont venus à la conclusion que les peines minimales obligatoires étaient appropriées pour les crimes les plus haineux ou les plus graves, ceux qui impliquent des armes à feu, la conduite en état d'ébriété ou l'exploitation des enfants. Les débats se sont poursuivis sur les infractions liées à la drogue.

Au cours de la discussion sur l'équité des peines minimales obligatoires, les opinions des participants ont changé. Certains ont commencé à dire que ces peines étaient justes dans la mesure où elles sont appliquées uniformément, sans égard à l'âge, l'ethnicité ou autres facteurs. D'autres ont commencé à réfléchir davantage à la surreprésentation de certains groupes dans la population carcérale au Canada (p. ex., les Autochtones et autres minorités visibles) et en sont venus à la conclusion que les peines minimales obligatoires devraient effectivement être abrogées. Selon eux, la décision d'imposer des peines minimales n'appartient pas aux législateurs; cette décision revient aux juges et aux cours d'appel. Cette opinion a toutefois lancé un autre débat sur le fait que pour interjeter appel, il fallait des ressources financières, ce qui porterait préjudice aux personnes à faibles revenus ou à revenus modestes.

Lorsqu'on leur a demandé si les peines minimales obligatoires devaient être abrogées pour les crimes non violents et à caractère non sexuel, les participants étaient généralement indécis — ils se sont rendu compte qu'il y avait des arguments de part et d'autre. Pour bon nombre d'entre eux, la question elle-même semblait simplifier à l'extrême la nature complexe du sujet. Certains ont répondu que ça dépendait de plusieurs facteurs, notamment :

- s'il s'agissait d'une première infraction
- la gravité de l'infraction, car même si certains crimes sont classés comme étant non violent, ils peuvent cependant être assez grave de nature
- les répercussions du crime sur d'autres personnes affectées par celui-ci
- le point de vue de la victime

D'autres ont aussi mentionné ce qu'il en coûte aux contribuables pour détenir quelqu'un en prison, comparativement à une sentence qui enverrait cette personne en désintoxication dans la collectivité, réduisant ainsi la pression exercée sur les tribunaux. Certains ont suggéré de rediriger les accusés vers des programmes qui les aideraient à devenir des membres plus productifs de la société.

De nombreux participants sont demeurés perplexes — comme mentionné plus haut, le contexte est essentiel pour déterminer s'il est juste ou injuste d'imposer des peines minimales obligatoires et s'il faut les abroger, du moins pour les crimes moins graves.

Questionnés au sujet de l'abrogation de certaines peines minimales obligatoires et de l'augmentation des peines maximales permises pour certains crimes graves, les participants n'ont pu faire le lien entre les deux et tendaient à croire que cette approche comportait plus de désavantages que d'avantages. Ils se sont dits préoccupés par les coûts élevés d'incarcération et la constante victimisation des minorités ou des populations vulnérables et les taux élevés d'incarcération parmi ces groupes. D'autres ont réitéré l'opinion exprimée plus tôt selon laquelle les programmes sociaux qui visent à lutter notamment contre la pauvreté étaient préférables au système judiciaire.

On a mentionné ceci aux participants :

*Un argument favorisant l'abrogation des peines minimales obligatoires est qu'elles mettent trop de gens en prison. Cela coûte au gouvernement plus de 100 000 \$ par année pour détenir quelqu'un en prison et certaines personnes disent que le fait de passer du temps en prison augmente la probabilité de commettre un crime à l'avenir.*

On leur a ensuite demandé s'ils étaient en faveur de l'abrogation de certaines peines minimales obligatoires. Comme précédemment, ils ont eu de la difficulté à se prononcer. Pour certains, les coûts ne devraient pas être un facteur déterminant dans la durée de la peine. Quelques-uns étaient d'avis que le gouvernement devrait chercher par tous les moyens à réduire les coûts associés à l'incarcération. D'autres ne comprenaient pas ou ne voyaient aucun lien direct entre la peine d'emprisonnement et les risques de récidive. Néanmoins, pour quelques participants, principalement à Victoria/Nanaimo et parmi les nouveaux arrivants de la grande région de Montréal, l'argument selon lequel la peine d'emprisonnement pouvait accroître le taux de récidive avait un certain mérite.

Informés au sujet des études qui démontrent que les peines minimales obligatoires contribuent très peu à décourager la criminalité, les participants ont remis en question le bien-fondé de cette affirmation. Par ailleurs, certains ont fait valoir que si des données à l'appui ou des preuves venaient le confirmer, ce serait une raison valable d'abroger les peines minimales obligatoires.

En dernier lieu, on a demandé aux participants de commenter une mise en situation où le gouvernement du Canada maintenait les minimums obligatoires, mais donnait aux juges la possibilité d'aller en dessous du minimum dans des circonstances exceptionnelles. Cet énoncé a suscité des réactions mixtes, mais dans l'ensemble, les participants ont remis en question l'utilité des minimums obligatoires si on permettait des exceptions. Plusieurs étaient d'avis qu'il devrait y avoir un seuil minimum (le minimum obligatoire) en l'absence duquel le système laissait place à la partialité. D'autres ont privilégié une certaine flexibilité, mais ont ajouté que si on l'autorisait, pourquoi ne pas tout simplement abroger les minimums obligatoires et laisser aux juges tout le pouvoir discrétionnaire pour fixer les peines.

Au terme de la discussion, la plupart des participants ont indiqué que la modification des lois sur les peines minimales obligatoires ne devrait pas être une priorité pour l'instant, compte tenu de la situation engendrée par la COVID-19 et d'autres préoccupations comme la santé et l'éducation, jugées plus importantes. Ils ont toutefois fait valoir qu'ils seraient plus favorables à une telle modification s'il était clairement prouvé que le maintien des peines minimales avait des conséquences négatives sur les Autochtones, les minorités visibles et les groupes marginalisés. Plusieurs ont milité en faveur d'un

système qui mettrait l'accent sur la désintoxication et la réintégration d'anciens détenus dans la société. Les participants ont aussi réitéré leur soutien envers un système judiciaire qui intègre les principes de justice et d'équité, un système exempt de préjugés, de racisme et de partialité.

## Autres actualités et questions concernant le gouvernement du Canada (parents de la RGT, bénéficiaires de la PCU de l'Alberta, aînés de Montréal, grandes villes ontariennes, bénéficiaires de la PCU du Québec, parents de Vancouver, grandes villes du Canada atlantique, Québec rural)

À la fin de chaque discussion, les participants étaient invités à décrire ce qu'ils avaient entendu au sujet du gouvernement du Canada ou de la part de celui-ci, autre que la COVID-19, au cours des derniers mois. La plupart ont eu de la difficulté à se rappeler d'autres messages ou annonces sans qu'on les aide.

Les deux enjeux les plus souvent mentionnés étaient le conflit qui perdure entre le Canada et la Chine à la suite de l'arrestation d'une dirigeante de Huawei et les différends qui opposent la GRC et les peuples autochtones.

Il est apparu clairement que la COVID-19 dominait l'actualité. D'autres événements ont également été mentionnés : la mort d'une baleine dans le Saint-Laurent, les pipelines et les barrages ferroviaires, l'interdiction de nombreux modèles d'armes à feu de style arme d'assaut, les tarifs sur l'aluminium, et le nombre limité de sièges à la Chambre des communes. Les participants ont également fait allusion aux manifestations *Black Lives Matter* et ont commenté les émeutes et le pillage qui ont eu lieu.

Lorsqu'on leur a demandé si le gouvernement du Canada avait mis juste assez d'accent ou trop d'accent sur la COVID-19, la plupart étaient du premier avis. Bon nombre d'entre eux avaient l'impression que le sujet dominait toujours leur quotidien et par conséquent, le gouvernement n'avait d'autre choix que de continuer à concentrer ses efforts sur la gestion de la pandémie. D'autres ont mentionné qu'ils commençaient à en avoir assez du caractère répétitif des nouvelles sur la COVID-19 et qu'ils souhaitaient être davantage informés des progrès réalisés et du plan de réouverture des écoles.

Dans le Canada atlantique et le Québec rural, on a questionné les participants de façon plus directe au sujet des relations Canada-Chine. Le sujet était davantage une préoccupation dans le groupe du Canada atlantique, même si les participants ne suivaient pas le dossier de près. Les quelques-uns qui



étaient informés, bien que de façon minimale, étaient d'avis que le Canada devrait envisager des stratégies pour faire reculer le gouvernement chinois.

Parmi les autres enjeux mentionnés durant ce volet de la discussion, notons les inquiétudes au sujet de la frontière canado-américaine, les établissements de soins de longue durée et le désir d'une plus grande imputabilité au Parlement.

## Enjeux locaux (petites villes du nord des Prairies)

Dans les petites villes du nord des Prairies, on a demandé aux participants de réfléchir à ce que le gouvernement du Canada avait fait ou pourrait faire pour eux concernant les enjeux autres que la COVID-19. Le sentiment général était que mis à part pour les impôts, le gouvernement du Canada n'était pas très visible dans leurs collectivités, bien que certains aient indiqué qu'il avait engagé des dépenses dans l'infrastructure, les espaces verts et les grands événements. Les participants ont mentionné plusieurs secteurs prioritaires pour les collectivités du nord des Prairies, notamment les besoins en infrastructure, la piètre qualité de l'eau potable dans les réserves des Premières nations, et les paiements de péréquation. Certains avaient également l'impression qu'il y avait eu du gaspillage pour le rachat des armes à feu. Ils ont également fait mention des problèmes liés à l'itinérance, l'inégalité des revenus, le chômage, la santé mentale, les personnes handicapées et les aînés.

# Annexe A – Questionnaires de recrutement

# Questionnaire de recrutement, version anglaise

## Privy Council Office Recruiting Script – June 2020 English Groups (June 2-25)

### Recruitment Specifications Summary

- Groups conducted online
- Each group is expected to last for two hours
- Recruit 8 participants for 6-8 to show
- Incentives will be \$90 per person and will be sent to participants via e-transfer following the group

Specifications for the focus groups are as follows:

GROUP	DATE	TIME (EST)	TIME (LOCAL)	LOCATION	COMPOSITION	MODERATOR
1	June 2	6:00-8:00pm	6:00-8:00pm EST	Toronto/GTA-905	Parents of school-age children (Grade 7 to 12)	D. Nixon
2	June 3	7:00-9:00pm	5:00-7:00pm MT	Alberta – Mix of mid-size/smaller towns	Receiving CERB	T. Woolstencroft
4	June 9	5:30-7:30pm	5:30-7:30pm EST	Ontario – Major centres	Seniors (aged 55+)	D. Nixon
6	June 11	8:30-10:30pm	5:30-7:30pm PDT	Vancouver	Parents of school-age children (JK to Grade 6)	T. Woolstencroft
7	June 15	5:30-7:30pm	5:30-7:30pm EST	Ontario - Mid-sized centres (outside of GTA)	General population	D. Nixon
8	June 16	7:00-9:00pm	Varies: 6:00-8:00 pm CDT (MB) 5:00-7:00pm CST (SK)	Northern Manitoba and Saskatchewan – Small towns	General population and Indigenous	D. Nixon
9	June 17	8:00-10:00pm	5:00-7:00pm PDT	Victoria/Nanaimo and surrounding areas	General population	D. Nixon
11	June 25	4:30-6:30pm	5:30-7:30 pm AT	Atlantic Canada – Major centres	General population	D. Nixon

## Recruiting Script

### INTRODUCTION

Hello, my name is **[RECRUITER NAME]**. I'm calling from The Strategic Counsel, a national public opinion research firm, on behalf of the Government of Canada. / Bonjour, je m'appelle **[NOM DU RECRUTEUR]**. Je vous téléphone du Strategic Counsel, une entreprise nationale de recherche sur l'opinion publique, pour le compte du gouvernement du Canada.

Would you prefer to continue in English or French? / Préférez-vous continuer en français ou en anglais?  
**[CONTINUE IN LANGUAGE OF PREFERENCE]**

### RECORD LANGUAGE

English **CONTINUE**  
French **THANK AND END**

On behalf of the Government of Canada, we're organizing a series of online video focus group discussions to explore current issues of interest to Canadians.

The format is a "round table" discussion, led by an experienced moderator. Participants will be given a cash honorarium in appreciation of their time.

Your participation is completely voluntary and all your answers will be kept confidential. We are only interested in hearing your opinions - no attempt will be made to sell or market you anything. The report that is produced from the series of discussion groups we are holding will not contain comments that are attributed to specific individuals.

But before we invite you to attend, we need to ask you a few questions to ensure that we get a good mix/variety of people in each of the groups. May I ask you a few questions?

Yes **CONTINUE**  
No **THANK AND END**

### SCREENING QUESTIONS

1. Have you, or has anyone in your household, worked for any of the following types of organizations in the last 5 years?

A market research firm	<b>THANK AND END</b>
A marketing, branding or advertising agency	<b>THANK AND END</b>
A magazine or newspaper	<b>THANK AND END</b>
A federal/provincial/territorial government department or agency	<b>THANK AND END</b>
A political party	<b>THANK AND END</b>
In public/media relations	<b>THANK AND END</b>
In radio/television	<b>THANK AND END</b>
No, none of the above	<b>CONTINUE</b>

1a. **IN ALL LOCATIONS:** Are you a retired Government of Canada employee?

Yes      **THANK AND END**  
 No        **CONTINUE**

2. In which city do you reside?

LOCATION	CITIES	
Toronto/GTA-905	City of Toronto, Mississauga, Vaughn, Newmarket, Richmond Hill, Georgetown <b>ENSURE A GOOD MIX OF CITIES ACROSS THE REGION. MAXIMUM OF 3 PARTICIPANTS FROM CITY OF TORONTO.</b>	<b>CONTINUE – GROUP 1</b>
Alberta – Mix of mid-size/smaller towns	Mid-size: 100,000 – 300,000 in population Small towns: 25,000 –100,000 in population Cities could include (but are not limited to): Red Deer, Airdrie, Lethbridge, St. Albert, Medicine Hat, Grand Prairie, Spruce Grove, Leduc, Fort Saskatchewan, Okotoks, Cochrane <b>ENSURE A GOOD MIX OF MID-SIZED CITIES (4x) AND SMALL TOWNS (4x) ACROSS THE PROVINCE.</b>	<b>CONTINUE – GROUP 2</b>
Ontario – Major centres	Cities could include (but are not limited to): Toronto, Ottawa, Mississauga, Brampton, Hamilton <b>ENSURE A GOOD MIX OF MAJOR CITIES ACROSS THE PROVINCE.</b>	<b>CONTINUE – GROUP 4</b>
Vancouver	Vancouver <b>PARTICIPANTS SHOULD RESIDE IN THE ABOVE-NOTED CENTRES PROPER.</b>	<b>CONTINUE – GROUP 6</b>
Ontario - Mid-sized centres (outside of GTA)	100,000 – 300,000 in population Cities could include (but are not limited to): Barrie, Brantford, Cambridge, Chatham-Kent, Guelph, Kingston, Kitchener, London, Sarnia, Stratford, St. Thomas, Waterloo, Windsor, Woodstock <b>ENSURE A GOOD MIX OF MID-SIZED CITIES ACROSS THE PROVINCE.</b>	<b>CONTINUE – GROUP 7</b>
Northern Manitoba and Saskatchewan – Small towns	Cities could include (but are not limited to): MB: Thompson, Churchill, Dauphin, Flin Flon, The Pas SK: Prince Albert, Nipawin, Meadow Lake, La Ronge, La Loche, Melfort, Tisdale, Creighton <b>ENSURE A GOOD MIX OF SMALL TOWNS ACROSS THE REGION FROM BOTH PROVINCES (4 FROM MB AND 4 FROM SK)</b>	<b>CONTINUE – GROUP 8</b>
Victoria/Nanaimo and surrounding areas	Victoria, Nanaimo Courtenay, Duncan, Campbell River, Parksville, Port Alberni <b>ENSURE A GOOD MIX OF CITIES ACROSS THE REGION.</b>	<b>CONTINUE – GROUP 9</b>

Atlantic Canada – Major centres	Cities could include (but are not limited to): Halifax-Dartmouth, Saint John, Moncton, Fredericton, St. John’s, Charlottetown <b>ENSURE A GOOD MIX OF MAJOR CITIES ACROSS THE REGION FROM ALL 4 PROVINCES AND KEY CENTRES.</b>	<b>CONTINUE – GROUP 11</b>
Other	-	<b>THANK AND END</b>
<b>VOLUNTEERED</b> Prefer not to answer	-	<b>THANK AND END</b>

2a. How long have you lived in [INSERT CITY]?

Less than two years	<b>THANK AND END</b>
Two years or more	<b>CONTINUE</b>
Don’t know/Prefer not to answer	<b>THANK AND END</b>

**ENSURE A GOOD MIX BY NUMBER OF YEARS IN CITY. NO MORE THAN 2 PER GROUP UNDER 5 YEARS.**

3. **ASK ONLY IF GROUP 1** Do you have any children in Grade 7 to 12?

Yes **CONTINUE**  
 No **THANK AND END**  
**VOLUNTEERED** Prefer not to answer **THANK AND TERMINATE**

3a. **ASK ONLY IF GROUP 6** Do you have any children in Junior Kindergarten to Grade 6?

Yes **CONTINUE**  
 No **THANK AND END**  
**VOLUNTEERED** Prefer not to answer **THANK AND TERMINATE**

3b. **ASK ONLY IF GROUP 1 OR 6** Could you please tell me which grade these child/these children are in?

Child	Grade
1	
2	
3	
4	
5	

**ENSURE A GOOD MIX BY GRADE AND NUMBER OF CHILDREN IN EACH GROUP.**

4. **ASK ONLY IF GROUP 2** Are you currently receiving the Canada Emergency Response Benefit (CERB) from the Government of Canada?

Yes **CONTINUE**  
 No **THANK AND END**  
 Don’t know/Prefer not to answer **THANK AND END**

4a. **ASK ONLY IF GROUP 2** When did you first apply for the Canada Emergency Response Benefit (CERB)?

April **CONTINUE**

May **CONTINUE**

Don't know/Prefer not to answer **CONTINUE**

5. **ASK ONLY IF GROUP 8** Do you identify as Indigenous (First Nations, Métis or Inuit (Inuk))?

Yes	<b>CONTINUE. ENSURE A MINIMUM OF 3 PARTICIPANTS WHO IDENTIFY AS INDIGENOUS.</b>
No	
Don't know/Prefer not to answer	
Other [specify]	

6. Would you be willing to tell me in which of the following age categories you belong?

Under 18 years of age	<b>IF POSSIBLE, ASK FOR SOMEONE OVER 18 AND REINTRODUCE. OTHERWISE THANK AND END.</b>
18-24	<b>IF ONTARIO MAJOR CENTRES = THANK AND END, OTHERWISE RECORD AND CONTINUE</b>
25-34	
35-44	
45-54	
<b>55+</b>	<b>IF ONTARIO MAJOR CENTRES AND AGED 55+ = GROUP 4 ALL OTHER LOCATIONS, CONTINUE</b>
<b>VOLUNTEERED</b> Prefer not to answer	<b>THANK AND END</b>

**ENSURE A GOOD MIX OF AGES WITHIN EACH GROUP. PARENT GROUPS 1 AND 6 WILL SKEW YOUNGER.**

7. **[DO NOT ASK]** Gender **RECORD BY OBSERVATION.**

Male

Female

**ENSURE A GOOD MIX BY GENDER IN EACH GROUP.**

8. Are you familiar with the concept of a focus group?

Yes **CONTINUE**

No **EXPLAIN THE FOLLOWING** "a focus group consists of six to eight participants and one moderator. During a two-hour session, participants are asked to discuss a wide range of issues related to the topic being examined."

9. As part of the focus group, you will be asked to actively participate in a conversation. How comfortable are you in expressing your views in public?

Very Comfortable

Somewhat Comfortable

Somewhat Uncomfortable

Very Uncomfortable

**THANK AND END**

**THANK AND END**

10. As this group is being conducted online, in order to participate you will need to have high-speed Internet and a computer with a working webcam, microphone and speaker. **RECRUITER TO CONFIRM THE FOLLOWING. TERMINATE IF NO TO ANY.**

Participant has high-speed access to the Internet  
Participant has a computer/webcam

11. During the discussion, you could be asked to read or view materials on screen and/or participate in poll-type exercises online. You will also be asked to actively participate online using a webcam. Can you think of any reason why you may have difficulty reading the materials or participating by video?

**TERMINATE IF RESPONDENT OFFERS ANY REASON SUCH AS SIGHT OR HEARING PROBLEM, A WRITTEN OR VERBAL LANGUAGE PROBLEM, A CONCERN WITH NOT BEING ABLE TO COMMUNICATE EFFECTIVELY, ANY CONCERNS WITH USING A WEBCAM OR IF YOU AS THE INTERVIEWER HAVE A CONCERN ABOUT THE PARTICIPANT'S ABILITY TO PARTICIPATE EFFECTIVELY.**

12. Have you ever attended a focus group discussion, an interview or survey which was arranged in advance and for which you received a sum of money?

Yes      **CONTINUE**  
No        **SKIP TO Q.16**

13. How long ago was the last focus group you attended?

Less than 6 months ago **THANK AND END**  
More than 6 months ago **CONTINUE**

14. How many focus group discussions have you attended in the past 5 years?

0-4 groups **CONTINUE**  
5 or more groups **THANK AND END**

15. And on what topics were they?

**TERMINATE IF ANY ON SIMILAR/SAME TOPIC**

#### **ADDITIONAL RECRUITING CRITERIA**

Now we have just a few final questions before we give you the details of the focus group, including the time and date.



16. What is the highest level of formal education that you have completed?

- Grade 8 or less
- Some high school
- High school diploma or equivalent
- Registered Apprenticeship or other trades certificate or diploma
- College, CEGEP or other non-university certificate or diploma
- University certificate or diploma below bachelor's level
- Bachelor's degree
- Post graduate degree above bachelor's level

**VOLUNTEERED** Prefer not to answer

**ENSURE A GOOD MIX.**

17. Which of the following categories best describes your total household income in 2019? That is, the total income of all persons in your household combined, before taxes?

- Under \$20,000
- \$20,000 to just under \$40,000
- \$40,000 to just under \$60,000
- \$60,000 to just under \$80,000
- \$80,000 to just under \$100,000
- \$100,000 to just under \$150,000
- \$150,000 and above

**VOLUNTEERED** Prefer not to answer

**ENSURE A GOOD MIX.**

18. The focus group discussion will be audio-taped and video-taped for research purposes only. The taping is conducted to assist our researchers in writing their report. Do you consent to being audio-taped and video-taped?

Yes

No **THANK AND END**

## INVITATION

I would like to invite you to this online focus group discussion, which will take place the evening of **[INSERT DATE/TIME BASED ON GROUP # IN CHART ON PAGE 1]**. The group will be two hours in length and you will receive \$90 for your participation following the group via an e-transfer.

Please note that there may be observers from the Government of Canada at the group and that the discussion will be videotaped. By agreeing to participate, you have given your consent to these procedures.

Would you be willing to attend?

Yes                      **CONTINUE**  
No                        **THANK AND END**

May I please have your full name, a telephone number that is best to reach you at as well as your e-mail address if you have one so that I can send you the details for the group?

**Name:**

**Telephone Number:**

**E-mail Address:**

You will receive an e-mail from **The Strategic Counsel** with the instructions to login to the online group. Should you have any issues logging into the system specifically, you can contact our technical support team at [support@thestrategiccounsel.com](mailto:support@thestrategiccounsel.com).

We ask that you are online at least 15 minutes prior to the beginning of the session in order to ensure you are set up and to allow our support team to assist you in case you run into any technical issues.

You may be required to view some material during the course of the discussion. If you require glasses to do so, please be sure to have them handy at the time of the group. Also, you will need pen and paper in order to take some notes throughout the group.

This is a firm commitment. If you anticipate anything preventing you from attending (either home or work-related), please let me know now and we will keep your name for a future study. If for any reason you are unable to attend, please let us know as soon as possible at **[1-800-xxx-xxxx]** so we can find a replacement.

Thank you very much for your time.

**RECRUITED BY:** \_\_\_\_\_

**DATE RECRUITED:** \_\_\_\_\_

# Questionnaire de recrutement, version française

## Bureau du Conseil privé Questionnaire de recrutement — juin 2020 Groupes en français (4-29 juin)

### Résumé des consignes de recrutement

- Groupes tenus en ligne.
- Durée prévue de chaque rencontre : deux heures.
- Recrutement de huit participants pour assurer la présence d'au moins six à huit personnes.
- Incitatifs de 90 \$ par personne, versés aux participants par transfert électronique après la rencontre.

Caractéristiques des groupes de discussion :

GROUPE	DATE	HEURE (DE L'EST)	LIEU	COMPOSITION DU GROUPE	MODÉRATEUR
3	4 juin	17 h 30 -19 h 30	Montréal	Aînés (55 ans et +)	M. Proulx
5	10 juin	17 h-19 h	Villes de taille moyenne et petites villes du Québec	Bénéficiaires de la PCU	M. Proulx
10	23 juin	18 h-20 h	Région métropolitaine de Montréal	Nouveaux arrivants et immigrants	M. Proulx
12	29 juin	17 h-19 h	Communautés rurales du Québec	Population générale	M. Proulx

## Questionnaire de recrutement

### INTRODUCTION

Hello, my name is **[RECRUITER NAME]**. I'm calling from The Strategic Counsel, a national public opinion research firm, on behalf of the Government of Canada / Bonjour, je m'appelle **[NOM DU RECRUTEUR]**. Je vous téléphone du Strategic Counsel, une entreprise nationale de recherche sur l'opinion publique, pour le compte du gouvernement du Canada.

Would you prefer to continue in English or French? / Préférez-vous continuer en français ou en anglais?  
**[CONTINUER DANS LA LANGUE PRÉFÉRÉE]**

### NOTER LA LANGUE ET CONTINUER

Anglais **REMERCIER ET CONCLURE**

Français **CONTINUER**

Nous organisons, pour le compte du gouvernement du Canada, une série de groupes de discussion vidéo en ligne afin d'explorer des questions d'actualité qui intéressent les Canadiens.

La rencontre prendra la forme d'une table ronde animée par un modérateur expérimenté. Les participants recevront un montant d'argent en remerciement de leur temps.

Votre participation est entièrement volontaire et toutes vos réponses seront confidentielles. Nous aimerions simplement connaître vos opinions : personne n'essaiera de vous vendre quoi que ce soit ou de promouvoir des produits. Notre rapport sur cette série de groupes de discussion n'attribuera aucun commentaire à une personne en particulier.

Avant de vous inviter à participer, je dois vous poser quelques questions qui nous permettront de former des groupes suffisamment diversifiés. Puis-je vous poser quelques questions?

Oui **CONTINUER**

Non **REMERCIER ET CONCLURE**

### QUESTIONS DE SÉLECTION

1. Est-ce que vous ou une personne de votre ménage avez travaillé pour l'un des types d'organisations suivants au cours des cinq dernières années?

Une société d'études de marché  
**CONCLURE**

**REMERCIER ET**

Une agence de commercialisation, de marque ou de publicité  
**CONCLURE**

**REMERCIER ET**

Un magazine ou un journal  
**CONCLURE**

**REMERCIER ET**

Un ministère ou un organisme gouvernemental fédéral, provincial ou territorial  
**CONCLURE**

**REMERCIER ET**

Un parti politique	<b>REMERCIER ET</b>
<b>CONCLURE</b>	
Dans les relations publiques ou les relations avec les médias	<b>REMERCIER ET</b>
<b>CONCLURE</b>	
Dans le milieu de la radio ou de la télévision	<b>REMERCIER ET</b>
<b>CONCLURE</b>	
Non, aucune de ces réponses	<b>CONTINUER</b>

1a. **POUR TOUS LES LIEUX** : Êtes-vous un ou une employé(e) retraité(e) du gouvernement du Canada?

- Oui **REMERCIER ET CONCLURE**  
 Non **CONTINUER**

2. Dans quelle ville habitez-vous?

LIEU	VILLES	
Montréal	Montréal <b>LES PARTICIPANTS DOIVENT RÉSIDER DANS LESDITS CENTRES.</b>	<b>CONTINUER – GROUPE 3</b>
Villes de taille moyenne et petites villes – Québec	Villes de taille moyenne : 100 000 à 300 000 habitants Petites villes : 25 000 à 100 000 habitants <b>ASSURER UNE BONNE REPRÉSENTATION DES VILLES DANS CHAQUE LIEU.</b>	<b>CONTINUER – GROUPE 5</b>
Région métropolitaine de Montréal	Montréal, Laval, Longueuil, Terrebonne, Brossard, Repentigny, Saint-Jérôme, Blainville, Mirabel, Dollard-des-Ormeaux, etc. <b>ASSURER UNE BONNE REPRÉSENTATION DES VILLES DANS CHAQUE LIEU.</b>	<b>CONTINUER – GROUPE 10</b>
Communautés rurales – Québec	Moins de 25 000 habitants Non adjacentes à de grands centres (comme les régions métropolitaines de recensement de Montréal ou de Québec) <b>ASSURER UNE BONNE REPRÉSENTATION DES VILLES DANS CHAQUE LIEU.</b>	<b>CONTINUER – GROUPE 12</b>
Autre lieu	-	<b>REMERCIER ET CONCLURE</b>
<b>RÉPONSE SPONTANÉE</b> Préfère ne pas répondre	-	<b>REMERCIER ET CONCLURE</b>

2a. Depuis combien de temps habitez-vous à [INSÉRER LE NOM DE LA VILLE]?

Moins de deux ans	<b>REMERCIER ET CONCLURE</b>
Deux ans ou plus	<b>CONTINUER</b>
Ne sais pas/Préfère ne pas répondre	<b>REMERCIER ET CONCLURE</b>

**ASSURER UNE BONNE REPRÉSENTATION EN FONCTION DU NOMBRE D'ANNÉES DE RÉSIDENCE DANS LA VILLE. PAS PLUS DE DEUX PAR GROUPE DOIVENT Y VIVRE DEPUIS MOINS DE 5 ANS.**

3. **DEMANDER SEULEMENT POUR LE GROUPE 5** Recevez-vous actuellement la Prestation canadienne d'urgence (PCU) du gouvernement du Canada?

Oui **CONTINUER**

Non **REMERCIER ET CONCLURE**

Ne sais pas/Préfère ne pas répondre **REMERCIER ET CONCLURE**

- 3a. **DEMANDER SEULEMENT POUR LE GROUPE 5** Quand avez-vous fait votre première demande de Prestation canadienne d'urgence (PCU)?

En avril **CONTINUER**

En mai **CONTINUER**

Ne sais pas/Préfère ne pas répondre **CONTINUER**

4. **DEMANDER SEULEMENT POUR LE GROUPE 10** Depuis combien d'années habitez-vous au Canada?

Moins de 5 ans	<b>AFFECTER AU GROUPE 10</b>
5 ans à moins de 10 ans	
10 ans à moins de 20 ans	<b>REMERCIER ET CONCLURE</b>
20 ans à moins de 30 ans	
30 ans ou plus	
Ne sais pas/Préfère ne pas répondre	

**ASSURER UNE BONNE REPRÉSENTATION DES « MOINS DE 5 ANS » ET DES « 5 ANS À MOINS DE 10 ANS ».**

5. Seriez-vous prêt/prête à m'indiquer votre tranche d'âge dans la liste suivante?

Moins de 18 ans	<b>SI POSSIBLE, DEMANDER À PARLER À UNE PERSONNE DE 16 ANS OU PLUS ET REFAIRE L'INTRODUCTION. SINON, REMERCIER ET CONCLURE.</b>
18 à 24	<b>+ MONTRÉAL = REMERCIER ET CONCLURE SINON, CONTINUER</b>
25 à 34	
35 à 44	
45 à 54	
55 ans ou plus	<b>+ MONTRÉAL = GROUPE 3 (AÎNÉS) TOUS LES AUTRES LIEUX, CONTINUER</b>

<b>RÉPONSE SPONTANÉE</b> Préfère ne pas répondre	<b>REMERCIER ET CONCLURE</b>
---	------------------------------

**ASSURER UNE BONNE REPRÉSENTATION DES ÂGES DANS CHAQUE GROUPE.**

6. **[NE PAS DEMANDER] Sexe NOTER SELON VOTRE OBSERVATION.**

Homme

Femme

**ASSURER UNE PROPORTION ÉGALE D'HOMMES ET DE FEMMES DANS CHAQUE GROUPE.**

7. Est-ce que vous connaissez le concept du « groupe de discussion »?

Oui **CONTINUER**

Non **EXPLIQUER QUE** : « un groupe de discussion se compose de six à huit participants et d'un modérateur. Au cours d'une période de deux heures, les participants sont invités à discuter d'un éventail de questions reliées au sujet abordé ».

8. Dans le cadre du groupe de discussion, on vous demandera de prendre une part active à la conversation. Dans quelle mesure êtes-vous à l'aise pour exprimer vos opinions en public?

Très à l'aise

Assez à l'aise

Assez mal à l'aise

Très mal à l'aise

**REMERCIER ET CONCLURE**

**REMERCIER ET CONCLURE**

9. Étant donné que ce groupe se réunira en ligne, vous aurez besoin, pour participer, d'un accès Internet haut débit et d'un ordinateur muni d'une caméra Web, d'un microphone et d'un haut-parleur en bon état de marche. **CONFIRMER LES POINTS CI-DESSOUS. METTRE FIN À L'APPEL SI NON À L'UN DES TROIS.**

Le participant a accès à Internet haut débit

Le participant a un ordinateur avec caméra Web

10. Au cours de la discussion, vous pourriez devoir lire ou visionner du matériel affiché à l'écran, ou faire des exercices en ligne comme ceux qu'on trouve dans les sondages. On vous demandera aussi de participer activement à la discussion en ligne à l'aide d'une caméra Web. Pensez-vous avoir de la difficulté, pour une raison ou une autre, à lire les documents ou à participer à la discussion par vidéo?

**CONCLURE L'ENTRETIEN SI LE RÉPONDANT SIGNALE UN PROBLÈME DE VISION OU D'AUDITION, UN PROBLÈME DE LANGUE PARLÉE OU ÉCRITE, S'IL CRAINT DE NE POUVOIR COMMUNIQUER EFFICACEMENT, SI L'UTILISATION D'UNE CAMÉRA WEB LUI POSE PROBLÈME, OU SI VOUS, EN TANT QU'INTERVIEWEUR, AVEZ DES DOUTES QUANT À SA CAPACITÉ DE PARTICIPER EFFICACEMENT AUX DISCUSSIONS.**

11. Avez-vous déjà participé à un groupe de discussion, à une entrevue ou à un sondage organisé à l'avance en contrepartie d'une somme d'argent?

Oui **CONTINUER**

Non **PASSER À LA Q.15**

12. À quand remonte le dernier groupe de discussion auquel vous avez participé?

À moins de six mois, **REMERCIER ET CONCLURE**

À plus de six mois, **CONTINUER**

13. À combien de groupes de discussion avez-vous participé au cours des cinq dernières années?

0 à 4 groupes, **CONTINUER**

5 groupes ou plus **REMERCIER ET CONCLURE**

14. Et sur quels sujets portaient-ils?

**METTRE FIN À L'ENTRETIEN SI LES SUJETS ÉTAIENT LES MÊMES OU SEMBLABLES**

#### **CRITÈRES DE RECRUTEMENT SUPPLÉMENTAIRES**

Il me reste quelques dernières questions avant de vous donner les détails du groupe de discussion, comme l'heure et la date.

15. Quel est le niveau de scolarité le plus élevé que vous avez atteint?

École primaire

Études secondaires partielles

Diplôme d'études secondaires ou l'équivalent

Certificat ou diplôme d'apprenti inscrit ou d'une école de métiers

Certificat ou diplôme d'un collège, cégep ou autre établissement non universitaire

Certificat ou diplôme universitaire inférieur au baccalauréat

Baccalauréat

Diplôme d'études supérieur au baccalauréat

**RÉPONSE SPONTANÉE** : Préfère ne pas répondre

**ASSURER UN BON MÉLANGE.**

16. Laquelle des catégories suivantes décrit le mieux le revenu annuel total de votre ménage en 2019— c'est-à-dire le revenu cumulatif de l'ensemble des membres de votre ménage avant impôt?

Moins de 20 000 \$

20 000 \$ à moins de 40 000 \$

40 000 \$ à moins de 60 000 \$

60 000 \$ à moins de 80 000 \$

80 000 \$ à moins de 100 000 \$

100 000 \$ à moins de 150 000 \$

150 000 \$ ou plus

**RÉPONSE SPONTANÉE** : Préfère ne pas répondre

**ASSURER UN BON MÉLANGE.**



17. La discussion sera enregistrée sur bandes audio et vidéo, strictement aux fins de la recherche. Les enregistrements aideront nos chercheurs à rédiger leur rapport. Est-ce que vous consentez à ce qu'on vous enregistre sur bandes audio et vidéo?

Oui

Non **REMERCIER ET CONCLURE**

#### INVITATION

J'aimerais vous inviter à ce groupe de discussion en ligne, qui aura lieu le **[DONNER LA DATE ET L'HEURE EN FONCTION DU N° DE GROUPE INDIQUÉ DANS LE TABLEAU, PAGE 1]**. La discussion durera deux heures et vous recevrez 90 \$ pour votre participation. Ce montant vous sera envoyé par transfert électronique après la tenue du groupe de discussion.

Veillez noter que des observateurs du gouvernement du Canada pourraient être présents au groupe et que la discussion sera enregistrée sur bande vidéo. En acceptant de participer, vous donnez votre consentement à ces modalités.

Est-ce que vous accepteriez de participer?

Oui

**CONTINUER**

Non

**REMERCIER ET CONCLURE**

Puis-je avoir votre nom complet, le numéro de téléphone où vous êtes le plus facile à joindre et votre adresse électronique, si vous en avez une, pour vous envoyer les détails au sujet du groupe?

**Nom :**

**Numéro de téléphone :**

**Adresse courriel :**

Vous recevrez un courrier électronique du **Strategic Counsel** expliquant comment rejoindre le groupe en ligne. Si la connexion au système vous pose des difficultés, veuillez en aviser notre équipe de soutien technique à : [support@thestrategiccounsel.com](mailto:support@thestrategiccounsel.com).

Nous vous prions de vous mettre en ligne au moins 15 minutes avant l'heure prévue, afin d'avoir le temps de vous installer et d'obtenir l'aide de notre équipe de soutien en cas de problèmes techniques.

Vous pourriez devoir lire des documents au cours de la discussion. Si vous utilisez des lunettes, assurez-vous de les avoir à portée de main durant la rencontre. Vous aurez également besoin d'un stylo et de papier pour prendre des notes.

Ce rendez-vous est un engagement ferme. Si vous pensez ne pas pouvoir participer pour des raisons personnelles ou professionnelles, veuillez m'en aviser dès maintenant et nous conserverons votre nom pour une étude ultérieure. Enfin, si jamais vous n'êtes pas en mesure de participer, veuillez nous prévenir le plus rapidement possible au **[1-800-xxx-xxxx]** pour que nous puissions trouver quelqu'un pour vous remplacer.

Merci de votre temps.

**RECRUTEMENT FAIT PAR :** \_\_\_\_\_

**DATE DU RECRUTEMENT :** \_\_\_\_\_

## Annexe B – Guides du modérateur

# Guide du modérateur, version anglaise

## MODERATOR'S GUIDE – June 2020

### **INTRODUCTION (10 minutes) ALL LOCATIONS**

- Moderator or technician should let participants know that they will need pen and paper in order to take some notes, jot down some thoughts around some material that we will show them later in the discussion.

### **CORONAVIRUS IN THE NEWS (5-15 minutes) ALL LOCATIONS**

- What have you heard about the coronavirus or COVID-19 in the last few days?
  - **ASK IN ALL LOCATIONS EXCEPT RURAL QUEBEC** Where are you hearing about it?
  - **ASK IN ALL LOCATIONS EXCEPT RURAL QUEBEC** Have you heard anything else about how the Government of Canada has responded?
- **ASK IN ALL LOCATIONS EXCEPT RURAL QUEBEC** Do you think that, to date, the government has responded to the COVID-19 pandemic appropriately? Why/ why not? [MODERATOR NOTE: TAKE TIME TO ALLOW RESPONDENTS TO CONSIDER ANSWERS]
- **ASK IN ALL LOCATIONS EXCEPT RURAL QUEBEC** What else, if anything, should the Government of Canada be doing at this time in response to the pandemic?

### **BEHAVIOUR (15-30 minutes) ALL LOCATIONS EXCEPT RURAL QUEBEC**

- [Insert Province/Location] is starting to reopen a bit. What things are opening up in your community? **MOVE QUICKLY THROUGH THIS QUESTION.**
  - How do you feel about that?
    - Have you changed your behaviour in the last few weeks?
      - What have you done? (*Probe for starting to go out more, visit people more, run more errands, letting kids visit friends, use public transit, etc.*)
      - If yes: why are you doing these things more?
      - If no: why haven't you changed your behaviour?

### **ASK GTA/VANCOUVER PARENTS**

- Imagine you were speaking to a friend or relative who does not have any children.

- What would you tell them about the experience of being a parent during the COVID-19 pandemic?
- What three words best describe being a parent during the COVID-19 pandemic? Please elaborate.
- Has your relationship with your child/children changed since the start of the COVID-19 pandemic?
  - If so, what has changed?
- How do you feel about the COVID-19 restrictions that are currently in place?
- As parents with children at home, what has it been like trying to keep from getting sick with COVID-19?
- As COVID-19 restrictions continue to lift in the coming weeks and months, how do you feel about your ability to keep your child/children safe?
- Have your kids changed their behaviour in the last few weeks?
  - What have they done? (*Probe for starting to go out more, have friends over, visit friends, etc.*)
- **ASK ONLY IN GTA PARENTS** How have you talked to your children about the issues/challenges related to the pandemic?
- **ASK ONLY IN GTA PARENTS** As a parent, what kind of assistance would help you? Probe for: advice or tools to help with children's education, tips on talking to your children about social distancing, keeping children entertained/busy. Anything else?
- **ASK ONLY IN GTA PARENTS** What's the best way of connecting with you to share this information/advice? For young people (like your children), what's the best way of talking to them about the importance of social distancing? Probe for: messages, tone and channels.

**ASK MONTREAL/ON MAJOR CENTRES SENIORS**

- Imagine you were speaking to a friend or relative who was in their twenties. What would you tell them about your experience living through the COVID-19 pandemic?
- During the COVID-19 pandemic, Canadians over the age of 55 have been called a particularly "vulnerable" population.
  - Does that label resonate with you? Why or why not?

- Thinking about how your behaviour and habits have or haven't changed because of COVID-19:
  - What has been most challenging for you?
  - What has been easier than you expected?

**ECONOMIC IMPACTS OF THE CORONAVIRUS (45-60 minutes)** ASK IN GTA PARENTS, AB CERB RECIPIENTS, MONTREAL SENIORS, ON MAJOR CENTRES, QC CERB RECIPIENTS, VANCOUVER PARENTS, ON MID-SIZED CENTRES, NORTHERN PRAIRIES, VICTORIA/NANAIMO, GMA NEWCOMERS

- Have you heard about anything the Government of Canada has done to combat the economic impact of COVID-19?

**ASK GTA PARENTS, AB CERB RECIPIENTS, MONTREAL SENIORS**

- **DO NOT ASK ABOUT CERB IN AB CERB GROUP** Prior to this group, had you heard anything about the new Canada Emergency Response Benefit introduced by the federal government as a response to the COVID-19 outbreak? (show of hands)
  - What have you heard about it?
- Prior to this group, had you heard anything about the new wage subsidy introduced by the federal government as a response to the COVID-19 outbreak? (show of hands)
  - What have you heard about it?
- PROMPT AS NECESSARY: Have you heard anything about support for seniors?
  - What have you heard about it?

**ASK AB/QC CERB RECIPIENTS**

**CLARIFY AS NECESSARY**

CERB: Canadians who have stopped working because of COVID-19 may be eligible for \$500 a week for up to 16 weeks.

- All of you are currently receiving the Canada Emergency Response Benefit (CERB). What do you think about this benefit?
- What three words best describe your experience of receiving the Canadian Emergency Response Benefit? Please elaborate.
- How do you feel to be receiving the Canadian Emergency Response Benefit?
- Since you began receiving the Canadian Emergency Response Benefit, has there been any change in your motivation to find a new job? How so?
- Is the \$500/week enough, too much or too little? What makes you say that?
- Is it fair that everyone receives the same amount?

- How long do you think this benefit should stay in place? What makes you say that?
- **ASK AB CERB RECIPIENTS GROUP** Anyone receiving CERB who is not eligible will have this money clawed back next year when they file their taxes. Are you confident that you are eligible, or do you worry that you do not actually qualify and are mistakenly receiving this benefit?
- **REVISED QUESTION IN QC CERB GROUP** Anyone receiving CERB who is not eligible will have this money clawed back next year when they file their taxes. Was this clear to you when you applied? You are all receiving the CERB in this group. Do any of you have any doubts as to whether you are or are not eligible to receive it? How concerned are you about the possibility that the government will recover all of the CERB payments you received, if they deem that you did not qualify to receive them?

**CLARIFY AS NECESSARY**

Wage subsidy: Canadian employers whose business has been affected by COVID-19 may be eligible for a subsidy of 75% of employee wages for up to 12 weeks, retroactive from March 15, 2020, to June 6, 2020.

- **ASK IN GTA PARENTS, AB CERB RECIPIENTS, MONTREAL SENIORS** Do you think the GC needs to be doing more to encourage businesses to hire people back, or is the wage subsidy enough?

**ASK AB/QC CERB RECIPIENTS**

- What do you think about this benefit (the CEWS)?
- Is 75% of employee wages enough, too much or too little? What makes you say that?
- How long do you think this benefit should stay in place? What makes you say that?

**ASK MONTREAL/ON MAJOR CENTRES SENIORS**

**CLARIFY AS NECESSARY**

The Government of Canada announced a one-time payment to eligible seniors to offset any increased living expenses they have incurred as a result of the COVID-19 pandemic. Seniors eligible for the Old Age Security (OAS) pension will receive \$300, and those eligible for the Guaranteed Income Supplement (GIS) will receive \$200. Anyone who receives both the OAS pension and the GIS will be eligible for both payments for a total one-time payment of \$500.

- Do you think this is a fair payment to deal with any increased living expenses for seniors? Why/why not?
- Have your living expenses gone up, down, or been unaffected? How so?
- Some low-income seniors receive over \$1,500 per month in federal government support, when combining OAS, GIS and the GST/HST credit. Additionally, some low-income individuals are eligible for the one-time special GST/HST credit payment (roughly \$400) as part of the

Government of Canada's response to the COVID-19 pandemic. Now that I have provided some more information about federal government support to seniors, does this change how anyone feels about this one-time OAS and GIS payment (i.e. up to \$500)?

**ASK IN GTA PARENTS, AB CERB RECIPIENTS, MONTREAL SENIORS**

- Which of the following do you think is the best approach (by show of hands):
  - The Government of Canada should be doing more to help people than they are now, even if it means a larger deficit than what is currently projected
  - The Government of Canada should continue with current levels of support that are being offered through programs like the CERB and CEWS
  - The Government of Canada should try to reduce spending, even though it means scaling back some of these programs
  
- The various measures the Government of Canada is implementing are estimated to cost billions of dollars and the Parliamentary Budget Officer has estimated that this will result in a much higher federal budget deficit. Does this concern anyone? Do you think that the federal government is spending too much money on measures in response to COVID-19?
  - Is anyone concerned about the long-term impact of the larger deficit?
  
- Do you think the economy will bounce back at full speed after everything has reopened? Why/why not?
  - IF YES: How long do you think it will take to fully bounce back? (i.e., months, year, more than a year?)
  - How long do you think programs like the CERB and CEWS, should stay in place? (another 2 months, 6 months, a year, etc.?)
  
- When you hear people talking about whether the Government of Canada needs to stimulate the economy, what does the term "economic stimulus" mean to you? For example, what kinds of things come to mind, if anything, when you hear this term? Probe for:
  - Should the Government of Canada be spending more to help stimulate economic recovery? If so, how?
    - PROBE AS NEEDED: do you think the government should do something like traditional stimulus programs, such as infrastructure spending or do you think the government should have programs such as providing money to Canadians to spend, given the type of recession this is?

**ASK IN ON MAJOR CENTRES, QC CERB RECIPIENTS, VANCOUVER PARENTS, ON MID-SIZED CENTRES, NORTHERN PRAIRIES, VICTORIA/NANAIMO**

- Have you heard anything about the Government of Canada’s safe restart agreement?
  - IF YES: What have you heard?

CLARIFY AS NECESSARY

The Government of Canada announced that it is providing \$14 billion to the provinces and territories to help them reopen their economies.

I’m now going to show you some of the things this money could help pay for. **SHOW OPTIONS ON SCREEN.**

- Child care so that parents can go back to work
  - Core services such as public transit
  - Guaranteeing all workers at least two weeks of paid sick leave
  - Improving testing and tracing capacity
  - Improving the state of long-term care
  - More personal protective equipment (PPE) for businesses
  - More personal protective equipment (PPE) for front-line health care workers
- **POLL:** I’m going to show you a poll. I’d like you to select which of these, if any, is the most important (participants to select 2-3 choices max).

**MODERATOR TO SHOW POLL (IMPORTANT). MODERATOR TO REVIEW SELECTIONS.**

- Are any of these unclear or confusing? IF YES: How so?
- **ASK ONLY IN ON MAJOR CENTRES, QC CERB RECIPIENTS, VANCOUVER PARENTS** I’d like to focus on this one “guaranteeing all workers at least two weeks of paid sick leave”? What do you think of that? Do you think it’s a good or a bad use of the money? Why/why not?
  - **PROMPT AS NECESSARY:** One of the reasons some suggest that workers should have at least two weeks of paid sick leave is that that means they are able to stay home if they have COVID symptoms. What do you think of that?
- Are there any other things you think should be added to the list?

**ASK IN GTA PARENTS, AB CERB RECIPIENTS, MONTREAL SENIORS, ON MAJOR CENTRES, QC CERB RECIPIENTS, VANCOUVER PARENTS**

- I’m now going to show you a few different terms to describe the economy. I’d like you to read it individually and then we’ll discuss. **SHOW OPTIONS ON SCREEN.**
  - Recovery
  - Restart
  - New start



- **POLL:** I'm going to show you a poll. I'd like you to select which of these best describes the phase we're in right now when it comes to the economy (participants to select 1 ONLY).  
**MODERATOR TO SHOW POLL (BEST DESCRIBES CURRENT ECONOMY). MODERATOR TO REVIEW SELECTIONS.**

PROMPT AS NECESSARY:

- When you think of recovery or restart or new start, what do you picture?
  - When we talk about the economy, do see a difference between "recovery" and "restart", or do these mean the same thing to you?
    - IF SAY DIFFERENCE: what is the difference between the two?
  - How long do you think the phase we're in will last? For example, for those of you who describe the economy as being in "recovery" - how long do you think recovery is going to take?
    - I'm now going to show you a few different terms to describe the type of economy we could be aiming for. I'd like you to read it individually and then we'll discuss. **SHOW OPTIONS ON SCREEN.**
  - Future-proof economy
  - IN GTA PARENTS, AB CERB RECIPIENTS, MONTREAL SENIORS, ON MAJOR CENTRES, QC CERB RECIPIENTS, VANCOUVER PARENTS ONLY Green economy  
REVISED IN ON MID-SIZED CENTRES, NORTHERN PRAIRIES, VICTORIA/NANAIMO, GMA NEWCOMERS Greener economy
  - Healthy economy
  - IN GTA PARENTS, AB CERB RECIPIENTS, MONTREAL SENIORS, ON MAJOR CENTRES, QC CERB RECIPIENTS, VANCOUVER PARENTS ONLY Modern economy/  
REVISED IN ON MID-SIZED CENTRES, NORTHERN PRAIRIES, VICTORIA/NANAIMO, GMA NEWCOMERS Innovative economy
  - Resilient economy
  - Strong economy
- **POLL:** I'm going to show you a poll. I'd like you to select which of these represents the type of economy we should be aiming for (participants to select up to 2).  
**MODERATOR TO SHOW POLL (BEST DESCRIBES ECONOMY AIMING FOR). MODERATOR TO REVIEW SELECTIONS; ASK WHY THEY PICKED THESE ONES.**
  - And what does "resilient" mean to you in this context?
  - ASK IN ON MID-SIZED CENTRES, NORTHERN PRAIRIES, VICTORIA/NANAIMO, GMA NEWCOMERS And what does a "healthy economy" mean to you?

- *IF NOT SELECTED*: why did you not select this as the type of economy we could be aiming for?

#### ASK IN GTA PARENTS, AB CERB RECIPIENTS, MONTREAL SENIORS

- When thinking about the type of economy we should be aiming for, what does “future proof” mean to you?
- Do you think the Government of Canada should focus on trying to get the economy back to where it was, or do you think this presents an opportunity to build a different type of economy than what we had before?
- For those who feel this represents an opportunity to build a different type of economy, what would this economy look like?
  - PROMPT AS NECESSARY: Would it have a greater focus on the environment or climate change? Why/why not? IF YES: How so?
  - PROBE AS NEEDED: for example direct investments in “green” clean technology, innovation and jobs to help stimulate economic recovery, or expanded access to government funds for businesses that invest in these areas.
  - PROMPT AS NECESSARY: Would it have a greater focus on quality of life? How so?
- Thinking about getting the economy up and running, and getting people back to work, what other challenges resulting from COVID-19 do you feel will need to be addressed?
  - PROMPT AS NEEDED: Public transit, child care, etc.
- And are there any other issues that have arisen, or come to light, as a result of COVID-19 that you think need to be addressed? They could be economic, social, etc. in nature.
  - PROMPT AS NEEDED: long-term care, mental health/anxiety/stress, etc.

#### COVID BRAND CONCEPTS (45 minutes) MAJOR CENTRES ATLANTIC CANADA AND RURAL QUEBEC

We are now going to review a series of images for three creative concepts that may be used by the Government of Canada to inform Canadians about things related to COVID-19. For each concept, we’ll look at examples of how 3 different ads could be crafted using this same “look”. Once we go through each of the examples for one concept, we will discuss what we think about the concept before moving on to the alternate version.

#### ORDER OF TESTING:

Major Centres Atlantic Canada: A ,B, C

Rural Quebec: B, C, A

#### CONCEPT A

SHOW A1

Let's take a look at the first concept. There is one related to travel so this one would be displayed on Facebook to people who may have an interest in travelling – so for example, the ads could be displayed for those who live near airports. The others would be targeted to all Canadians and would be shown in newspapers or other print advertisements, or on billboards.

- Overall, what do you think of the look of these ads?
- Does it resonate with you? Why or why not?
- Would these ads stand out if you saw them on Facebook, in print, etc.?
- What do you like most about them? What do you like least?
- Do these ads all tie together, even though they are each providing different information? Why/why not?
- Do you have any other thoughts about what could make this concept more effective?

#### ALTERNATE VERSION

Let's take a look at these same ads but with a different look. The information for each is the same.

#### SHOW A2

- What are your initial thoughts of this version?
  - Do the different colours in the ads related to travel and masks change impact of the advertisement?
  - Did you notice any differences aside from the background colour? What did you notice?
- IF NOTICED ANY OTHER DIFFERENCES, ASK FOR EACH ONE: Which do you prefer? Why do you say that?

Now I'm going to show you smaller images of the 2 versions side by side.

#### SHOW A COMPARE

- Which version of this concept do you prefer? Why do you prefer this version?

#### REPEAT FOR CONCEPTS B AND C

CONCEPT B: B1, B2, B COMPARE

CONCEPT C: C1, C2, C COMPARE

#### HEAD TO HEAD

Now I'm going to show you a smaller image from each of the 3 concepts, along with the alternate versions of each. SHOW H2H

- **POLL:** I'm going to show you a poll. I'd like you to select which presentation style or "look" you feel is the most compelling (participants to select 1).  
**MODERATOR TO SHOW POLL (OVERALL PREFERENCE). MODERATOR TO REVIEW SELECTIONS AND DISCUSS PARTICIPANTS' CHOICES.**

#### **CONTACT TRACING APP (30 minutes) MAJOR CENTRES ATLANTIC CANADA AND RURAL QUEBEC**

- Has anyone heard of a national contact tracing app? What have you heard?

#### **CLARIFY AS NECESSARY**

The Government of Canada is developing a smartphone app that would notify you if you have been physically close to someone who has been diagnosed with COVID-19. If someone who has the app tests positive for COVID, they can enter that information in the app, and then the app will notify anyone else who has the app who that person has been in contact with recently. The data collected in this app would be anonymous. You would not know who the person was. You would only know approximately when you were near this person. This app is intended to help slow the spread by quickly letting people know if they may have been exposed so they can get tested or self-isolate and not transmit the virus to others.

- Do you think this app could be effective at slowing the spread of COVID-19?
- Would you download this app and use it once it becomes available in your province? Why or why not?

In order to protect privacy, the app would not store or share any location data from your phone. Instead, it will send coded signals via Bluetooth to other nearby phones. If someone is diagnosed with the virus, everyone who has received a signal from that person's phone via Bluetooth would be notified. This would however require that anyone using the app leave Bluetooth on when outside of their home in order for it to be effective.

#### **CLARIFY AS NECESSARY**

Bluetooth sends and receives radio waves and is designed for communicating over short distances. Typically, you might use it to link a hands-free headset to your cellphone so you can talk and drive safely at the same time, or to link to speakers to listen to music on your phone, and so on.

- Would you be willing to leave Bluetooth on in order for the app to be effective? Do you know how to do this?
- Does knowing that the app works through Bluetooth instead of tracking location data change whether you would be willing to use the app?
- What else would you want to know about the app before deciding if you will use it?

- **ASK ONLY IN MAJOR CENTRES ATLANTIC CANADA** I'm now going to show you a couple of potential names for the app. SHOW OPTIONS ON SCREEN.
  - COVID Alert
  - Stop COVID
- **ASK ONLY IN MAJOR CENTRES ATLANTIC CANADA** **POLL:** I'm going to show you a poll. I'd like you to select which of these, if any, you prefer.

**MODERATOR TO SHOW POLL. INCLUDE 'NEITHER' AS AN OPTION (PREFER). MODERATOR TO REVIEW SELECTIONS AND ASK WHY EACH WAS SELECTED.**

- IF ANYONE SELECTED NEITHER/MADE NO SELECTION: Why did you not select either option?
- Are either of these names unclear or confusing?
- What, if anything, would you add/change to either of the names? Could either of the names be improved?

**COVID AD TESTIMONIAL (25 minutes) RURAL QUEBEC**

We are now going to review a potential ad that is currently being developed by the Government of Canada that would inform Canadians or COVID-19. I will show you the video, and then we will discuss what we thought about it. Feel free to take notes to help you remember what you liked and didn't like about it.

You will notice that the ad is not in its finished form, so for example it still needs to be edited to be a shorter ad, there's no music, etc. Please keep this in mind as you are viewing the ad. [MODERATOR ASKS PARTICIPANTS TO MUTE PHONES AND TURN UP VOLUME ON LAP-TOP]

[SHOW VIDEO]

- What are your initial thoughts about this ad?
- What is the main message of this ad?
- Does this ad make you want to follow/keep following precautions? Why/why not?
- Which parts of the ad do you find the most impactful?
- Which parts do you find the least impactful?
- Is there anything you would change to make it more impactful?

**RACISM (15-50 minutes) ON MAJOR CENTRES, QC CERB RECIPIENTS, VANCOUVER PARENTS, ON MID-SIZED CENTRES, NORTHERN PRAIRIES, VICTORIA/NANAIMO, GMA NEWCOMERS**

- Have you heard anything about protests in the US? (NOTE: just get a quick sense of awareness, given time limitations)

- Do you think that the Government of Canada needs to do more to address racism in Canada? Why/why not?
  - **ASK IN QC CERB RECIPIENTS, VANCOUVER PARENTS** IF YES: To what extent is racism an issue in Canada?
    - Is it primarily an Indigenous issue or more widespread (i.e., anti-Black racism and racism against other visible minorities)?
  
- Some of the possible measures people have suggested that could make things better for visible minorities in Canada include (**SHOW OPTIONS ON SCREEN**):
  - Collecting better data about hate crimes and the conditions facing visible minorities in Canada
  - Increasing funding for anti-racism campaigns
  - Appointing more visible minority judges
  - **ADDED IN ON MID-SIZED CENTRES, NORTHERN PRAIRIES, VICTORIA/NANAIMO, GMA NEWCOMERS** Providing more training about racism to people in the justice system
  - Placing body cameras on police officers
  - **ADDED IN ON MID-SIZED CENTRES, NORTHERN PRAIRIES, VICTORIA/NANAIMO, GMA NEWCOMERS** Sending people convicted of possession of hard drugs to rehab rather than prison
  - **ADDED IN ON MID-SIZED CENTRES, NORTHERN PRAIRIES, VICTORIA/NANAIMO, GMA NEWCOMERS** Funding legal aid programs for vulnerable populations
  - Repealing mandatory minimum sentences
  
- **ON MAJOR CENTRES, QC CERB RECIPIENTS, VANCOUVER PARENTS** Is there anything on that list that you feel would make a big difference in reducing racial inequality in Canada?
  
- **ON MAJOR CENTRES, QC CERB RECIPIENTS, VANCOUVER PARENTS** Looking at the last one about mandatory minimum sentences: does anyone know what they are?
  
- **ASK IN ON MID-SIZED CENTRES, NORTHERN PRAIRIES, VICTORIA/NANAIMO, GMA NEWCOMERS**  
**POLL:** I'm going to show you a poll. I'd like you to select up to 3 things on this list that you think would make the biggest difference in reducing racial inequality in Canada. If you don't think any of these will make a difference, you can vote "none of the above". **MODERATOR TO SHOW POLL (BIGGEST DIFFERENCE). MODERATOR TO REVIEW SELECTIONS; DISCUSS INITIATIVES SELECTED THE MOST AND WHY THEY WERE SELECTED.**
  - Was there anything on this list you think is a BAD idea and should NOT be done?
  - A few of these measures are related to the Justice System. As you may know, Indigenous people, Black people, and some other minorities are over-represented in Canada's jails.

Do you think the justice system in Canada is unfair to these groups or are there other causes like poverty that explain this?

- *PROBE if unfair*: And is the problem more on the law enforcement side (e.g. police officers) or the sentencing side (judges and courts)? Or both?
- I want to talk more about one of the items on that list: does anyone know what mandatory minimum sentences are?

CLARIFY AS NECESSARY

There are various offences in the Canadian Criminal Code that carry a mandatory minimum penalty. **READ IN ON MAJOR CENTRES, QC CERB RECIPIENTS, VANCOUVER PARENTS** For example, some offences warrant at least a certain period of incarceration.

**REVISED IN ON MID-SIZED CENTRES, NORTHERN PRAIRIES, VICTORIA/NANAIMO, GMA NEWCOMERS** For example, there is a minimum period of jail time for murder, certain crimes involving firearms, and certain drug trafficking crimes. This means if you are guilty of these crimes, you get a minimum amount of jail time – but the judge can still give a longer sentence if the conditions warrant it.

- Do you think mandatory minimums make the Criminal Justice system more fair or less fair for visible minorities and vulnerable populations? Why/why not?
  - Let's think about certain offences, for example, what about firearms offences? Why/why not?
  - **ASK IN ON MAJOR CENTRES, QC CERB RECIPIENTS** What about impaired driving (e.g. for a second and subsequent conviction)? Why/why not?
  - **ASK IN ON MAJOR CENTRES, QC CERB RECIPIENTS** What about sexual offences involving children? Why/why not?
  - **ASK IN VANCOUVER PARENTS** What about drug trafficking? Why/why not?
  - **ASK IN ON MID-SIZED CENTRES, NORTHERN PRAIRIES, VICTORIA/NANAIMO, GMA NEWCOMERS** *PROBE* only if they say they are not sure and are having trouble weighing in – some people say they make the justice system more fair since they ensure everyone gets the same minimum sentence no matter their race or background. Other people say they're unfair because minorities are charged more often with these crimes.
- **ASK ON MAJOR CENTRES, QC CERB RECIPIENTS, VANCOUVER PARENTS** How would you feel if the Government of Canada repealed some mandatory minimums?
 

**REVISED IN ON MID-SIZED CENTRES, NORTHERN PRAIRIES, VICTORIA/NANAIMO, GMA NEWCOMERS** How would you feel if the Government of Canada repealed mandatory minimums for non-violent and non-sexual crimes?

  - **ASKED IN ON MID-SIZED CENTRES, NORTHERN PRAIRIES, VICTORIA/NANAIMO, GMA NEWCOMERS** What do you think would change if mandatory minimums were repealed for non-violent and non-sexual crimes? What would the impact be?
  - **ASKED IN ON MID-SIZED CENTRES, NORTHERN PRAIRIES, VICTORIA/NANAIMO, GMA NEWCOMERS** *PROBE*: This could include repealing mandatory minimums for drug

trafficking. How would you feel specifically about repealing mandatory minimums for this?

- **ASK ON MAJOR CENTRES, QC CERB RECIPIENTS, VANCOUVER PARENTS** What if the Government of Canada repealed some mandatory minimums, but also increased maximum sentences allowed for certain serious crimes?
  - What do you see as the benefits of this approach?
  - What are the drawbacks?
  - PROBE: This would give judges more discretion in sentencing. Do you see this as a good thing or a bad thing?
    - PROBE: Do you think judges would see increasing the maximum as a signal that they should hand out longer sentences?

**ASK IN MID-SIZED CENTRES, NORTHERN PRAIRIES, VICTORIA/NANAIMO, GMA NEWCOMERS**

- An argument in favour of repealing mandatory minimums is that they put too many people in jail. It costs the government over \$100,000 a year to keep someone in jail, and some people say that spending time in jail makes someone more likely to commit a crime in the future. Do you see this as a good reason to repeal some mandatory minimums?
- Studies have shown that mandatory minimums do little to deter crime. Do you see that as a good reason to repeal some mandatory minimums?
- How would you feel about the Government of Canada keeping mandatory minimums in place, but giving judges the ability to go below the minimum in exceptional circumstances? Do you think giving judges discretion to assign sentences less than the mandatory minimum in exceptional circumstances would be a good thing or a bad thing?
  - PROBE: Would you see this as any different than just repealing mandatory minimums altogether?
- What if the Government of Canada did the changes around mandatory minimums we talked about, but also increased maximum sentences allowed for certain serious crimes? How would you feel about that?
- We've talked a lot about mandatory minimums. To wrap up the discussion, how much of a priority do you think changing laws around mandatory minimums is?
  - What is the best reason you can think of for repealing some mandatory minimums?
  - What is the best reason you can think of for NOT repealing some mandatory minimums?

**LOCAL CHALLENGES (5 minutes) NORTHERN PRAIRIES**



- I'd like to focus for a few minutes now on northern Prairie communities specifically, but thinking more broadly than COVID-19...
- Thinking about the past year, what, if anything, has the Government of Canada done for communities like yours?
- And what do you think the Government of Canada could do for northern Prairie communities?

**OTHER NEWS (5 minutes)** GTA PARENTS, AB CERB RECIPIENTS, MONTREAL SENIORS, ON MAJOR CENTRES, QC CERB RECIPIENTS, VANCOUVER PARENTS, MAJOR CENTRES ATLANTIC CANADA, RURAL QUEBEC

GTA PARENTS, AB CERB RECIPIENTS, MONTREAL SENIORS, ON MAJOR CENTRES, QC CERB RECIPIENTS, VANCOUVER PARENTS

- We've talked a lot about COVID-19 today. Have you heard any other Government of Canada news over the past few months?
  - FOR EACH NEWS ITEM MENTIONED: Have others of you heard about this? How do you feel about it?
- Most of the recent Government of Canada announcements have been about COVID-19 and people affected by the disease and economic fallout from it. What do you think about all of this focus on COVID-19 - do you think it's appropriate or do you think the Government of Canada has focussed too much on it? What other issues, if any, do you feel the government should be paying more attention to?

MAJOR CENTRES ATLANTIC CANADA, RURAL QUEBEC

- What other non-COVID related news have you heard from the Government of Canada?
  - Have you heard anything about Canada-China relations?
    - IF YES: How do you feel about how the Government of Canada is managing this issue? Is there anything else they should be doing?

**CONCLUSION (5 minutes)**

# Guide du modérateur, version française

## GUIDE DU MODÉRATEUR — JUIN 2020 DOCUMENT MAÎTRE

### **INTRODUCTION (10 minutes) TOUS LES LIEUX**

- Le modérateur ou la personne responsable du soutien technique doit faire savoir aux participantes et aux participants qu'un stylo et du papier seront nécessaires afin de prendre des notes et d'écrire quelques réflexions au sujet des pièces de communication que nous leur montrerons plus tard au cours de la discussion.

### **LE CORONAVIRUS DANS L'ACTUALITÉ (5-15 minutes) TOUS LES LIEUX**

- Qu'avez-vous entendu dire au sujet du coronavirus ou de la COVID-19 au cours des quelques derniers jours ?
  - **DEMANDER DANS TOUS LES LIEUX, SAUF QUÉBEC RURAL** Où en entendez-vous parler ?
  - **DEMANDER DANS TOUS LES LIEUX, SAUF QUÉBEC RURAL** Avez-vous entendu quoi que ce soit d'autre quant à la réponse du gouvernement du Canada ?
- Pensez-vous que, jusqu'à présent, le gouvernement a réagi de manière appropriée à la pandémie de COVID-19 ? Pourquoi ou pourquoi pas ? [NOTE À L'ATTENTION DU MODÉRATEUR : PRENDRE LE TEMPS DE PERMETTRE AUX RÉPONDANTES OU RÉPONDANTS DE RÉFLÉCHIR À LEURS RÉPONSES]
- **DEMANDER DANS TOUS LES LIEUX, SAUF QUÉBEC RURAL** Et qu'est-ce que le gouvernement du Canada devrait faire d'autre, le cas échéant, en réponse à la pandémie ?

### **COMPORTEMENT (15-30 minutes) TOUS LES LIEUX, SAUF QUÉBEC RURAL**

- [INSÉRER PROVINCE/LIEU] amorce peu à peu sa réouverture. Quelles choses sont en train de rouvrir dans votre collectivité ?
  - Que ressentez-vous par rapport à cela ?
- Avez-vous modifié votre comportement au cours de ces dernières semaines ?
  - Qu'avez-vous fait ? (Sonder : *commencer à sortir plus souvent, à rendre visite aux gens, à faire plus de courses, à laisser les enfants rendre visite à leurs amis, à utiliser les transports en commun, etc.*)

- Si oui : pourquoi faites-vous davantage ces choses ?
- Si non : pourquoi n'avez-vous pas changé votre comportement ?

#### DEMANDER DANS LES GROUPEs RGT ET VANCOUVER – PARENTS

- Imaginez que vous parlez à un ami ou à un membre de votre famille qui n'a pas d'enfants.
  - Que leur diriez-vous de l'expérience d'être parent pendant la pandémie de COVID-19 ?
- Quels sont les trois mots qui décrivent le mieux ce que c'est que d'être parent pendant la pandémie de COVID-19 ? Veuillez préciser.
- Est-ce que votre relation avec votre ou vos enfant(s) a changé depuis le début de la pandémie de COVID-19 ?
  - Si c'est le cas, qu'est-ce qui a changé ?
- Que pensez-vous des restrictions relatives à la COVID-19 qui sont actuellement en vigueur ?
- En tant que parents avec des enfants à la maison, ça ressemble à quoi tenter d'éviter de tomber malade avec la COVID-19 ?
- Alors que les restrictions relatives à la COVID-19 continuent d'être levées dans les semaines et les mois à venir, comment vous sentez-vous par rapport à votre capacité d'assurer la sécurité de votre enfant ou de vos enfants ?
- Est-ce que vos enfants ont changé de comportement au cours des dernières semaines ?
  - Qu'est-ce qu'ils ou elles ont fait ? (Sonder quant à ces éléments : ont commencé à sortir plus souvent ; ont invité des amis ; rendent visite aux ami(e)s, etc.)
- De quelle façon avez-vous parlé à vos enfants des enjeux et des défis liés à la pandémie ?
- **DEMANDER QUE DANS LE GROUPE RGT – PARENTS** En tant que parent, quel genre d'aide pourrait vous être utile ? Sonder : des conseils ou des outils pour vous aider dans l'apprentissage scolaire de vos enfants, des astuces sur la manière de parler à vos enfants de la distanciation sociale, la façon de divertir ou de garder les enfants occupés. Autre chose ?
- **DEMANDER QUE DANS LE GROUPE RGT – PARENTS** Quelle est la meilleure façon de vous joindre et de partager ces informations et conseils ? Pour les jeunes (comme vos enfants), quelle est la meilleure façon de leur parler de l'importance de pratiquer la distanciation sociale ? Sonder : les messages, le ton et les canaux.

#### DEMANDER DANS LE GROUPE MONTRÉAL – AÎNÉ(E)S

- Imaginez que vous parlez à un ou une ami(e), ou à un membre de votre famille qui a une vingtaine d'années. Que lui diriez-vous de votre expérience au cours de la pandémie de COVID-19 ?
- Pendant la pandémie de COVID-19, les Canadiens de plus de 55 ans ont été qualifiés de population particulièrement « vulnérable ».
  - Est-ce que cette étiquette a une résonance pour vous ? Pourquoi ou pourquoi pas ?
- Veuillez décrire comment votre comportement et vos habitudes ont ou n'ont pas changé à cause de la COVID-19.
  - Qu'est-ce qui fut pour vous le plus grand défi ?
  - Qu'est-ce qui a été plus facile que ce que vous attendiez ?

**LES IMPACTS ÉCONOMIQUES DU CORONAVIRUS (45-60 minutes)** DEMANDER DANS LES GROUPES RGT – PARENTS, AB – BÉNÉFICIAIRES DE LA PCU, MONTRÉAL – AÎNÉ(E)S, ON – GRANDS CENTRES, QC – BÉNÉFICIAIRES DE LA PCU, VANCOUVER – PARENTS, ON – CENTRES DE TAILLE MOYENNE, NORD DES PRAIRIES, VICTORIA ET NANAIMO, ET RGM – NOUVEAUX ARRIVANTS

- Avez-vous entendu parler de quoi que ce soit que le gouvernement du Canada a fait pour combattre l'impact économique de la COVID-19 ?

DEMANDER DANS LES GROUPES RGT – PARENTS, AB – BÉNÉFICIAIRES DE LA PCU, ET MONTRÉAL – AÎNÉ(E)S

- NE RIEN DEMANDER AU SUJET DE LA PCU DANS LE GROUPE AB – BÉNÉFICIAIRES DE LA PCU Avant ce groupe, aviez-vous entendu parler de la nouvelle Prestation canadienne d'urgence instaurée par le gouvernement fédéral en réponse à l'épidémie de COVID-19 ? (À main levée)
  - Qu'en avez-vous entendu dire ?
- Avant ce groupe, aviez-vous entendu parler de la nouvelle subvention salariale mise en place par le gouvernement fédéral en réponse à l'éclosion de la COVID-19 ? (À main levée)
  - Qu'en avez-vous entendu dire ?
- DEMANDER AU BESOIN : Avez-vous entendu parler d'aide pour les aînés ?
  - Qu'en avez-vous entendu dire ?

DEMANDER DANS LES GROUPES BÉNÉFICIAIRES DE LA PCU – AB ET QC

ÉCLAIRCISSEMENT AU BESOIN POUR TOUS LES GROUPES

PCU : Les Canadiens qui ont cessé de travailler en raison de la COVID-19 pourraient avoir droit à 500 \$ par semaine pendant un maximum de 16 semaines.

- Vous recevez toutes et tous actuellement la prestation canadienne d'urgence (PCU). Que pensez-vous de cette prestation ?
- Quels sont les trois mots qui décrivent le mieux votre expérience en tant que bénéficiaire de la Prestation canadienne d'urgence ? Veuillez préciser.
- Que ressentez-vous quant à recevoir la prestation canadienne d'urgence ?
- Depuis que vous avez commencé à recevoir la Prestation canadienne d'urgence, est-ce que votre motivation à trouver un nouvel emploi a changé ? De quelle façon ?
- Est-ce que les 500 \$ par semaine sont suffisants, trop ou pas assez ? Qu'est-ce qui vous fait dire cela ?
- Est-il juste que tout le monde reçoive le même montant ?
- Combien de temps pensez-vous que cette prestation devrait être gardée en place ? Qu'est-ce qui vous fait dire cela ?
- **DEMANDER DANS LE GROUPE AB – BÉNÉFICIAIRES DE LA PCU** Toute personne recevant la PCU qui n'y est pas admissible verra cet argent récupéré l'année prochaine lors de la production de sa déclaration de revenus. Êtes-vous confiant d'y être admissible, ou craignez-vous de ne pas y avoir droit et que vous recevez cette prestation par erreur ?  
**QUESTION MODIFIÉE DANS LE GROUPE QC – BÉNÉFICIAIRES DE LA PCU** Toute personne recevant la PCU qui n'y est pas admissible verra cet argent récupéré l'année prochaine lors de la production de sa déclaration de revenus. Est-ce que cela était clair lorsque vous avez fait votre demande ? Vous recevez toutes et tous la PCU dans ce groupe. Y en a-t-il parmi vous qui ont des doutes quant à votre admissibilité à la recevoir ? Dans quelle mesure êtes-vous préoccupés par la possibilité que le gouvernement recouvre tous les paiements de PCU que vous avez reçus, s'il estime que vous n'étiez pas admissibles à les recevoir ?

#### **ÉCLAIRCISSEMENT AU BESOIN**

Subvention salariale : Les employeurs canadiens dont l'entreprise a été touchée par la COVID-19, peuvent être admissibles à une subvention de 75 % du salaire des employés pour une période allant jusqu'à 12 semaines, et ce, rétroactivement du 15 mars 2020 au 6 juin 2020.

- **DEMANDER DANS LES GROUPES RGT – PARENTS, AB – BÉNÉFICIAIRES DE LA PCU, ET MONTRÉAL – AÎNÉ(E)S** Pensez-vous que le gouvernement du Canada doit en faire davantage pour encourager les entreprises à réembaucher les gens, ou est-ce que la subvention salariale est suffisante ?

**DEMANDER DANS LES GROUPES BÉNÉFICIAIRES DE LA PCU – AB ET QC**

- Que pensez-vous de cette prestation (la SSUC) ?
- Est-ce que 75 % des salaires des employés est suffisant, trop ou trop peu ? Qu'est-ce qui vous fait dire cela ?
- Combien de temps pensez-vous que cette prestation devrait être gardée en place ? Qu'est-ce qui vous fait dire cela ?

**DEMANDER DANS LES GROUPES MONTRÉAL – AÎN(É)ES ET ON – GRANDS CENTRES**

ÉCLAIRCISSEMENT AU BESOIN

Le gouvernement du Canada a annoncé un paiement unique aux aînés qui se qualifient afin de compenser toute augmentation des frais de subsistance qu'ils ont engagés en raison de la pandémie de COVID-19. Les personnes âgées prestataires de la Sécurité de la vieillesse (SV) recevront 300 \$, et celles qui sont admissibles au Supplément de revenu garanti (SRG) recevront 200 \$. Toute personne qui reçoit à la fois la prestation de la Sécurité de la vieillesse (SV) et le Supplément de revenu garanti (SRG) aura droit aux deux versements, un montant totalisant 500 \$, payable en un versement unique.

- Pensez-vous qu'il s'agit d'un paiement équitable pour pallier l'augmentation des frais de subsistance que doivent assumer les personnes âgées ? Pourquoi ou pourquoi pas ?
- Est-ce que vos frais de subsistance ont augmenté, diminué ou n'ont pas été affectés ? Comment se fait-il ?
- Certaines personnes âgées à faible revenu reçoivent plus de 1 500 \$ par mois en aide du gouvernement fédéral, si l'on combine la SV, le SRG et le crédit pour la TPS/TVH. De plus, certaines personnes à faible revenu ont droit au versement unique supplémentaire du crédit pour la TPS/TVH (environ 400 \$) dans le cadre de la réponse du gouvernement du Canada à la pandémie de COVID-19. Maintenant que je viens de vous donner plus d'informations sur le soutien du gouvernement fédéral aux personnes âgées, est-ce que cela change ce que certains d'entre vous pensent de ce paiement unique de la SV et du SRG (soit jusqu'à 500 \$) ?

**DEMANDER DANS LES GROUPES RGT – PARENTS, AB – BÉNÉFICIAIRES DE LA PCU, ET MONTRÉAL – AÎNÉ(E)S**

- Selon vous, quelle est la meilleure approche (à main levée) :
  - Le gouvernement du Canada devrait en faire davantage pour aider les gens que ce dont il fait actuellement, même si cela signifie un déficit plus important que ce qui est actuellement prévu.
  - Le gouvernement du Canada devrait maintenir les niveaux actuels de soutien offerts par des programmes tels que la PCU et la SSUC.
  - Le gouvernement du Canada devrait tenter de réduire les dépenses, même si cela implique de réduire certains de ces programmes.
  
- Les différentes mesures mises en place par le gouvernement du Canada sont évaluées à des milliards de dollars et le directeur parlementaire du budget prévoit que cela entraînera un déficit budgétaire fédéral beaucoup plus important. Est-ce que quelqu'un est préoccupé par cela ? Pensez-vous que le gouvernement fédéral dépense trop d'argent pour les mesures prises en réaction à la COVID-19 ?
  - Y a-t-il quelqu'un qui s'inquiète de l'impact à long terme lié à un déficit plus important ?
  
- Pensez-vous que l'économie va retrouver sa pleine vigueur au terme de la réouverture ? Pourquoi ou pourquoi pas ?
  - SI OUI : Combien de temps pensez-vous qu'il faudra pour que l'économie se rétablisse complètement ? (c.-à-d., nombre de mois, une année, plus d'un an ?)
  - Combien de temps pensez-vous que des programmes tels que la PCU et la SSUC devraient rester en place ? (Encore 2 mois, 6 mois, un an, etc. ?)
  
- Lorsque vous entendez les gens parler de la nécessité pour le gouvernement du Canada de stimuler l'économie, que signifie pour vous le terme « stimulation économique » ? Par exemple, quels genres de choses vous viennent à l'esprit, le cas échéant, lorsque vous entendez ce terme ? Sonder :
  - Est-ce que le gouvernement du Canada devrait dépenser davantage pour aider à stimuler la reprise économique ?
    - SONDER AU BESOIN : Pensez-vous que le gouvernement devrait faire quelque chose qui ressemble aux programmes de relance traditionnels, comme les dépenses en infrastructures, ou pensez-vous que le gouvernement devrait avoir des programmes tels que verser de l'argent aux Canadiens pour qu'ils le dépensent, étant donné le type de récession dont il s'agit ?

DEMANDER DANS LES GROUPES ON – GRANDS CENTRES, QC – BÉNÉFICIAIRES DE LA PCU, VANCOUVER – PARENTS, ON – CENTRES DE TAILLE MOYENNE, NORD DES PRAIRIES, ET VICTORIA ET NANAIMO

- Avez-vous entendu quoi que ce soit au sujet de l'accord de redémarrage sécuritaire du gouvernement du Canada ?
  - SI OUI : Qu'avez-vous entendu ?

#### ÉCLAIRCISSEMENT AU BESOIN

Le gouvernement du Canada a annoncé qu'il versera 14 milliards de dollars aux provinces et aux territoires pour les aider à rouvrir leur économie.

Je vais maintenant vous montrer certaines choses dont cet argent pourrait servir à financer.

#### **AFFICHER LES OPTIONS À L'ÉCRAN.**

- Les services de garde afin que les parents puissent retourner au travail
- Les services de base tels que le transport en commun
- Assurer au moins deux semaines de congé de maladie payé à toutes les travailleuses et à tous les travailleurs
- Améliorer les capacités de dépistage et de traçage
- Améliorer l'état des soins de longue durée
- Plus d'équipements de protection individuelle (ÉPI) pour les entreprises
- Plus d'équipements de protection individuelle (ÉPI) pour les travailleurs de la santé de première ligne
- **SONDAGE** : Je vais vous afficher un sondage. J'aimerais que vous choisissiez, le cas échéant, ce qui est le plus important (les participant(e)s doivent sélectionner, au maximum, 2 à 3 options). **LE MODÉRATEUR SOUMETTRA LE SONDAGE (IMPORTANT). LE MODÉRATEUR PASSERA EN REVUE LES OPTIONS QUI FURENT SÉLECTIONNÉES.**
  - Y'en a-t-il qui ne sont pas clairs ou qui prêtent à confusion ? SI OUI : En quoi ?
  - DEMANDER QUE DANS LES GROUPES **ON – GRANDS CENTRES, QC – BÉNÉFICIAIRES DE LA PCU ET VANCOUVER** J'aimerais me pencher sur la suivante, « assurer au moins deux semaines de congé de maladie payé à toutes les travailleuses et à tous les travailleurs ». Que pensez-vous de cela ? Pensez-vous que c'est une bonne ou une mauvaise utilisation de l'argent ? Pourquoi ou pourquoi pas ?
    - DEMANDER SI NÉCESSAIRE : L'une des raisons pour lesquelles certaines personnes suggèrent que les travailleuses et les travailleurs devraient avoir au moins deux semaines de congé de maladie payé est que cela signifie qu'ils peuvent rester à la maison s'ils ont des symptômes de COVID. Que pensez-vous de cela ?
  - Y a-t-il d'autres choses qui, selon vous, devraient être ajoutées à la liste ?



**DEMANDER DANS LES GROUPES RGT – PARENTS, AB – BÉNÉFICIAIRES DE LA PCU, MONTRÉAL – AÎNÉ(E)S, ON – GRANDS CENTRES, QC – BÉNÉFICIAIRES DE LA PCU, ET VANCOUVER – PARENTS**

- Je vais maintenant vous montrer quelques termes différents pour décrire l'économie. J'aimerais qu'individuellement vous les lisiez, puis nous en discuterons par la suite. **AFFICHER LES OPTIONS À L'ÉCRAN.**
  - Reprise
  - Redémarrage
  - Nouveau départ
- **SONDAGE :** Je vais vous afficher un sondage. J'aimerais que vous choisissiez l'expression qui décrit le mieux la phase dans laquelle nous nous trouvons actuellement en ce qui concerne l'économie. (Les participant(e)s ne doivent choisir qu'une seule expression.)  
**LE MODÉRATEUR SOUMETTRA LE SONDAGE (QUI DÉCRIT LE MIEUX L'ÉCONOMIE ACTUELLE). LE MODÉRATEUR PASSERA EN REVUE LES EXPRESSIONS QUI FURENT SÉLECTIONNÉES.**

DEMANDER SI NÉCESSAIRE :

- Lorsque vous pensez à la reprise ou au redémarrage ou à un nouveau départ, qu'est-ce que vous imaginez ?
- Lorsque nous parlons de l'économie, voyez-vous une différence entre « reprise » et « redémarrage », ou est-ce que cela signifie la même chose pour vous ?
  - SI L'ON DIT *DIFFÉRENCE* : quelle est la différence entre les deux ?
- Combien de temps pensez-vous que la phase dans laquelle nous sommes va durer ? Par exemple, pour ceux d'entre vous qui décrivent l'économie comme étant en « reprise » - combien de temps prendra la reprise, selon vous ?
- Je vais maintenant vous montrer quelques termes différents pour décrire le type d'économie vers lequel nous pourrions nous orienter. J'aimerais qu'individuellement, vous les lisiez, puis nous en discuterons. **AFFICHER LES OPTIONS À L'ÉCRAN.**
  - Une économie à l'épreuve du temps
  - **DANS LES GROUPES RGT – PARENTS, AB – BÉNÉFICIAIRES DE LA PCU, MONTRÉAL – AÎNÉ(E)S, ON – GRANDS CENTRES, QC – BÉNÉFICIAIRES DE LA PCU ET VANCOUVER – PARENTS** Une économie verte
  - **MODIFIÉ DANS LES GROUPES ON – CENTRES DE TAILLE MOYENNE, NORD DES PRAIRIES, VICTORIA ET NANAIMO, ET RGM – NOUVEAUX ARRIVANTS** Une économie plus verte
  - Une économie saine
  - **DANS LES GROUPES RGT – PARENTS, AB – BÉNÉFICIAIRES DE LA PCU, MONTRÉAL – AÎNÉ(E)S, ON – GRANDS CENTRES, QC – BÉNÉFICIAIRES DE LA PCU ET VANCOUVER –**

**PARENTS** Une économie moderne

**MODIFIÉ DANS LES GROUPES ON – CENTRES DE TAILLE MOYENNE, NORD DES PRAIRIES, VICTORIA ET NANAIMO, ET RGM – NOUVEAUX ARRIVANTS** Une économie innovante

- Une économie résiliente
  - Une économie forte
- **SONDAGE :** Je vais vous afficher un sondage. J’aimerais que vous choisissiez celui qui représente le type d’économie vers lequel nous devrions nous orienter. (Les participant(e)s peuvent choisir jusqu’à deux termes.)  
**LE MODÉRATEUR SOUMETTRA LE SONDAGE (DÉCRIT LE MIEUX LE TYPE D’ÉCONOMIE VERS LEQUEL NOUS DEVRIONS NOUS ORIENTER). LE MODÉRATEUR PASSERA EN REVUE LES TERMES QUI FURENT SÉLECTIONNÉS. DEMANDER POURQUOI CEUX-CI FURENT CHOISIS.**
    - Et que signifie « résilient » pour vous dans ce contexte ?
    - **DEMANDER DANS LES GROUPES ON – CENTRES DE TAILLE MOYENNE, NORD DES PRAIRIES, VICTORIA ET NANAIMO, ET RGM – NOUVEAUX ARRIVANTS** Et que signifie pour vous une « économie saine » ?
      - *SI L’ON NE L’A PAS CHOISIE : pourquoi ne l’avez-vous pas choisie comme type d’économie que nous pourrions viser ?*

**DEMANDER DANS LES GROUPES RGT – PARENTS, AB – BÉNÉFICIAIRES DE LA PCU, ET MONTRÉAL – AÎNÉ(E)S**

- Lorsque vous songez au type d’économie vers lequel nous devrions nous orienter, que signifie pour vous l’expression « à l’épreuve du temps » ?
- Pensez-vous que le gouvernement du Canada devrait s’efforcer de ramener l’économie au niveau où elle était, ou pensez-vous que cela représente une occasion de bâtir un type d’économie différent de celui que nous avons auparavant ?
- Pour les personnes qui pensent que cela représente une occasion de bâtir un type d’économie différent, à quoi ressemblerait cette économie ?
  - **DEMANDER AU BESOIN :** Serait-elle davantage axée sur l’environnement ou le changement climatique ? Pourquoi ou pourquoi pas ? SI OUI : Comment ?
  - **SONDER AU BESOIN :** par exemple, des investissements directs dans les technologies propres dites « vertes », l’innovation et l’emploi pour aider à stimuler la reprise économique, ou un accès élargi à des fonds gouvernementaux pour les entreprises qui investissent dans ces domaines.
  - **DEMANDER AU BESOIN :** Serait-elle davantage axée sur la qualité de vie ? De quelle façon ?

- En réfléchissant à la relance de l'économie et aux efforts pour permettre aux gens de se remettre au travail, quels autres défis découlant de la COVID-19 estimez-vous qu'il faudra affronter ?
  - SONDER AU BESOIN : Transport en commun, les garderies, etc.
- Et y a-t-il d'autres enjeux qui ont vu le jour, ou qui sont apparus, à la suite de la COVID-19 et sur lesquels vous croyez qu'il faut se pencher ? Elles peuvent être de nature économique, sociale, etc.
  - SONDER AU BESOIN : soins de longue durée, santé mentale/anxiété/stress, etc.

**CONCEPTS DE MARQUE COVID (45 minutes) GRANDS CENTRES – CANADA ATLANTIQUE ET QUÉBEC RURAL**

Nous allons maintenant examiner une série d'images pour deux concepts créatifs, qui pourraient être utilisés par le gouvernement du Canada, en vue d'informer les Canadiens sur des choses liées à la COVID-19. Pour chacun des concepts, nous verrons comment trois publicités différentes pourraient être conçues en utilisant ce même « style ». Une fois que nous aurons passé en revue chacun des exemples pour un concept, nous discuterons de ce que nous pensons du concept avant de passer à la version alternative.

**ORDRE À SUIVRE POUR L'ÉVALUATION :**  
**GRANDS CENTRES – CANADA ATLANTIQUE : A, B, C**  
**QUÉBEC RURAL : B, C, A**

**CONCEPT A**

**AFFICHER A1**

Regardons le premier concept. Il y en a un qui porte sur les voyages, celui-ci serait donc affiché sur Facebook pour les personnes qui pourraient avoir un intérêt à voyager — alors, par exemple, les annonces pourraient être affichées pour ceux qui habitent près des aéroports. Les autres seraient destinés à toute la population canadienne et se trouveraient donc dans les journaux ou d'autres publicités imprimées, ou sur des panneaux publicitaires.

- Dans l'ensemble, que pensez-vous du style de ces publicités ?
- Est-ce que ça vous interpelle ? Pourquoi ou pourquoi pas ?
- Est-ce que ces publicités se démarqueraient si vous les voyiez sur Facebook, en version imprimée, etc. ?
- Qu'est-ce qui vous plaît le plus de ces publicités ? Qu'est-ce qui vous plaît le moins ?
- Est-ce que ces publicités tiennent toutes ensemble, même si elles fournissent chacune des informations différentes ? Pourquoi ou pourquoi pas ?
- Avez-vous d'autres idées sur ce qui pourrait rendre ce concept plus efficace ?

### AUTRE VERSION

Examinons ces mêmes publicités, mais avec une allure visuelle différente. Les informations contenues dans chacune sont les mêmes.

#### AFFICHER A2

- Quelles sont vos premières impressions quant à cette version ?
- Est-ce que le fait d'utiliser des couleurs différentes dans les publicités qui portent sur les voyages et les masques a un effet sur l'impact de la publicité ?
- Avez-vous remarqué des différences outre la couleur utilisée en arrière-plan ? Qu'avez-vous remarqué ?
  - SI L'ON A NOTÉ D'AUTRES DIFFÉRENCES, DEMANDEZ POUR CHACUNE D'ENTRE ELLES : Laquelle préférez-vous ? Pourquoi dites-vous cela ?

Je vais maintenant vous montrer des images plus petites des deux versions, côte à côte.

#### AFFICHER A COMPARAISON

- Quelle version de ce concept préférez-vous ? Pourquoi préférez-vous cette version ?

### REFAIRE POUR LES CONCEPTS B ET C

#### CONCEPT B : B1, B2, B COMPARAISON

#### CONCEPT C : C1, C2, C COMPARAISON

### COMPARAISON DES DEUX CONCEPTS

Je vais maintenant vous montrer de plus petites versions des deux concepts, côte à côte. **AFFICHER À L'ÉCRAN, CÔTE À CÔTE.**

- **SONDAGE :** Je vais procéder à un sondage. J'aimerais que vous choisissiez la version de ces concepts que vous préférez (les participant(e)s doivent en choisir une).  
**LE MODÉRATEUR SOUMETTRA LE SONDAGE (PRÉFÉRENCE GLOBALE). LE MODÉRATEUR PASSERA EN REVUE LES CHOIX ET DISCUTERA DE CEUX-CI AVEC LES PARTICIPANT(E)S.**

### APPLICATION DE TRAÇAGE DES CONTACTS (30 minutes) **GRANDS CENTRES – CANADA**

#### **ATLANTIQUE ET QUÉBEC RURAL**

- Est-ce que quelqu'un a entendu parler d'une application de traçage des contacts nationale ? Qu'avez-vous entendu ?

## ÉCLAIRCISSEMENT AU BESOIN

Le gouvernement du Canada est en train de développer une application pour téléphone intelligent qui vous préviendra si vous avez été physiquement proche d'une personne ayant reçu un diagnostic de COVID-19. Les données recueillies dans cette application seraient anonymes. Vous ne sauriez pas qui est cette personne. Vous ne sauriez qu'approximativement le moment où vous vous êtes trouvé près d'elle. Cette application est destinée à ralentir la propagation en permettant aux gens de savoir rapidement s'ils ont été exposés afin de se faire tester ou de s'isoler et ainsi ne pas transmettre le virus à d'autres personnes.

- Pensez-vous que cette application pourrait être efficace à freiner la propagation de la COVID-19 ?
- Envisageriez-vous de télécharger cette application et de l'utiliser lorsqu'elle sera lancée dans votre province ? Pourquoi ou pourquoi pas ?

Afin de protéger la vie privée, l'application ne stockera ni ne partagera aucune donnée de localisation provenant de votre téléphone. Elle enverra plutôt des signaux codés, par le biais de Bluetooth, à d'autres téléphones situés à proximité. Si une personne obtient un diagnostic positif au virus, toute autre personne ayant reçu un signal du téléphone de cette dernière, grâce à Bluetooth, en sera avisée. Cependant, pour que l'application soit efficace, il faudrait que les utilisateurs laissent le Bluetooth activé lorsqu'ils sont à l'extérieur de leur domicile.

## ÉCLAIRCISSEMENT AU BESOIN

La technologie Bluetooth envoie et reçoit des ondes radio et est conçue pour communiquer sur de courtes distances. Normalement, vous pouvez l'utiliser pour connecter un casque mains libres à votre téléphone mobile afin de pouvoir à la fois parler et conduire en toute sécurité, ou pour vous connecter à des haut-parleurs afin d'écouter de la musique sur votre téléphone, ainsi de suite.

- Seriez-vous prêt à laisser la fonction Bluetooth activée de manière à ce que l'application soit efficace ? Savez-vous comment faire ?
- Le fait de savoir que l'application fonctionne au moyen de Bluetooth, au lieu de suivre les données de localisation, est-ce que cela changerait votre choix d'utiliser l'application ?
- Que voudriez-vous savoir de plus à propos de l'application avant de décider si vous allez l'utiliser ?
- **DEMANDER QUE DANS LE GROUPE GRANDS CENTRES – CANADA ATLANTIQUE** Je vais maintenant vous montrer quelques possibilités de noms pour l'application. AFFICHER LES OPTIONS À L'ÉCRAN.
  - Alerte COVID
  - Arrêter la COVID
- **DEMANDER QUE DANS LE GROUPE GRANDS CENTRES – CANADA ATLANTIQUE SONDAGE :** Je vais procéder à un sondage. J'aimerais que vous choisissiez celui que vous préférez, le cas échéant.

**LE MODÉRATEUR SOUMETTRA LE SONDAGE. INCLURE « NI L'UN NI L'AUTRE » COMME OPTION (PRÉFÈRE). LE MODÉRATEUR PASSERA EN REVUE LES CHOIX ET DEMANDERA POURQUOI ON A SÉLECTIONNÉ CETTE OPTION.**

- SI QUELQU'UN A CHOISI *NI L'UN NI L'AUTRE* OU N'A FAIT AUCUNE SÉLECTION :  
Pourquoi n'avez-vous sélectionné aucune des deux options ?
- Est-ce que l'un ou l'autre de ces noms n'est pas clair ou prête à confusion ?
- Qu'ajouteriez-vous ou changeriez-vous à l'un ou l'autre de ces noms, le cas échéant ?  
Est-ce que l'un ou l'autre de ces noms pourrait être amélioré ?

**PUB COVID — TÉMOIGNAGE (25 minutes) QUÉBEC RURAL**

Nous allons maintenant passer en revue une éventuelle publicité que le gouvernement du Canada est en train de mettre au point et qui informerait la population canadienne au sujet de la COVID-19. Je vais vous faire jouer la vidéo, puis nous discuterons de ce que nous en avons pensé. N'hésitez pas à prendre des notes pour vous aider à vous souvenir de ce qui vous a plu et de ce qui ne vous a pas plu de cette publicité.

Vous remarquerez que la publicité n'est pas dans sa forme finale, donc par exemple, elle doit encore être modifiée pour en faire une publicité plus courte, il n'y a pas de musique, etc. Veuillez garder cela à l'esprit pendant que vous regardez la pub. [L'ANIMATEUR INVITERA LES PARTICIPANT(E)S À METTRE LEURS MICROPHONES EN SOURDINE ET À AUGMENTER LE VOLUME SUR LEURS ORDINATEURS]

[FAIRE JOUER LA VIDÉO]

- Quelles sont vos premières impressions de cette publicité ?
- Quel est le message principal de cette publicité ?
- Est-ce que cette publicité vous incite à prendre ou de continuer à prendre des précautions ?  
Pourquoi ou pourquoi pas ?
- Quelles parties de la publicité vous paraissent les plus percutantes ?
- Quelles parties vous paraissent les moins percutantes ?
- Y a-t-il quelque chose que vous changeriez pour la rendre plus percutante ?

**LE RACISME (15-50 minutes) ON – GRANDS CENTRES, QC – BÉNÉFICIAIRES DE LA PCU, VANCOUVER – PARENTS, ON – CENTRES DE TAILLE MOYENNE, NORD DES PRAIRIES, VICTORIA ET NANAIMO, ET RGM – NOUVEAUX ARRIVANTS**

- Avez-vous entendu parler de manifestations aux États-Unis ? (REMARQUE : il suffit d'obtenir un petit aperçu, compte tenu du temps disponible)
- Pensez-vous que le gouvernement du Canada doit faire plus pour lutter contre le racisme au Canada ? Pourquoi ou pourquoi pas ?

- **DEMANDER DANS LES GROUPES QC – BÉNÉFICIAIRES DE LA PCU ET VANCOUVER – PARENTS** SI OUI : Dans quelle mesure est-ce que le racisme est un enjeu au Canada ?
  - S’agit-il principalement d’un enjeu qui touche les Autochtones ou qui est plus répandu (c.-à-d., le racisme anti-noir et le racisme envers d’autres minorités visibles) ?
  
- Voici quelques-unes des mesures possibles que les gens ont suggérées et qui pourraient améliorer les choses pour les minorités visibles au Canada (**AFFICHER LES OPTIONS À L’ÉCRAN**) :
  - Recueillir de meilleures données relatives aux crimes haineux et aux conditions de vie des minorités visibles au Canada
  - Augmenter le financement des campagnes de lutte contre le racisme
  - Nommer davantage de juges issus de minorités visibles
  - **AJOUTÉ DANS LES GROUPES ON – CENTRES DE TAILLE MOYENNE, NORD DES PRAIRIES, VICTORIA ET NANAIMO, ET RGM – NOUVEAUX ARRIVANTS** Offrir plus de formation sur le racisme aux personnes dans le système judiciaire
  - Le port de caméras corporelles par les policiers
  - **AJOUTÉ DANS LES GROUPES ON – CENTRES DE TAILLE MOYENNE, NORD DES PRAIRIES, VICTORIA ET NANAIMO, ET RGM – NOUVEAUX ARRIVANTS** Envoyer les personnes condamnées pour possession de drogues dures en désintoxication plutôt qu’en prison
  - **AJOUTÉ DANS LES GROUPES ON – CENTRES DE TAILLE MOYENNE, NORD DES PRAIRIES, VICTORIA ET NANAIMO, ET RGM – NOUVEAUX ARRIVANTS** Financer des programmes d’aide juridique pour les populations vulnérables
  - Abroger les peines minimales obligatoires
  
- **ON – GRANDS CENTRES, QC – BÉNÉFICIAIRES DE LA PCU, ET VANCOUVER – PARENTS** Y a-t-il quelque chose sur cette liste qui, selon vous, pourrait faire une grande différence en vue de réduire l’inégalité raciale au Canada ?
  
- **ON – GRANDS CENTRES, QC – BÉNÉFICIAIRES DE LA PCU, ET VANCOUVER – PARENTS** Référons-nous au dernier point concernant les peines minimales obligatoires : est-ce que quelqu’un sait de quoi il s’agit ?
  
- **DEMANDER DANS LES GROUPES ON – CENTRES DE TAILLE MOYENNE, NORD DES PRAIRIES, VICTORIA ET NANAIMO, ET RGM – NOUVEAUX ARRIVANTS**  
**SONDAGE :** Je vais procéder à un sondage. J’aimerais que vous choisissiez jusqu’à trois éléments de cette liste qui, selon vous, feraient la plus grande différence quant à réduire l’inégalité raciale au Canada. Si vous ne pensez pas que l’une d’entre elles fera une différence, vous pouvez choisir

« aucune de ces réponses ». **LE MODÉRATEUR AFFICHERA LE SONDAGE (LA PLUS GRANDE DIFFÉRENCE). LE MODÉRATEUR PASSERA EN REVUE LES ÉLÉMENTS QUI FURENT SÉLECTIONNÉS ; DISCUTER DES INITIATIVES QUI FURENT SÉLECTIONNÉES LE PLUS ET POURQUOI ON LES A CHOISIES.**

- Y a-t-il quelque chose sur cette liste que vous pensez être une MAUVAISE idée et qui ne devrait PAS être mise en œuvre ?
- Certaines de ces mesures sont liées au système judiciaire. Comme vous le savez peut-être, les autochtones, les noirs et certaines autres minorités sont surreprésentés dans les prisons canadiennes. Pensez-vous que le système judiciaire canadien est injuste envers ces groupes ou y a-t-il d'autres causes telles que la pauvreté qui expliquent cela ?
  - *SONDER si l'on répond « injuste »* : Et est-ce que le problème se situe plutôt du côté de l'application de la loi (par exemple, les policiers) ou du côté de la détermination de la peine (les juges et les tribunaux) ? Ou bien les deux ?
- Je voudrais discuter plus amplement d'un des points de cette liste : est-ce que quelqu'un sait ce que sont les peines minimales obligatoires ?

#### ÉCLAIRCISSEMENT AU BESOIN

Le Code criminel du Canada prévoit diverses infractions qui entraînent une peine minimale obligatoire.

**LIRE DANS LES GROUPES ON – GRANDS CENTRES, QC – BÉNÉFICIAIRES DE LA PCU, ET VANCOUVER – PARENTS** Par exemple, certaines infractions justifient au moins une période d'incarcération donnée. **MODIFIÉ DANS LES GROUPES ON – CENTRES DE TAILLE MOYENNE, NORD DES PRAIRIES, VICTORIA ET NANAIMO, ET RGM – NOUVEAUX ARRIVANTS** Par exemple, il y a une période minimale d'emprisonnement pour les meurtres, pour certains crimes impliquant des armes à feu et pour certains crimes liés au trafic de drogue. Cela signifie que si vous êtes coupable de ces crimes, vous obtenez une peine minimale d'emprisonnement — quoique le juge peut toujours prononcer une peine plus longue si les conditions le justifient.

- Pensez-vous que les peines minimales obligatoires rendent le système de justice pénale plus juste, ou moins juste, pour les minorités visibles et les populations vulnérables ?
  - Pensons à certaines infractions, par exemple, qu'en est-il des infractions en matière d'armes à feu ? Pourquoi ou pourquoi pas ?
  - **DEMANDER DANS LES GROUPES ON – GRANDS CENTRES ET QC – BÉNÉFICIAIRES DE LA PCU** Qu'en est-il de la conduite avec facultés affaiblies (par exemple, pour une deuxième condamnation et pour les condamnations subséquentes) ? Pourquoi ou pourquoi pas ?
  - **DEMANDER DANS LES GROUPES ON – GRANDS CENTRES ET QC – BÉNÉFICIAIRES DE LA PCU** Qu'en est-il des infractions sexuelles impliquant des enfants ? Pourquoi ou pourquoi pas ?



- DEMANDER DANS LE GROUPE VANCOUVER – PARENTS Qu'en est-il du trafic de drogue ? Pourquoi ou pourquoi pas ?
- DEMANDÉ DANS LES GROUPES ON – CENTRES DE TAILLE MOYENNE, NORD DES PRAIRIES, VICTORIA ET NANAIMO, ET RGM – NOUVEAUX ARRIVANTS SONDER que si l'on n'est pas certain et que l'on a du mal à se prononcer — certaines personnes disent qu'elles rendent le système judiciaire plus équitable puisqu'elles veillent à ce que tout le monde reçoive la même peine minimale, quelles que soient sa race ou ses origines. D'autres disent qu'elles sont injustes parce que les minorités sont plus souvent accusées de ces crimes.
- DEMANDER DANS LES GROUPES ON – GRANDS CENTRES, QC – BÉNÉFICIAIRES DE LA PCU ET VANCOUVER – PARENTS Quelle serait votre réaction si le gouvernement du Canada abrogeait certaines peines minimales obligatoires ?
- MODIFIÉ DANS LES GROUPES ON – CENTRES DE TAILLE MOYENNE, NORD DES PRAIRIES, VICTORIA ET NANAIMO, ET RGM – NOUVEAUX ARRIVANTS Quelle serait votre réaction si le gouvernement du Canada abrogeait certaines peines minimales obligatoires pour les crimes non violents et non sexuels ?
  - DEMANDÉ DANS LES GROUPES ON – CENTRES DE TAILLE MOYENNE, NORD DES PRAIRIES, VICTORIA ET NANAIMO, ET RGM – NOUVEAUX ARRIVANTS Qu'est-ce qui changerait, selon vous, si les peines minimales obligatoires étaient abrogées pour les crimes non violents et non sexuels ? Quel en serait l'effet ?
  - DEMANDÉ DANS LES GROUPES ON – CENTRES DE TAILLE MOYENNE, NORD DES PRAIRIES, VICTORIA ET NANAIMO, ET RGM – NOUVEAUX ARRIVANTS SONDER : Cela pourrait inclure l'abrogation des peines minimales obligatoires pour le trafic de drogue. Que diriez-vous de l'abrogation des peines minimales obligatoires dans ce type de cas ?
- DEMANDER DANS LES GROUPES ON – GRANDS CENTRES, QC – BÉNÉFICIAIRES DE LA PCU ET VANCOUVER – PARENTS Qu'en serait-il si le gouvernement du Canada abrogeait certaines peines minimales obligatoires, mais augmentait également les peines maximales autorisées pour certains crimes graves ?
  - Quels sont, selon vous, les avantages de cette approche ?
  - Quels sont les inconvénients ?
  - SONDER : Cela accorderait aux juges une plus grande discrétion lors de la détermination de la peine. Pensez-vous que ce soit une bonne ou une mauvaise chose ?
    - SONDER : Pensez-vous que les juges considéreraient l'augmentation des peines maximales comme un signal qu'ils devraient prononcer des peines plus longues ?

DEMANDER DANS LES GROUPES ON ON – CENTRES DE TAILLE MOYENNE, NORD DES PRAIRIES, VICTORIA ET NANAIMO, ET RGM – NOUVEAUX ARRIVANTS

- Un argument favorisant l'abrogation des peines minimales obligatoires est qu'elles mettent trop de gens en prison. Cela coûte au gouvernement plus de 100 000 \$ par année pour détenir quelqu'un en prison et certaines personnes disent que le fait de passer du temps en prison augmente la probabilité de commettre un crime à l'avenir. Pensez-vous que ce soit une bonne raison pour abroger certaines peines minimales obligatoires ?
- Des études ont démontré que les peines minimales obligatoires contribuent peu à décourager la criminalité. Pensez-vous que ce soit une bonne raison d'abroger certaines peines minimales obligatoires ?
- Que diriez-vous si le gouvernement du Canada maintenait les minimums obligatoires en place, mais donnait aux juges la possibilité d'aller en dessous du minimum dans des circonstances exceptionnelles ? Pensez-vous que donner aux juges le pouvoir discrétionnaire de prononcer des peines inférieures au minimum obligatoire, dans des circonstances exceptionnelles, serait une bonne ou une mauvaise chose ?
  - SONDER : Est-ce que vous voyez une différence entre cela et la simple abrogation des minimums obligatoires ?
- Qu'en serait-il si le gouvernement du Canada apportait les changements entourant les minimums obligatoires dont nous avons parlé, mais augmentait également les peines maximales permises pour certains crimes graves ? Que diriez-vous de cela ?
- Nous avons beaucoup parlé des minimums obligatoires. Pour conclure la discussion, dans quelle mesure pensez-vous qu'il soit prioritaire de modifier les lois relatives aux minimums obligatoires ?
  - Quelle est la meilleure raison qui vous vient à l'esprit pour abroger certaines peines minimales obligatoires ?
  - Quelle est la meilleure raison qui vous vient à l'esprit pour NE PAS abroger certaines peines minimales obligatoires ?

#### **DÉFIS LOCAUX (5 minutes) **NORD DES PRAIRIES****

- J'aimerais, pendant quelques minutes, me pencher plus particulièrement sur les collectivités du Nord des Prairies, mais en les abordant dans une perspective plus large que celle de COVID-19...
- En pensant à la dernière année, qu'est-ce que le gouvernement du Canada a fait, le cas échéant, pour des collectivités comme la vôtre ?
- Et que pensez-vous que le gouvernement du Canada pourrait faire pour les collectivités du Nord des Prairies ?

**AUTRES ACTUALITÉS (5-20 minutes)** RGT – PARENTS, AB – BÉNÉFICIAIRES DE LA PCU, MONTRÉAL – AÎNÉ(E)S, ON – GRANDS CENTRES, QC – BÉNÉFICIAIRES DE LA PCU, VANCOUVER – PARENTS, GRANDS CENTRES – CANADA ATLANTIQUE ET QUÉBEC RURAL

RGT – PARENTS, AB – BÉNÉFICIAIRES DE LA PCU, MONTRÉAL – AÎNÉ(E)S, ON – GRANDS CENTRES, QC – BÉNÉFICIAIRES DE LA PCU, ET VANCOUVER – PARENTS

- Nous avons beaucoup parlé de la COVID-19 aujourd’hui. Avant de se quitter, avez-vous entendu d’autres actualités concernant le gouvernement du Canada au cours des derniers mois ?
  - POUR CHAQUE ÉLÉMENT D’ACTUALITÉ MENTIONNÉ : Y a-t-il d’autres personnes parmi vous qui ont entendu cela ? Qu’en pensez-vous ?
- La plupart des annonces récentes du gouvernement du Canada portaient sur la COVID-19, les personnes touchées par la maladie et les répercussions économiques de celle-ci. Que pensez-vous de toute cette attention consacrée à la COVID-19 — pensez-vous qu’elle soit appropriée ou pensez-vous que le gouvernement du Canada s’est trop concentré sur cette question ? À quels autres enjeux, le cas échéant, pensez-vous que le gouvernement devrait accorder plus d’attention ?

**GRANDS CENTRES – CANADA ATLANTIQUE ET QUÉBEC RURAL**

- Quelles autres nouvelles n’ayant pas rapport à la COVID avez-vous entendues de la part du gouvernement du Canada ?
  - Avez-vous entendu quoi que ce soit sur les relations canado-chinoises ?
    - SI OUI : Que pensez-vous de la façon dont le gouvernement du Canada gère cette question ? Y a-t-il autre chose qu’il devrait faire ?

**CONCLUSION (5 minutes)**

## Annexe C – Concepts publicitaires

# Concepts de marque pour la COVID-19

## Concept A

A1



Concept A1



Concept A1 : La figure ci-dessus présente une série de trois publicités destinées à différents supports – Facebook, les médias imprimés et les panneaux publicitaires. Toutes les publicités ont un fond bleu sarcelle et un titre en gros caractères blancs. Le titre principal (à gauche) de la première publicité (destinée à Facebook), « À la même heure à la frontière. », est accompagné d'une petite icône d'avion. Dans la partie droite de la publicité, l'application ArriveCan du gouvernement du Canada et la question « Par quel mode de transport entrez-vous? » sont affichées à l'écran d'un téléphone intelligent, ainsi que deux options : Entrée par voie aérienne et Entrée par voie terrestre. Dans la partie inférieure se trouve un bouton permettant de télécharger l'application et l'adresse [canada.ca/le-coronavirus](https://canada.ca/le-coronavirus), pour ceux qui souhaitent obtenir plus d'informations. La deuxième publicité (version imprimée) comprend une image de grande dimension qui met en scène une femme et son enfant, devant un ordinateur. Le titre principal « Un Canada en sûreté est un Canada fort. » et le sous-titre « Du soutien pour vous, votre famille et votre entreprise. » figurent dans la partie supérieure gauche. Dans le bas de la publicité, il est écrit « Une aide financière est disponible. », suivi d'une énumération des mesures de soutien : Prestation canadienne d'urgence, Subvention salariale d'urgence du Canada et Compte d'urgence pour les entreprises canadiennes. Sous l'énumération se trouvent la phrase « Visitez le site [canada.ca/le-coronavirus](https://canada.ca/le-coronavirus) pour en savoir plus. » ainsi que le logo du gouvernement du Canada et le mot-symbole « Canada ». Le titre principal et le sous-titre de la troisième publicité (panneau publicitaire) se lisent respectivement comme suit : « Protégeons-nous. » et « Porter un masque non médical ou un couvre-visage dans des endroits où la distanciation physique est difficile à respecter. » et sont accompagnés de l'icône d'un train de banlieue. Dans la partie droite, la publicité comprend une image mettant en scène un jeune homme et une jeune femme qui se serrent dans leurs bras. Des masques sont « dessinés » ou

superposés sur le visage des deux personnes. En arrière-plan, nous pouvons voir le calque discret d'arbres et dans le bas de la publicité, le logo du gouvernement du Canada et le mot-symbole « Canada ».

## A2



### Concept A2



Concept A2 : La figure ci-dessus présente une autre série de deux publicités destinées à différents supports – Facebook et les panneaux publicitaires. Toutes les publicités ont un fond rouge orangé et un titre en gros caractères blancs, mis en majuscules. Le titre principal (à gauche) de la première publicité (destinée à Facebook), « À LA MÊME HEURE À LA FRONTIÈRE. », est accompagné d'un fin trait blanc en guise de bordure. Dans la partie droite de la publicité, l'application ArriveCan du gouvernement du Canada et la question « Par quel mode de transport entrez-vous? » sont affichées à l'écran d'un téléphone intelligent, ainsi que deux options : Entrée par voie aérienne et Entrée par voie terrestre. Dans la partie inférieure se trouve un bouton permettant de télécharger l'application et l'adresse [canada.ca/le-coronavirus](https://canada.ca/le-coronavirus), pour ceux qui souhaitent obtenir plus d'informations. Le titre principal et le sous-titre de la deuxième publicité (panneau publicitaire) se lisent respectivement comme suit : « PROTÉGEONS-NOUS. » et « Porter un masque non médical ou un couvre-visage dans des endroits où la distanciation physique est difficile à respecter. » et sont accompagnés de l'icône d'un train de banlieue. Dans la partie droite, la publicité comprend l'image d'un jeune homme s'agrippant à un poteau, comme le ferait le passager d'un autobus ou d'un train. En arrière-plan, nous pouvons voir la silhouette d'autres personnes en blanc et dans le bas de la publicité, le logo du gouvernement du Canada et le mot-symbole « Canada ».

Concept B

B1



Concept B1



Concept B1 : La figure ci-dessus présente une série de trois publicités destinées à différents supports – Facebook, les médias imprimés et les panneaux publicitaires. Nous retrouvons dans toutes les publicités une palette de jaune électrique, de noir et de crème de même qu'un titre et un titre principal en caractères noirs ou blancs. La première publicité (destinée à Facebook) a pour titre « ArriveCan app » et « À la même heure à la frontière. » comme titre principal. Deux images de forme carrée figurent au milieu : la photographie d'une femme à bord d'un avion qui fixe ses cheveux derrière son oreille et l'icône en noir de deux mains entourant un cercle contenant une feuille d'érable au centre sur un fond jaune vif. Dans la partie inférieure se trouve un bouton permettant de télécharger l'application et l'adresse « [canada.ca/le-coronavirus](https://canada.ca/le-coronavirus) ». La deuxième publicité (version imprimée) comprend dans sa partie supérieure le titre « UN CANADA EN SÛRETÉ EST UN CANADA FORT » et au milieu, une image de grande dimension mettant en scène un homme à la maison qui tient son fils dans ses bras. La moitié inférieure de la publicité contient (à gauche) le titre « Du soutien pour vous, votre famille et votre entreprise. » et à droite, le sous-titre « Une aide financière est disponible : », suivi d'une énumération des mesures de soutien : Prestation canadienne d'urgence, Subvention salariale d'urgence du Canada et Compte d'urgence pour les entreprises canadiennes. Dans le bas de la publicité se trouvent la phrase « Visitez le site [Canada.ca/le-coronavirus](https://Canada.ca/le-coronavirus) pour en savoir plus. » ainsi que le logo du gouvernement du Canada et le mot-symbole « Canada ». Le titre et le sous-titre de la troisième publicité (panneau publicitaire) figurent à gauche et se lisent respectivement comme suit : « PROTÉGEONS-NOUS » et « Porter un masque non médical ou un couvre-visage dans des endroits où la distanciation physique est difficile à respecter. ». L'adresse URL [canada.ca/le-coronavirus](https://canada.ca/le-coronavirus) est inscrite en dessous. Deux images de forme carrée meublent la partie droite de la publicité : la photographie d'une jeune femme portant un masque et l'icône d'un masque en noir sur fond jaune vif. Dans le bas de la publicité se trouvent le logo du gouvernement du Canada et le mot-symbole « Canada ».

B2



Concept B2



Concept B2 : La figure ci-dessus présente une autre série de deux publicités destinées à différents supports – Facebook et les panneaux publicitaires. Toutes les publicités ont un fond jaune vif et leurs titre et titre principal sont en gros caractères noirs. La première publicité (destinée à Facebook) a pour titre « ArriveCan app » (affiché dans le haut) et « À la même heure à la frontière. » comme titre principal. Deux images de forme carrée figurent au milieu : la photographie d'une femme à bord d'un avion qui fixe ses cheveux derrière son oreille et l'icône en blanc de deux mains entourant un cercle contenant une feuille d'érable au centre sur un fond noir. Dans la partie inférieure se trouve un bouton permettant de télécharger l'application et l'adresse « [canada.ca/le-coronavirus](https://canada.ca/le-coronavirus) ». Figurant à gauche, le titre et le titre principal de la deuxième publicité (panneau publicitaire) se lisent respectivement comme suit : « PROTÉGEONS-NOUS » et « Porter un masque non médical ou un couvre-visage dans des endroits où la distanciation physique est difficile à respecter. ». L'adresse URL [canada.ca/le-coronavirus](https://canada.ca/le-coronavirus) est inscrite en dessous. L'icône d'un masque jaune vif sur fond noir meuble la partie droite de la publicité. Dans le bas de la publicité se trouvent le logo du gouvernement du Canada et le mot-symbole « Canada ».



Concept C

C1



Concept C1 : La figure ci-dessus présente une série de trois publicités destinées à différents supports – Facebook, les médias imprimés et les panneaux publicitaires. Toutes les publicités ont un fond mariant les tons de pêche et de gris et un titre en gros caractères noirs. Le titre principal (à gauche) de la première publicité (destinée à Facebook), « À la même heure à la frontière. », est accompagné d'une petite icône de deux mains entourant un cercle contenant une feuille d'érable au centre. La photographie d'une femme portant un masque dans un aéroport, encadrée d'une feuille d'érable, meuble la partie droite de la publicité. Dans la partie inférieure se trouve un bouton permettant de télécharger l'application et l'adresse [canada.ca/le-coronavirus](https://canada.ca/le-coronavirus), pour ceux qui souhaitent obtenir plus d'informations. La deuxième publicité (version imprimée) comprend (à droite) une image de grande dimension partiellement encadrée d'une feuille d'érable qui met en scène un homme assis, avec deux enfants sur ses genoux. Le titre principal « Un Canada en sûreté est un Canada fort. » est inscrit dans la partie supérieure gauche et un gros sous-titre « Du soutien pour vous, votre famille et votre entreprise. » figure en dessous. Après le sous-titre, il est écrit en caractères plus petits « Une aide financière est disponible : », suivi d'une énumération des mesures de soutien, à savoir Prestation canadienne d'urgence, Subvention salariale d'urgence du Canada et Compte d'urgence pour les entreprises canadiennes. Dans le bas de la publicité se trouvent la phrase « Visitez le [Canada.ca/le-coronavirus](https://Canada.ca/le-coronavirus) pour en savoir plus. » ainsi que le logo du gouvernement du Canada et le mot-symbole « Canada ». Le titre principal et le sous-titre de la troisième publicité (panneau publicitaire) se lisent respectivement comme suit : « Protégeons-nous » et « Portez un masque non médical ou un couvre-visage dans les lieux achalandés. ». L'adresse URL [canada.ca/le-coronavirus](https://canada.ca/le-coronavirus) est inscrite en dessous. La photographie d'une jeune femme souriante qui porte un masque, encadrée d'une feuille d'érable, meuble la partie droite de la publicité. Dans le bas de la publicité se trouvent le logo du gouvernement du Canada et le mot-symbole « Canada ».

C2



Concept C2



Concept C2 : La figure ci-dessus présente une autre série de deux publicités destinées à différents supports – Facebook et les panneaux publicitaires. Toutes les publicités ont un fond orange et leur titre ou leur titre principal sont en gros caractères noirs. Le titre principal (à gauche) de la première publicité (destinée à Facebook), « À la même heure à la frontière. », est accompagné d'une petite icône de deux mains entourant un cercle contenant une feuille d'érable au centre (à droite). En dessous, une photographie de forme rectangulaire mettant en scène une femme portant un masque dans un aéroport occupe presque tout l'espace dans la publicité. Dans la partie inférieure se trouve un bouton permettant de télécharger l'application ainsi que le texte « ArriveCan app » et l'adresse « [canada.ca/le-coronavirus](https://canada.ca/le-coronavirus) ». Le titre et le titre principal de la deuxième publicité (panneau publicitaire) se lisent respectivement comme suit (à gauche) : « Protégeons-nous » et « Portez un masque non médical ou un couvre-visage dans les lieux achalandés. ». L'adresse URL [canada.ca/le-coronavirus](https://canada.ca/le-coronavirus) est inscrite en dessous. Une photographie de forme carrée mettant en scène une jeune femme souriante qui porte un masque meuble la partie droite de la publicité. Dans le bas de la publicité se trouvent le logo du gouvernement du Canada et le mot-symbole « Canada ».

# Témoignage publicitaire sur la COVID-19

## Témoignage publicitaire – Marylou et Jean-Philippe

La publicité télévisée met en scène une jeune femme (Marylou) et un jeune homme (Jean-Philippe) discutant sur un banc de parc. En voici la transcription :

**Marylou** : Je m'appelle Marylou, j'ai 25 ans. **Jean-Philippe** : Je m'appelle Jean-Philippe, j'ai 24 ans. **Marylou** : Puis on a tous les deux eu la COVID-19. Depuis le début que j'ai appris l'existence de la COVID-19, je me suis jamais sentie à l'abri. Étant immunosupprimée, dans le fond, qui me met à risque, moi, c'est ma vie qui est en jeu si je ne fais pas attention, dans le fond, je vais perdre tout. Les symptômes sont apparus assez abruptement, dans le fond. J'ai commencé à avoir tous les symptômes qu'on connaît de la COVID-19, mise à part, dans le fond, la fièvre. Je pouvais dormir dans mes congés, ça pouvait être des 16 à 20 h sur 24. Ça a continué à dégénérer cette fois-ci par contre les faiblesses étaient tellement extrêmes que j'en perdais connaissance. Dans le fond, après on a décidé d'aller à l'hôpital dans le fond à l'urgence parce que la condition faisait juste empirer. **Jean-Philippe** : Le mois que j'ai passé sans Marylou parce que Marylou était à l'hôpital était extrêmement dur parce que, d'une part, j'avais aucune information ou très peu d'information sur sa condition pis je savais qu'elle était très à risque. Pis aussi parce que je m'inquiétais pour ma propre condition. Est-ce que j'allais devenir plus malade, est-ce que j'allais rentrer à l'hôpital? Qu'est-ce qui se passe si nous deux, on est à l'hôpital? Donc, c'était vraiment dur. **Marylou** : Dans le fond, une fois que je suis sortie de l'hôpital pis que je suis retournée à la maison, j'avais tout de même peur, je dirais. Est-ce que je vais encore exposer Jean-Philippe à des dangers? La chose que j'aimerais qu'on retienne au moins de mon histoire, c'est l'importance des mesures de sécurité, des mesures d'hygiène à prendre pour protéger autant soi-même que les gens autour de nous. Il faut cesser d'être individualistes pis penser aux autres. J'ai clairement pu voir les impacts du virus, du fait que deux de mes compagnons de chambre en sont décédés, à côté de moi, à bout de souffle, dans le fond, ils arrivaient plus à respirer. Quand on parle d'une pandémie mondiale, quand on parle d'un virus qui fait des milliers de morts, qu'on le prenne au sérieux. Le mot-symbole « Canada » apparaît à la fin de la vidéo.